

Journal officiel

de l'Union européenne

C 395



Édition
de langue française

Communications et informations

55^e année
20 décembre 2012

Numéro d'information

Sommaire

Page

IV Informations

INFORMATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS, ORGANES ET ORGANISMES DE L'UNION EUROPÉENNE

Commission européenne

2012/C 395/01	Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 89/686/CEE du Conseil du 21 décembre 1989 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux équipements de protection individuelle ⁽¹⁾ (<i>Publication des titres et des références des normes harmonisées au titre de la directive</i>)	1
---------------	---	---

INFORMATIONS PROVENANT DES ÉTATS MEMBRES

2012/C 395/02	Renseignements communiqués par les États membres sur les aides d'État accordées conformément au règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (règlement général d'exemption par catégorie) ⁽¹⁾	27
2012/C 395/03	Renseignements communiqués par les États membres sur les aides d'État accordées conformément au règlement (CE) n° 1857/2006 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides d'État accordées aux petites et moyennes entreprises actives dans la production de produits agricoles et modifiant le règlement (CE) n° 70/2001	32

FR

Prix:
4 EUR

⁽¹⁾ Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

(suite au verso)

V Avis

PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE CONCURRENCE

Commission européenne

2012/C 395/04	Aide d'État — Roumanie — Aide d'État n° SA.33581 2012/C — Tarifs préférentiels présumés dans des contrats conclus entre Hidroelectrica SA et des producteurs industriels — Invitation à présenter des observations en application de l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ⁽¹⁾	34
2012/C 395/05	Aide d'État — Roumanie — Aide d'État n° SA.33475 2012/C — Tarifs préférentiels présumés dans des contrats conclus entre Hidroelectrica SA et des fournisseurs d'énergie thermoélectrique — Invitation à présenter des observations en application de l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ⁽¹⁾	46
2012/C 395/06	Aide d'État — Roumanie — Aide d'État n° SA.33451 (2012/C) (ex 2012/NN) — Tarifs préférentiels présumés dans des contrats conclus entre Hidroelectrica SA et des négociants en électricité — Invitation à présenter des observations en application de l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ⁽¹⁾	56
2012/C 395/07	Aides d'état — Portugal — Aide d'état n° SA.34764 (2012/C) (ex 2012/N) — PT — Aide en faveur d'Europac Kraft Viana SA — Invitation à présenter des observations en application de l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ⁽¹⁾	72



⁽¹⁾ Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

IV

(Informations)

INFORMATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS, ORGANES ET ORGANISMES DE L'UNION EUROPÉENNE

COMMISSION EUROPÉENNE

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 89/686/CEE du Conseil du 21 décembre 1989 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux équipements de protection individuelle

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(Publication des titres et des références des normes harmonisées au titre de la directive)

(2012/C 395/01)

OEN ⁽¹⁾	Référence et titre de la norme harmonisée (et document de référence)	Première publication JO	Référence de la norme remplacée	Date de cessation de la présomption de conformité de la norme remplacée Note 1
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
CEN	EN 132:1998 Appareils de protection respiratoire - Définitions de termes et pictogrammes	4.6.1999	EN 132:1990 Note 2.1	Date dépassée (30.6.1999)
CEN	EN 133:2001 Appareils de protection respiratoire - Classification	10.8.2002	EN 133:1990 Note 2.1	Date dépassée (10.8.2002)
CEN	EN 134:1998 Appareils de protection respiratoire - Nomenclature des composants	13.6.1998	EN 134:1990 Note 2.1	Date dépassée (31.7.1998)
CEN	EN 135:1998 Appareils de protection respiratoire - Liste de termes équivalents	4.6.1999	EN 135:1990 Note 2.1	Date dépassée (30.6.1999)
CEN	EN 136:1998 Appareils de protection respiratoire - Masques complets - Exigences, essais, marquage	13.6.1998	EN 136:1989 EN 136-10:1992 Note 2.1	Date dépassée (31.7.1998)
	EN 136:1998/AC:2003			
CEN	EN 137:2006 Appareils de protection respiratoire - Appareils de protection respiratoire autonomes à circuit ouvert, à air comprimé avec masque complet - Exigences, essais, marquage	23.11.2007	EN 137:1993 Note 2.1	Date dépassée (23.11.2007)
CEN	EN 138:1994 Appareils de protection respiratoire - Appareils de protection respiratoire à air libre avec masque complet, demi-masque ou ensemble embout buccal - Exigences, essais, marquage	16.12.1994		
CEN	EN 140:1998 Appareils de protection respiratoire - Demi-masques et quarts de masques - Exigences, essai, marquage	6.11.1998	EN 140:1989 Note 2.1	Date dépassée (31.3.1999)
	EN 140:1998/AC:1999			

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
CEN	EN 142:2002 Appareils de protection respiratoire - Ensembles embouts buccaux - Exigences, essais, marquage	10.4.2003	EN 142:1989 Note 2.1	Date dépassée (10.4.2003)
CEN	EN 143:2000 Appareils de protection respiratoire - Filtres à particules - Exigences, essais, marquage	24.1.2001	EN 143:1990 Note 2.1	Date dépassée (24.1.2001)
	EN 143:2000/A1:2006	21.12.2006	Note 3	Date dépassée (21.12.2006)
	EN 143:2000/AC:2005			
CEN	EN 144-1:2000 Appareils de protection respiratoire - Robinets de bouteille à gaz - Partie 1: Raccords de queue filetés	24.1.2001	EN 144-1:1991 Note 2.1	Date dépassée (24.1.2001)
	EN 144-1:2000/A1:2003	21.2.2004	Note 3	Date dépassée (21.2.2004)
	EN 144-1:2000/A2:2005	6.10.2005	Note 3	Date dépassée (31.12.2005)
CEN	EN 144-2:1998 Appareils de protection respiratoire - Robinets de bouteille à gaz - Partie 2: Raccordements de sortie	4.6.1999		
CEN	EN 144-3:2003 Appareils de protection respiratoire - Robinets de bouteille à gaz - Partie 3: Raccords de sortie pour gaz de plongée Nitrox et oxygène	21.2.2004		
	EN 144-3:2003/AC:2003			
CEN	EN 145:1997 Appareils de protection respiratoire - Appareils de protection respiratoire isolants autonomes à circuit fermé, du type à oxygène comprimé ou à oxygène-azote comprimé - Exigences, essais, marquage	19.2.1998	EN 145:1988 EN 145-2:1992 Note 2.1	Date dépassée (28.2.1998)
	EN 145:1997/A1:2000	24.1.2001	Note 3	Date dépassée (24.1.2001)
CEN	EN 148-1:1999 Appareils de protection respiratoire - Filetages pour pièces faciales - Partie 1: Raccord à filetage standard	4.6.1999	EN 148-1:1987 Note 2.1	Date dépassée (31.8.1999)
CEN	EN 148-2:1999 Appareils de protection respiratoire - Filetages pour pièces faciales - Partie 2: Raccord à filetage central	4.6.1999	EN 148-2:1987 Note 2.1	Date dépassée (31.8.1999)
CEN	EN 148-3:1999 Appareils de protection respiratoire - Filetages pour pièces faciales - Partie 3: Raccord à filetage M 45 x 3	4.6.1999	EN 148-3:1992 Note 2.1	Date dépassée (31.8.1999)
CEN	EN 149:2001+A1:2009 Appareils de protection respiratoire - Demi-masques filtrants contre les particules - Exigences, essais, marquage	6.5.2010	EN 149:2001 Note 2.1	Date dépassée (6.5.2010)

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
CEN	EN 166:2001 Protection individuelle de l'oeil - Spécifications	10.8.2002	EN 166:1995 Note 2.1	Date dépassée (10.8.2002)
CEN	EN 167:2001 Protection individuelle de l'oeil - Méthodes d'essais optiques	10.8.2002	EN 167:1995 Note 2.1	Date dépassée (10.8.2002)
CEN	EN 168:2001 Protection individuelle de l'oeil - Méthodes d'essais autres qu'optiques	10.8.2002	EN 168:1995 Note 2.1	Date dépassée (10.8.2002)
CEN	EN 169:2002 Protection individuelle de l'oeil - Filtres pour le soudage et les techniques connexes - Exigences relatives au facteur de transmission et utilisation recommandée	28.8.2003	EN 169:1992 Note 2.1	Date dépassée (28.8.2003)
CEN	EN 170:2002 Protection individuelle de l'oeil - Filtres pour l'ultraviolet - Exigences relatives au facteur de transmission et utilisation recommandée	28.8.2003	EN 170:1992 Note 2.1	Date dépassée (28.8.2003)
CEN	EN 171:2002 Protection individuelle de l'oeil - Filtres pour l'infrarouge - Exigences relatives au facteur de transmission et utilisation recommandée	10.4.2003	EN 171:1992 Note 2.1	Date dépassée (10.4.2003)
CEN	EN 172:1994 Protection individuelle de l'oeil - Filtres de protection solaire pour usage industriel	15.5.1996		
	EN 172:1994/A1:2000	4.7.2000	Note 3	Date dépassée (31.10.2000)
	EN 172:1994/A2:2001	10.8.2002	Note 3	Date dépassée (10.8.2002)
CEN	EN 174:2001 Protection individuelle de l'oeil - Masques pour le ski alpin	21.12.2001	EN 174:1996 Note 2.1	Date dépassée (21.12.2001)
CEN	EN 175:1997 Protection individuelle - Equipements de protection des yeux et du visage pour le soudage et les techniques connexes	19.2.1998		
CEN	EN 207:2009 Protection individuelle de l'oeil - Filtres et protecteurs de l'oeil contre les rayonnements laser (lunettes de protection laser)	6.5.2010	EN 207:1998 Note 2.1	Date dépassée (30.6.2010)
	EN 207:2009/AC:2011			
CEN	EN 208:2009 Protection individuelle de l'oeil - Lunettes de protection pour les travaux de réglage sur les lasers et sur les systèmes laser (lunettes de réglage laser)	6.5.2010	EN 208:1998 Note 2.1	Date dépassée (30.6.2010)
CEN	EN 250:2000 Appareils respiratoires - Appareils de plongée autonomes à air comprimé et à circuit ouvert - Exigences, essais, marquage	8.6.2000	EN 250:1993 Note 2.1	Date dépassée (19.7.2000)
	EN 250:2000/A1:2006	21.12.2006	Note 3	Date dépassée (21.12.2006)

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
CEN	EN 269:1994 Appareils de protection respiratoire - Appareils de protection respiratoire à air libre à assistance motorisée avec cagoule - Exigences, essais, marquage	16.12.1994		
CEN	EN 340:2003 Vêtements de protection - Exigences générales	6.10.2005	EN 340:1993 Note 2.1	Date dépassée (6.10.2005)
CEN	EN 342:2004 Vêtements de protection - Ensembles vestimentaires et articles d'habillement de protection contre le froid	6.10.2005		
	EN 342:2004/AC:2008			
CEN	EN 343:2003+A1:2007 Vêtements de protection - Protection contre la pluie	8.3.2008	EN 343:2003 Note 2.1	Date dépassée (8.3.2008)
	EN 343:2003+A1:2007/AC:2009			
CEN	EN 348:1992 Vêtements de protection - Méthodes d'essai: Détermination du comportement des matériaux au contact avec des petites projections de métal liquide	23.12.1993		
	EN 348:1992/AC:1993			
CEN	EN 352-1:2002 Protecteurs individuels contre le bruit - Exigences générales - Partie 1: Serre-tête	28.8.2003	EN 352-1:1993 Note 2.1	Date dépassée (28.8.2003)
CEN	EN 352-2:2002 Protecteurs individuels contre le bruit - Exigences générales - Partie 2: Bouchons d'oreille	28.8.2003	EN 352-2:1993 Note 2.1	Date dépassée (28.8.2003)
CEN	EN 352-3:2002 Protecteurs individuels contre le bruit - Exigences générales - Partie 3: Serre tête montés sur casque de sécurité industriel	28.8.2003	EN 352-3:1996 Note 2.1	Date dépassée (28.8.2003)
CEN	EN 352-4:2001 Protecteurs individuels contre le bruit - Exigences de sécurité et essais - Partie 4: Serre-tête à atténuation dépendante du niveau	10.8.2002		
	EN 352-4:2001/A1:2005	19.4.2006	Note 3	Date dépassée (30.4.2006)
CEN	EN 352-5:2002 Protecteurs individuels contre le bruit - Exigences de sécurité et essais - Partie 5: Serre-tête à atténuation active du bruit	28.8.2003		
	EN 352-5:2002/A1:2005	6.5.2010	Note 3	Date dépassée (6.5.2010)
CEN	EN 352-6:2002 Protecteurs individuels contre le bruit - Exigences de sécurité et essais - Partie 6: Serre-tête avec entrée audio-électrique	28.8.2003		

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
CEN	EN 352-7:2002 Protecteurs individuels contre le bruit - Exigences de sécurité et essais - Partie 7: Bouchons d'oreilles à atténuation dépendante du niveau	28.8.2003		
CEN	EN 352-8:2008 Protecteurs individuels contre le bruit - Exigences de sécurité et essais - Partie 8: Serre-tête audio de divertissement	28.1.2009		
CEN	EN 353-2:2002 Équipement de protection individuelle contre les chutes de hauteur - Partie 2: Antichutes mobiles incluant support d'assurage flexible	28.8.2003	EN 353-2:1992 Note 2.1	Date dépassée (28.8.2003)
CEN	EN 354:2010 Équipement de protection individuelle contre les chutes de hauteur - Longes	9.7.2011	EN 354:2002 Note 2.1	Date dépassée (9.7.2011)
CEN	EN 355:2002 Équipement de protection individuelle contre les chutes de hauteur - Absorbeurs d'énergie	28.8.2003	EN 355:1992 Note 2.1	Date dépassée (28.8.2003)
CEN	EN 358:1999 Équipement de protection individuelle de maintien au travail et de prévention des chutes de hauteur - Ceintures de maintien au travail et de retenue et longes de maintien au travail	21.12.2001	EN 358:1992 Note 2.1	Date dépassée (21.12.2001)
CEN	EN 360:2002 Équipement de protection individuelle contre les chutes de hauteur - Antichutes à rappel automatique	28.8.2003	EN 360:1992 Note 2.1	Date dépassée (28.8.2003)
CEN	EN 361:2002 Équipement de protection individuelle contre les chutes de hauteur - Harnais d'antichute	28.8.2003	EN 361:1992 Note 2.1	Date dépassée (28.8.2003)
CEN	EN 362:2004 Équipement de protection individuelle contre les chutes de hauteur - Connecteurs	6.10.2005	EN 362:1992 Note 2.1	Date dépassée (6.10.2005)
CEN	EN 363:2008 Équipement de protection individuelle contre les chutes de hauteur - Systèmes d'arrêt des chutes	20.6.2008	EN 363:2002 Note 2.1	Date dépassée (31.8.2008)
CEN	EN 364:1992 Équipement de protection individuelle contre les chutes de hauteur - Méthodes d'essai	23.12.1993		
	EN 364:1992/AC:1993			
CEN	EN 365:2004 Équipements de protection individuelle contre les chutes de hauteur - Exigences générales pour le mode d'emploi, l'entretien, l'examen périodique, la réparation, le marquage et l'emballage	6.10.2005	EN 365:1992 Note 2.1	Date dépassée (6.10.2005)
	EN 365:2004/AC:2006			

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
CEN	EN 367:1992 Vêtements de protection - Protection contre la chaleur et les flammes - Détermination de la transmission de la chaleur à l'exposition d'une flamme	23.12.1993		
	EN 367:1992/AC:1992			
CEN	EN 374-1:2003 Gants de protection contre les produits chimiques et les micro-organismes - Partie 1: Terminologie et exigences de performance	6.10.2005	EN 374-1:1994 Note 2.1	Date dépassée (6.10.2005)
CEN	EN 374-2:2003 Gants de protection contre les produits chimiques et les micro-organismes - Partie 2: Détermination de la résistance à la pénétration	6.10.2005	EN 374-2:1994 Note 2.1	Date dépassée (6.10.2005)
CEN	EN 374-3:2003 Gants de protection contre les produits chimiques et les micro-organismes - Partie 3: Détermination de la résistance à la perméation des produits chimiques	6.10.2005	EN 374-3:1994 Note 2.1	Date dépassée (6.10.2005)
	EN 374-3:2003/AC:2006			
CEN	EN 379:2003+A1:2009 Protection individuelle de l'oeil - Filtres de soudage automatique	6.5.2010	EN 379:2003 Note 2.1	Date dépassée (6.5.2010)
CEN	EN 381-1:1993 Vêtements de protection pour utilisateurs de scies à chaîne tenues à la main - Partie 1: Banc d'essai pour les essais de résistance à la coupure par une scie à chaîne	23.12.1993		
CEN	EN 381-2:1995 Vêtements de protection pour utilisateurs de scies à chaîne tenues à la main - Partie 2: Méthodes d'essai pour protège-jambes	12.1.1996		
CEN	EN 381-3:1996 Vêtements de protection pour utilisateurs de scies à chaîne tenues à la main - Partie 3: Méthodes d'essai des chaussures	10.10.1996		
CEN	EN 381-4:1999 Vêtements de protection pour les utilisateurs de scies à chaîne tenues à la main - Partie 4: Méthodes d'essai pour les gants de protection contre les scies à chaîne	16.3.2000		
CEN	EN 381-5:1995 Vêtements de protection pour utilisateurs de scies à chaîne tenues à la main - Partie 5: Exigences pour protège-jambes	12.1.1996		
CEN	EN 381-7:1999 Vêtements de protection pour utilisateurs de scies à chaîne tenues à la main - Partie 7: Exigences pour les gants de protection contre les scies à chaîne	16.3.2000		
CEN	EN 381-8:1997 Vêtements de protection pour utilisateurs de scies à chaîne tenues à la main - Partie 8: Méthodes d'essai des guêtres de protection pour l'utilisation de scies à chaîne	18.10.1997		
CEN	EN 381-9:1997 Vêtements de protection pour utilisateurs de scies à chaîne tenues à la main - Partie 9: Exigences pour les guêtres de protection pour l'utilisation de scies à chaîne	18.10.1997		

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
CEN	EN 381-10:2002 Vêtements de protection pour utilisateurs de scies à chaîne tenues à la main - Partie 10: Méthode d'essai pour vestes de protection	28.8.2003		
CEN	EN 381-11:2002 Vêtements de protection pour utilisateurs de scies à chaîne tenues à la main - Partie 11: Exigences relatives aux vestes de protection	28.8.2003		
CEN	EN 388:2003 Gants de protection contre les risques mécaniques	6.10.2005	EN 388:1994 Note 2.1	Date dépassée (6.10.2005)
CEN	EN 397:2012+A1:2012 Casques de protection pour l'industrie	Ceci est la première publication	EN 397:1995 Note 2.1	30.4.2013
CEN	EN 402:2003 Appareils de protection respiratoire - Appareils de protection respiratoire isolants autonomes à circuit ouvert, à air comprimé, à air soupape à la demande avec masque complet ou ensemble embout buccal pour l'évacuation - Exigences, essais, marquage	21.2.2004	EN 402:1993 Note 2.1	Date dépassée (21.2.2004)
CEN	EN 403:2004 Appareils de protection respiratoire pour l'évacuation - Appareils filtrants avec cagoule pour l'évacuation d'un incendie - Exigences, essais, marquage	6.10.2005	EN 403:1993 Note 2.1	Date dépassée (6.10.2005)
CEN	EN 404:2005 Appareils de protection respiratoire pour l'évacuation - Auto-sauveteur avec ensemble embout buccal à filtre monoxyle de carbone	6.10.2005	EN 404:1993 Note 2.1	Date dépassée (2.12.2005)
CEN	EN 405:2001+A1:2009 Appareils de protection respiratoire - Demi-masques filtrants à soupapes contre les gaz ou contre les gaz et les particules - Exigences, essais, marquage	6.5.2010	EN 405:2001 Note 2.1	Date dépassée (6.5.2010)
CEN	EN 407:2004 Gants de protection contre les risques thermiques (chaleur et/ou feu)	6.10.2005	EN 407:1994 Note 2.1	Date dépassée (6.10.2005)
CEN	EN 420:2003+A1:2009 Gants de protection - Exigences générales et méthodes d'essai	6.5.2010	EN 420:2003 Note 2.1	Date dépassée (31.5.2010)
CEN	EN 421:2010 Gants de protection contre les rayonnements ionisants et la contamination radioactive	9.7.2011	EN 421:1994 Note 2.1	Date dépassée (9.7.2011)
CEN	EN 443:2008 Casques pour la lutte contre les incendies dans les bâtiments et autres structures	20.6.2008	EN 443:1997 Note 2.1	Date dépassée (31.8.2008)
CEN	EN 458:2004 Protecteurs individuels contre le bruit - Recommandations relatives à la sélection, à l'utilisation, aux précautions d'emploi et à l'entretien - Document guide	6.10.2005	EN 458:1993 Note 2.1	Date dépassée (6.10.2005)

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
CEN	EN 464:1994 Vêtements de protection - Protection contre les produits chimiques liquides et gazeux, y compris les aérosols liquides et les particules solides - Méthode d'essai: Détermination de l'étanchéité des combinaisons étanches au gaz (essai de pression interne)	16.12.1994		
CEN	EN 469:2005 Vêtements de protection pour sapeurs pompiers - Exigences de performance pour les vêtements de protection pour la lutte contre l'incendie	19.4.2006	EN 469:1995 Note 2.1	Date dépassée (30.6.2006)
	EN 469:2005/A1:2006	23.11.2007	Note 3	Date dépassée (23.11.2007)
	EN 469:2005/AC:2006			
CEN	EN 471:2003+A1:2007 Vêtements de signalisation à haute visibilité pour usage professionnel - Méthodes d'essai et exigences	8.3.2008	EN 471:2003 Note 2.1	Date dépassée (30.6.2008)
CEN	EN 510:1993 Spécifications des vêtements de protection contre le risque d'être happé par des pièces de machines en mouvement	16.12.1994		
CEN	EN 511:2006 Gants de protection contre le froid	21.12.2006	EN 511:1994 Note 2.1	Date dépassée (21.12.2006)
CEN	EN 530:2010 Résistance à l'abrasion du matériau constitutif d'un vêtement de protection - Méthodes d'essai	9.7.2011	EN 530:1994 Note 2.1	Date dépassée (9.7.2011)
CEN	EN 564:2006 Équipement d'alpinisme et d'escalade - Cordelette - Exigences de sécurité et méthodes d'essai	8.3.2008	EN 564:1997 Note 2.1	Date dépassée (8.3.2008)
CEN	EN 565:2006 Équipement d'alpinisme et d'escalade - Sangle - Exigences de sécurité et méthodes d'essai	8.3.2008	EN 565:1997 Note 2.1	Date dépassée (8.3.2008)
CEN	EN 566:2006 Équipement d'alpinisme et d'escalade - Anneaux - Exigences de sécurité et méthodes d'essai	8.3.2008	EN 566:1997 Note 2.1	Date dépassée (8.3.2008)
CEN	EN 567:1997 Équipement d'alpinisme et d'escalade - Bloqueurs - Exigences de sécurité et méthodes d'essai	10.8.2002		
CEN	EN 568:2007 Équipement d'alpinisme et d'escalade - Broches à glace - Exigences de sécurité et méthodes d'essai	8.3.2008	EN 568:1997 Note 2.1	Date dépassée (8.3.2008)
CEN	EN 569:2007 Équipement d'alpinisme et d'escalade - Pitons - Exigences de sécurité et méthodes d'essai	8.3.2008	EN 569:1997 Note 2.1	Date dépassée (8.3.2008)

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
CEN	EN 659:2003+A1:2008 Gants de protection pour sapeurs-pompiers	20.6.2008	EN 659:2003 Note 2.1	Date dépassée (30.9.2008)
	EN 659:2003+A1:2008/AC:2009			
CEN	EN 702:1994 Vêtements de protection - Protection contre la chaleur et la flamme - Méthode d'essai: Détermination de la transmission thermique par contact à travers les vêtements de protection ou leurs matériaux	12.1.1996		
CEN	EN 795:1996 Protection contre les chutes de hauteur - Dispositifs d'ancrage - Exigences et essais	12.2.2000		
	EN 795:1996/A1:2000	24.1.2001	Note 3	Date dépassée (30.4.2001)

Avertissement: La présente publication ne concerne pas les équipements décrits dans les classes A (ancres structurelles), C (dispositifs d'ancrage équipés de supports d'assurage flexibles horizontaux) et D (dispositifs d'ancrage équipés de rails d'assurage rigides horizontaux), dont il est fait mention dans les paragraphes suivants: 3.13.1, 3.13.3, 3.13.4, 4.3.1, 4.3.3, 4.3.4, 5.2.1, 5.2.2, 5.2.4, 5.2.5, 5.3.2 (en ce qui concerne la classe A1), 5.3.3, 5.3.4, 5.3.5, 6 (en ce qui concerne les classes A, C et D), annexe A (paragraphes A.2, A.3, A.5 et A.6), annexe B, annexe ZA (en ce qui concerne les classes A, C et D) pour lesquelles elle ne donne aucune présomption de conformité aux dispositions de la directive 89/686/CEE.

CEN	EN 812:2012 Casquettes anti-heurt pour l'industrie	Ceci est la première publication	EN 812:1997 Note 2.1	30.4.2013
CEN	EN 813:2008 Équipement de protection individuelle pour la prévention contre les chutes de hauteur - Ceintures à cuissardes	28.1.2009	EN 813:1997 Note 2.1	Date dépassée (28.2.2009)
CEN	EN 863:1995 Vêtements de protection - Propriétés mécaniques - Méthode d'essai: Résistance à la perforation	15.5.1996		
CEN	EN 892:2012 Équipement d'alpinisme et d'escalade - Cordes dynamiques - Exigences de sécurité et méthodes d'essai	Ceci est la première publication	EN 892:2004 Note 2.1	30.4.2013
CEN	EN 893:2010 Équipement d'alpinisme et d'escalade - Crampons - Exigences de sécurité et méthodes d'essai	9.7.2011	EN 893:1999 Note 2.1	Date dépassée (9.7.2011)
CEN	EN 943-1:2002 Vêtements de protection contre les produits chimiques liquides et gazeux, y compris les aérosols liquides et les particules solides - Partie 1: Exigences de performance des combinaisons de protection chimique ventilées et non ventilées	28.8.2003		
	EN 943-1:2002/AC:2005			
CEN	EN 943-2:2002 Vêtements de protection contre les produits chimiques liquides et gazeux, y compris les aérosols liquides et les particules solides - Partie 2: Exigences de performance des combinaisons de protection chimique étanches aux gaz (Type 1) destinées aux équipes de secours (ET)	10.8.2002		

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
CEN	EN 958:2006+A1:2010 Équipement d'alpinisme et d'escalade - Absorbeur d'énergie utilisé en Via Ferrata - Exigences de sécurité et méthodes d'essai	9.7.2011	EN 958:2006 Note 2.1	Date dépassée (9.7.2011)
CEN	EN 960:2006 Fausses têtes à utiliser lors des essais de casques de protection	21.12.2006	EN 960:1994 Note 2.1	Date dépassée (31.12.2006)
CEN	EN 966:2012+A1:2012 Casques de sports aériens	Ceci est la première publication	EN 966:1996 Note 2.1	30.4.2013
CEN	EN 1073-1:1998 Vêtement de protection contre la contamination radioactive - Partie 1: Exigences et méthodes d'essais des vêtements de protection ventilés contre la contamination radioactive sous forme de particules	6.11.1998		
CEN	EN 1073-2:2002 Vêtements de protection contre la contamination radioactive - Partie 2: Exigences et méthodes d'essai des vêtements de protection non ventilés contre la contamination radioactive sous forme de particules	28.8.2003		
CEN	EN 1077:2007 Casques pour skieurs de ski alpin et de surf des neiges	8.3.2008	EN 1077:1996 Note 2.1	Date dépassée (8.3.2008)
CEN	EN 1078:2012+A1:2012 Casques pour cyclistes et pour utilisateurs de planches à roulettes et de patins à roulettes	Ceci est la première publication	EN 1078:1997 Note 2.1	30.4.2013
CEN	EN 1080:1997 Casques de protection contre les chocs pour jeunes enfants	14.6.1997		
	EN 1080:1997/A1:2002	28.8.2003	Note 3	Date dépassée (28.8.2003)
	EN 1080:1997/A2:2005	19.4.2006	Note 3	Date dépassée (30.6.2006)
CEN	EN 1082-1:1996 Vêtements de protection - Gants et protège-bras contre les coupures et les coups de couteaux à main - Partie 1: Gants en cote de mailles et protège-bras	14.6.1997		
CEN	EN 1082-2:2000 Vêtements de protection - Gants et protège-bras contre les coupures et les coups de couteaux à main - Partie 2: Gants et protège-bras en matériaux autres que la cote de mailles	21.12.2001		
CEN	EN 1082-3:2000 Vêtements de protection - Gants et protège-bras contre les coupures et les coups de couteaux à main - Partie 3: Essai de coupure par impact pour étoffes, cuir et autres matériaux	21.12.2001		

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
CEN	EN 1146:2005 Appareils de protection respiratoire - Appareils de protection respiratoire isolants autonomes à circuit ouvert à air comprimé avec cagoule pour l'évacuation - Exigences, essais, marquage	19.4.2006	EN 1146:1997 Note 2.1	Date dépassée (30.4.2006)
CEN	EN 1149-1:2006 Vêtements de protection - Propriétés électrostatiques - Partie 1: Méthode d'essai pour la résistivité de surface	21.12.2006	EN 1149-1:1995 Note 2.1	Date dépassée (31.12.2006)
CEN	EN 1149-2:1997 Vêtements de protection - Propriétés électrostatiques - Partie 2: Méthode d'essai pour le mesurage de la résistance électrique à travers un matériau (résistance verticale)	19.2.1998		
CEN	EN 1149-3:2004 Vêtements de protection - Propriétés électrostatiques - Partie 3: Méthodes d'essai pour la mesure de l'atténuation de la charge	6.10.2005		
CEN	EN 1149-5:2008 Vêtements de protection - Propriétés électrostatiques - Partie 5: Exigences de performance des matériaux et de conception	20.6.2008		
CEN	EN 1150:1999 Vêtements de protection - Vêtements de visualisation à utilisation non professionnelle - Méthodes d'essai et exigences	4.6.1999		
CEN	EN 1384:2012 Casques de protection pour sports hippiques	Ceci est la première publication	EN 1384:1996 Note 2.1	30.4.2013
CEN	EN 1385:2012 Casques utilisés dans la pratique du canoë-kayak et des sports en eau vive	Ceci est la première publication	EN 1385:1997 Note 2.1	30.4.2013
CEN	EN 1486:2007 Vêtements de protection pour sapeurs-pompiers - Méthodes d'essai et exigences relatives aux vêtements réfléchissants pour opérations spéciales de lutte contre l'incendie	8.3.2008	EN 1486:1996 Note 2.1	Date dépassée (30.4.2008)
CEN	EN 1497:2007 Équipement de protection individuelle contre les chutes - Harnais de sauvetage	8.3.2008		
CEN	EN 1621-1:1997 Vêtements de protection contre les chocs mécaniques pour motocyclistes - Partie 1: Exigences et méthodes d'essai des protecteurs contre les chocs	13.6.1998		
CEN	EN 1621-2:2003 Vêtements de protection contre les chocs mécaniques pour motocyclistes - Partie 2: Protecteurs dorsaux - Exigences et méthodes d'essai	6.10.2005		
	EN 1621-2:2003/AC:2006			

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
CEN	EN 1731:2006 Protection individuelle de l'œil — Protecteurs de l'œil et du visage de type grillagé	23.11.2007	EN 1731:1997 Note 2.1	Date dépassée (23.11.2007)
CEN	EN 1809:1997 Accessoires de plongée - Bouées d'équilibrage - Exigences fonctionnelles et de sécurité, méthodes d'essai	13.6.1998		
CEN	EN 1827:1999+A1:2009 Appareils de protection respiratoire - Demi-masques sans soupape inspiratoire et avec filtres démontables, contre les gaz, contre les gaz et les particules, ou contre les particules uniquement - Exigences, essais, marquage	6.5.2010	EN 1827:1999 Note 2.1	Date dépassée (6.5.2010)
CEN	EN 1836:2005+A1:2007 Équipement de protection individuelle de l'œil - Lunettes solaires et filtres de protection contre les rayonnements solaires pour usage général et filtres pour observation directe du soleil	8.3.2008	EN 1836:2005 Note 2.1	Date dépassée (31.3.2008)
CEN	EN 1868:1997 Équipement de protection individuelle contre les chutes de hauteur - Liste des termes équivalents	18.10.1997		
CEN	EN 1891:1998 Équipement de protection individuelle pour la prévention des chutes de hauteur - Cordes tressées gainées à faible coefficient d'allongement	6.11.1998		
CEN	EN 1938:2010 Protection individuelle de l'œil - Lunettes-masques pour motocyclistes et cyclomotoristes	9.7.2011	EN 1938:1998 Note 2.1	Date dépassée (9.7.2011)
CEN	EN ISO 4869-2:1995 Acoustique - Protecteurs individuels contre le bruit - Partie 2: Estimation des niveaux de pression acoustique pondérés A en cas d'utilisation de protecteurs individuels contre le bruit (ISO 4869-2:1994)	15.5.1996		
	EN ISO 4869-2:1995/AC:2007			
CEN	EN ISO 4869-3:2007 Acoustique - Protecteurs individuels contre le bruit - Partie 3: Mesurage de l'affaiblissement acoustique des protecteurs du type serre-tête au moyen d'un montage d'essai acoustique (ISO 4869-3:2007)	8.3.2008	EN 24869-3:1993 Note 2.1	Date dépassée (8.3.2008)
CEN	EN ISO 6529:2001 Vêtements de protection - Protection contre les produits chimiques - Détermination de la résistance des matériaux utilisés pour la confection des vêtements de protection à la perméation par des liquides et des gaz (ISO 6529:2001)	6.10.2005	EN 369:1993 Note 2.1	Date dépassée (6.10.2005)
CEN	EN ISO 6530:2005 Vêtements de protection - Protection contre les produits chimiques liquides - Méthode d'essai pour la résistance des matériaux à la pénétration par des liquides (ISO 6530:2005)	6.10.2005	EN 368:1992 Note 2.1	Date dépassée (6.10.2005)

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
CEN	EN ISO 6942:2002 Vêtements de protection - Protection contre la chaleur et le feu - Méthode d'essai: Evaluation des matériaux et assemblages des matériaux exposés à une source de chaleur radiante (ISO 6942:2002)	28.8.2003	EN 366:1993 Note 2.1	Date dépassée (28.8.2003)
CEN	EN ISO 9185:2007 Vêtements de protection - Évaluation de la résistance des matériaux aux projections de métal fondu (ISO 9185:2007)	8.3.2008	EN 373:1993 Note 2.1	Date dépassée (8.3.2008)
CEN	EN ISO 10256:2003 Protections de tête et de visage destinées à être utilisées en hockey sur glace (ISO 10256:2003)	6.10.2005	EN 967:1996 Note 2.1	Date dépassée (6.10.2005)
CEN	EN ISO 10819:1996 Vibrations et chocs mécaniques - Vibrations main-bras - Méthode pour mesurer et évaluer le facteur de transmission des vibrations par les gants à la paume de la main (ISO 10819:1996)	3.12.1996		
CEN	EN ISO 10862:2009 Petits navires - Système de largage rapide pour harnais de trapèze (ISO 10862:2009)	6.5.2010		
CEN	EN ISO 11611:2007 Vêtements de protection utilisés pendant le soudage et les techniques connexes (ISO 11611:2007)	8.3.2008	EN 470-1:1995 Note 2.1	Date dépassée (30.4.2008)
CEN	EN ISO 11612:2008 Vêtements de protection - Vêtements de protection contre la chaleur et les flammes (ISO 11612:2008)	5.6.2009	EN 531:1995 Note 2.1	Date dépassée (5.6.2009)
CEN	EN 12083:1998 Appareils de protection respiratoire - Filtres avec tuyaux respiratoires, (Filtres non montés sur un masque) - Filtres à particules, filtres antigaz et filtres combinés - Exigences, essais, marquage	4.7.2000		
	EN 12083:1998/AC:2000			
CEN	EN ISO 12127-2:2007 Vêtements de protection contre la chaleur et la flamme - Détermination de la transmission thermique par contact à travers les vêtements de protection ou leurs matériaux constitutifs - Partie 2: Méthode d'essai utilisant la transmission thermique par contact produite par des petits cylindres compte-gouttes (ISO 12127-2:2007)	8.3.2008		
CEN	EN 12270:1998 Équipement d'alpinisme et d'escalade - Coinceurs - Exigences de sécurité et méthodes d'essai	16.3.2000		
CEN	EN 12275:1998 Équipement d'alpinisme et d'escalade - Connecteurs - Exigences de sécurité et méthodes d'essai	16.3.2000		

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
CEN	EN 12276:1998 Équipement d'alpinisme et d'escalade - Coinceurs mécaniques - Exigences de sécurité et méthodes d'essai	24.2.2001		
	EN 12276:1998/AC:2000			
CEN	EN 12277:2007 Équipement d'alpinisme et d'escalade - Harnais - Exigences de sécurité et méthodes d'essai	23.11.2007	EN 12277:1998 Note 2.1	Date dépassée (23.11.2007)
CEN	EN 12278:2007 Équipement d'alpinisme et d'escalade - Poulies - Exigences de sécurité et méthodes d'essai	23.11.2007	EN 12278:1998 Note 2.1	Date dépassée (30.11.2007)
CEN	EN ISO 12401:2009 Petits navires - Harnais de sécurité de pont et sauvegardes de harnais - Exigences de sécurité et méthodes d'essai (ISO 12401:2009)	6.5.2010	EN 1095:1998 Note 2.1	Date dépassée (6.5.2010)
CEN	EN ISO 12402-2:2006 Équipements individuels de flottabilité - Partie 2: Gilets de sauvetage, niveau de performance 275 - Exigences de sécurité (ISO 12402-2:2006)	21.12.2006	EN 399:1993 Note 2.1	Date dépassée (31.3.2007)
	EN ISO 12402-2:2006/A1:2010	9.7.2011	Note 3	Date dépassée (9.7.2011)
CEN	EN ISO 12402-3:2006 Équipements individuels de flottabilité - Partie 3: Gilets de sauvetage, niveau de performance 150 - Exigences de sécurité (ISO 12402-3:2006)	21.12.2006	EN 396:1993 Note 2.1	Date dépassée (31.3.2007)
	EN ISO 12402-3:2006/A1:2010	9.7.2011	Note 3	Date dépassée (9.7.2011)
CEN	EN ISO 12402-4:2006 Équipements individuels de flottabilité - Partie 4: Gilets de sauvetage, niveau de performance 100 - Exigences de sécurité (ISO 12402-4:2006)	21.12.2006	EN 395:1993 Note 2.1	Date dépassée (31.3.2007)
	EN ISO 12402-4:2006/A1:2010	9.7.2011	Note 3	Date dépassée (9.7.2011)
CEN	EN ISO 12402-5:2006 Équipements individuels de flottabilité - Partie 5: Aides à la flottabilité (niveau 50) - Exigences de sécurité (ISO 12402-5:2006)	21.12.2006	EN 393:1993 Note 2.1	Date dépassée (31.3.2007)
	EN ISO 12402-5:2006/A1:2010	9.7.2011	Note 3	Date dépassée (9.7.2011)
	EN ISO 12402-5:2006/AC:2006			
CEN	EN ISO 12402-6:2006 Équipements individuels de flottabilité - Partie 6: Gilets de sauvetage et aides à la flottabilité pour usages spéciaux - Exigences de sécurité et méthodes d'essai complémentaires (ISO 12402-6:2006)	21.12.2006		
	EN ISO 12402-6:2006/A1:2010	9.7.2011	Note 3	Date dépassée (9.7.2011)

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
CEN	EN ISO 12402-8:2006 Équipements individuels de flottabilité - Partie 8: Accessoires - Exigences de sécurité et méthodes d'essai (ISO 12402-8:2006)	2.8.2006	EN 394:1993 Note 2.1	Date dépassée (31.8.2006)
	EN ISO 12402-8:2006/A1:2011	11.11.2011	Note 3	Date dépassée (11.11.2011)
CEN	EN ISO 12402-9:2006 Équipements individuels de flottabilité - Partie 9: Méthodes d'essai (ISO 12402-9:2006)	21.12.2006		
	EN ISO 12402-9:2006/A1:2011	11.11.2011	Note 3	Date dépassée (11.11.2011)
CEN	EN ISO 12402-10:2006 Équipements individuels de flottabilité - Partie 10: Sélection et application des équipements individuels de flottabilité et d'autres équipements pertinents (ISO 12402-10:2006)	2.8.2006		
CEN	EN 12477:2001 Gants de protection pour soudeurs	10.8.2002		
	EN 12477:2001/A1:2005	6.10.2005	Note 3	Date dépassée (31.12.2005)
CEN	EN 12492:2012 Équipements d'alpinisme et d'escalade - Casques d'alpinistes - Exigences de sécurité et méthodes d'essai	Ceci est la première publication	EN 12492:2000 Note 2.1	30.4.2013
CEN	EN 12628:1999 Accessoires de plongée - Bouées d'équilibrage et de sauvetage combinées - Exigences fonctionnelles et de sécurité, méthodes d'essai	4.7.2000		
	EN 12628:1999/AC:2000			
CEN	EN 12841:2006 Équipements de protection individuelle pour la prévention des chutes de hauteur - Systèmes d'accès par corde - Dispositif de réglage de corde pour maintien au poste de travail	21.12.2006		
CEN	EN 12941:1998 Appareils de protection respiratoire - Appareils filtrants à ventilation assistée avec casque ou cagoule - Exigences, essais, marquage	4.6.1999	EN 146:1991 Note 2.1	Date dépassée (4.6.1999)
	EN 12941:1998/A1:2003	6.10.2005	Note 3	Date dépassée (6.10.2005)
	EN 12941:1998/A2:2008	5.6.2009	Note 3	Date dépassée (5.6.2009)

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
CEN	EN 12942:1998 Appareils de protection respiratoire - Appareils filtrants à ventilation assistée avec masques complets, demi-masques ou quarts de masques - Exigences, essais, marquage	4.6.1999	EN 147:1991 Note 2.1	Date dépassée (4.6.1999)
	EN 12942:1998/A1:2002	28.8.2003	Note 3	Date dépassée (28.8.2003)
	EN 12942:1998/A2:2008	5.6.2009	Note 3	Date dépassée (5.6.2009)
CEN	EN 13034:2005+A1:2009 Vêtements de protection contre les produits chimiques liquides - Exigences relatives aux vêtements de protection chimique offrant une protection limitée contre les produits chimiques liquides (équipement de Type 6 et du Type PB [6])	6.5.2010	EN 13034:2005 Note 2.1	Date dépassée (6.5.2010)
CEN	EN 13061:2009 Vêtements de protection - Protège-tibias pour joueurs de football - Exigences et méthodes d'essai	6.5.2010	EN 13061:2001 Note 2.1	Date dépassée (6.5.2010)
CEN	EN 13087-1:2000 Casques de protection - Méthodes d'essai - Partie 1: Conditions et conditionnement	10.8.2002		
	EN 13087-1:2000/A1:2001	10.8.2002	Note 3	Date dépassée (10.8.2002)
CEN	EN 13087-2:2012 Casques de protection - Méthodes d'essai - Partie 2: Absorption des chocs	Ceci est la première publication	EN 13087-2:2000 Note 2.1	30.4.2013
CEN	EN 13087-3:2000 Casques de protection - Méthodes d'essai - Partie 3: Résistance à la pénétration	10.8.2002		
	EN 13087-3:2000/A1:2001	10.8.2002	Note 3	Date dépassée (10.8.2002)
CEN	EN 13087-4:2012 Casques de protection - Méthodes d'essai - Partie 4: Efficacité du système de rétention	Ceci est la première publication	EN 13087-4:2000 Note 2.1	30.4.2013
CEN	EN 13087-5:2012 Casques de protection - Méthodes d'essai - Partie 5: Résistance du système de rétention	Ceci est la première publication	EN 13087-5:2000 Note 2.1	30.4.2013
CEN	EN 13087-6:2012 Casques de protection - Méthodes d'essai - Partie 6: Champ visuel	Ceci est la première publication	EN 13087-6:2000 Note 2.1	30.4.2013
CEN	EN 13087-7:2000 Casques de protection - Méthodes d'essai - Partie 7: Résistance à la flamme	10.8.2002		
	EN 13087-7:2000/A1:2001	10.8.2002	Note 3	Date dépassée (10.8.2002)

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
CEN	EN 13087-8:2000 Casques de protection - Méthodes d'essai - Partie 8: Propriétés électriques	21.12.2001		
	EN 13087-8:2000/A1:2005	6.10.2005	Note 3	Date dépassée (6.10.2005)
CEN	EN 13087-10:2012 Casques de protection - Méthodes d'essai - Partie 10: Résistance à la chaleur radiante	Ceci est la première publication	EN 13087-10:2000 Note 2.1	30.4.2013
CEN	EN 13089:2011 Équipement d'alpinisme et d'escalade - Outils à glace - Exigences de sécurité et méthodes d'essai	9.7.2011		
CEN	EN 13138-1:2008 Aides à la flottabilité pour l'apprentissage de la natation - Partie 1: Exigences de sécurité et méthodes d'essai pour les aides à la flottabilité: Dispositifs portés au corps	5.6.2009	EN 13138-1:2003 Note 2.1	Date dépassée (5.6.2009)
CEN	EN 13158:2009 Vêtements de protection - Vestes, gilets de protection et protège-épaules pour sports équestres: pour cavaliers, pour personnes travaillant avec des chevaux et pour meneurs d'attelage - Exigences et méthodes d'essai	6.5.2010	EN 13158:2000 Note 2.1	Date dépassée (6.5.2010)
CEN	EN 13178:2000 Protection individuelle de l'oeil - Protecteurs de l'oeil destinés aux utilisateurs de motoneige	21.12.2001		
CEN	EN 13274-1:2001 Appareils de protection respiratoire - Méthodes d'essai - Partie 1: Détermination de la fuite vers l'intérieur et de la fuite totale vers l'intérieur	21.12.2001		
CEN	EN 13274-2:2001 Appareils de protection respiratoire - Méthodes d'essai - Partie 2: Essais pratiques de performance	21.12.2001		
CEN	EN 13274-3:2001 Appareils de protection respiratoire - Méthodes d'essai - Partie 3: Détermination de la résistance respiratoire	10.8.2002		
CEN	EN 13274-4:2001 Appareils de protection respiratoire - Méthodes d'essai - Partie 4: Essais à la flamme	10.8.2002		
CEN	EN 13274-5:2001 Appareils de protection respiratoire - Méthodes d'essai - Partie 5: Conditions climatiques	21.12.2001		
CEN	EN 13274-6:2001 Appareils de protection respiratoire - Méthodes d'essai - Partie 6: Détermination de la teneur en dioxyde de carbone de l'air inhalé	10.8.2002		
CEN	EN 13274-7:2008 Appareils de protection respiratoire - Méthode d'essai - Partie 7: Détermination de la pénétration des filtres à particules	20.6.2008	EN 13274-7:2002 Note 2.1	Date dépassée (31.7.2008)

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
CEN	EN 13274-8:2002 Appareils de protection respiratoire - Méthodes d'essai - Partie 8: Détermination du colmatage par la poussière de dolomie	28.8.2003		
CEN	EN 13277-1:2000 Équipement de protection pour les arts martiaux - Partie 1: Exigences et méthodes d'essai générales	24.2.2001		
CEN	EN 13277-2:2000 Équipement de protection pour les arts martiaux - Partie 2: Exigences et méthodes d'essai complémentaires relatives aux protège-cou-de-pieds, aux protège-tibias et aux protège-avant-bras	24.2.2001		
CEN	EN 13277-3:2000 Équipement de protection pour les arts martiaux - Partie 3: Exigences et méthodes d'essai complémentaires relatives aux protège-torses	24.2.2001		
	EN 13277-3:2000/A1:2007	23.11.2007	Note 3	Date dépassée (31.12.2007)
CEN	EN 13277-4:2001 Équipements de protection pour arts martiaux - Partie 4: Exigences et méthodes d'essai complémentaires relatives aux protecteurs de la tête	10.8.2002		
	EN 13277-4:2001/A1:2007	23.11.2007	Note 3	Date dépassée (31.12.2007)
CEN	EN 13277-5:2002 Équipement de protection pour les arts martiaux - Partie 5: Exigences et méthodes d'essai complémentaires relatives aux coquilles et aux protections abdominales	10.8.2002		
CEN	EN 13277-6:2003 Équipement de protection pour les arts martiaux - Partie 6: Exigences et méthodes d'essai complémentaires pour protecteurs de poitrine pour femme	21.2.2004		
CEN	EN 13277-7:2009 Équipement de protection pour les arts martiaux - Partie 7: Exigences et méthodes d'essai complémentaires relatives aux protecteurs de main et de pied	6.5.2010		
CEN	EN ISO 13287:2007 Équipement de protection individuelle - Chaussures - Méthode d'essai pour déterminer la résistance au glissement (ISO 13287:2006)	8.3.2008	EN 13287:2004 Note 2.1	Date dépassée (30.4.2008)
CEN	EN 13356:2001 Accessoires de visualisation pour usage non-professionnel - Méthodes d'essai et exigences	21.12.2001		
CEN	EN 13484:2012 Casques pour utilisateurs de luges	Ceci est la première publication	EN 13484:2001 Note 2.1	30.4.2013
CEN	EN 13546:2002+A1:2007 Vêtements de protection - Protège-mains et bras, plastrons, protection abdominale, guêtres, sabots et coquilles de gardiens de but de hockey sur gazon et protège-tibias de joueurs - Exigences et méthodes d'essai	23.11.2007	EN 13546:2002 Note 2.1	Date dépassée (31.12.2007)

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
CEN	EN 13567:2002+A1:2007 Vêtements de protection - Protection des mains, des bras, de la poitrine, de l'abdomen, des jambes, génitales et de la face pour les escrimeurs - Exigences et méthodes d'essai	23.11.2007	EN 13567:2002 Note 2.1	Date dépassée (31.12.2007)
CEN	EN 13594:2002 Gants de protection pour motocyclistes professionnels - Exigences et méthodes d'essai	28.8.2003		
CEN	EN 13595-1:2002 Vêtements de protection pour les motocyclistes professionnels - Vestes, Pantalons et combinaisons une ou deux pièces - Partie 1: Exigences générales	28.8.2003		
CEN	EN 13595-2:2002 Vêtements de protection pour les motocyclistes professionnels - Vestes, pantalons et combinaisons une ou deux pièces - Partie 2: Méthode d'essai pour déterminer la résistance à l'abrasion par impact	28.8.2003		
CEN	EN 13595-3:2002 Vêtements de protection pour les motocyclistes professionnels - Vestes, pantalons et combinaisons une ou deux pièces - Partie 3: Méthode d'essai pour déterminer la résistance à l'éclatement	28.8.2003		
CEN	EN 13595-4:2002 Vêtements de protection pour les motocyclistes professionnels - Vestes, pantalons et combinaisons une ou deux pièces - Partie 4: Méthodes d'essai pour déterminer la résistance à la coupure par impact	28.8.2003		
CEN	EN 13634:2010 Chaussures de protection des motocyclistes - Exigences et méthodes d'essai	9.7.2011	EN 13634:2002 Note 2.1	Date dépassée (9.7.2011)
CEN	EN 13781:2012 Casques de protection pour conducteurs et passagers de motoneiges et bobsleighs	Ceci est la première publication	EN 13781:2001 Note 2.1	30.4.2013
CEN	EN 13794:2002 Appareils de protection respiratoire - Appareils de protection respiratoire isolants autonomes à circuit fermé pour l'évacuation - Exigences, essais, marquage	28.8.2003	EN 1061:1996 EN 400:1993 EN 401:1993 Note 2.1	Date dépassée (28.8.2003)
CEN	EN 13819-1:2002 Protecteurs individuels contre le bruit - Essais - Partie 1: Méthodes d'essai physique	28.8.2003		
CEN	EN 13819-2:2002 Protecteurs individuels contre le bruit - Essais - Partie 2: Méthodes d'essai acoustique	28.8.2003		
CEN	EN 13832-1:2006 Chaussures protégeant contre les produits chimiques - Partie 1: Terminologie et méthodes d'essai	21.12.2006		

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
CEN	EN 13832-2:2006 Chaussure protégeant contre les produits chimiques - Partie 2: Exigences pour les chaussures résistant aux produits chimiques dans des conditions de laboratoire	21.12.2006		
CEN	EN 13832-3:2006 Chaussure protégeant contre les produits chimiques - Partie 3: Exigences pour les chaussures hautement résistantes aux produits chimiques dans des conditions de laboratoire	21.12.2006		
CEN	EN 13911:2004 Vêtements de protection pour les sapeurs-pompiers - Exigences et méthodes d'essai pour les cagoules de protection contre le feu pour sapeurs-pompiers	6.10.2005		
CEN	EN 13921:2007 Equipements de protection individuelle - Principes ergonomiques	23.11.2007		
CEN	EN 13949:2003 Appareil respiratoire - Appareil de plongée autonome à circuit ouvert utilisant du nitrox et de l'oxygène comprimé - Exigences, essais, marquage	21.2.2004		
CEN	EN ISO 13982-1:2004 Vêtements de protection à utiliser contre les particules solides - Partie 1: Exigences de performance des vêtements de protection contre les produits chimiques offrant une protection au corps entier contre les particules solides transportées par l'air (vêtements de type 5) (ISO 13982-1:2004)	6.10.2005		
	EN ISO 13982-1:2004/A1:2010	9.7.2011	Note 3	Date dépassée (9.7.2011)
CEN	EN ISO 13982-2:2004 Vêtements de protection à utiliser contre les particules solides - Partie 2: Méthode d'essai pour la détermination de la fuite vers l'intérieur d'aérosols de fines particules dans des combinaisons (ISO 13982-2:2004)	6.10.2005		
CEN	EN ISO 13995:2000 Vêtements de protection - Propriétés mécaniques - Méthode d'essai pour la détermination de la résistance à la perforation et au dynamique des matériaux (ISO 13995:2000)	6.10.2005		
CEN	EN ISO 13997:1999 Vêtements de protection - Propriétés mécaniques - Détermination de la résistance à la coupure par des objets tranchants (ISO 13997:1999)	4.7.2000		
	EN ISO 13997:1999/AC:2000			
CEN	EN ISO 13998:2003 Vêtements de protection - Tabliers, pantalons et vestes de protection contre les coupures et les coups de couteaux à main (ISO 13998:2003)	28.8.2003	EN 412:1993 Note 2.1	Date dépassée (28.8.2003)

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
CEN	EN 14021:2003 Pare-pierres pour le motocyclisme tout-terrain destinés à protéger les motocyclistes contre les pierres et autres menus projectiles - Exigences et méthodes d'essai	6.10.2005		
CEN	EN 14052:2012+A1:2012 Casques de protection à haute performance pour l'industrie	Ceci est la première publication	EN 14052:2005 Note 2.1	30.4.2013
CEN	EN 14058:2004 Vêtements de protection - Articles d'habillement de protection contre les climats frais	6.10.2005		
CEN	EN ISO 14116:2008 Vêtements de protection - Protection contre la chaleur et la flamme - Matériaux, assemblages de matériaux et vêtements à propagation de flamme limitée (ISO 14116:2008)	28.1.2009	EN 533:1997 Note 2.1	Date dépassée (28.1.2009)
	EN ISO 14116:2008/AC:2009			
CEN	EN 14120:2003+A1:2007 Vêtements de protection - Dispositifs de protection des poignets, des paumes, des genoux et des coudes pour les utilisateurs d'équipements de sports à roulettes - Exigences et méthodes d'essai	23.11.2007	EN 14120:2003 Note 2.1	Date dépassée (31.12.2007)
CEN	EN 14126:2003 Vêtements de protection - Exigences de performances et méthodes d'essai pour les vêtements de protection contre les agents infectieux	6.10.2005		
	EN 14126:2003/AC:2004			
CEN	EN 14143:2003 Appareils de protection respiratoire - Appareils de plongée autonomes à circuit fermé	6.10.2005		
CEN	EN 14225-1:2005 Vêtements de plongée - Combinaisons isothermes - Partie 1: Exigences et méthodes d'essai	6.10.2005		
CEN	EN 14225-2:2005 Vêtements de plongée - Partie 2: Combinaisons étanches - Prescriptions et méthodes d'essai	6.10.2005		
CEN	EN 14225-3:2005 Vêtements de plongée - Partie 3: Vêtements avec système de chauffage ou de refroidissement actif (ensembles) - Prescriptions et méthodes d'essai	6.10.2005		
CEN	EN 14225-4:2005 Vêtements de plongée - Partie 4: Vêtements de plongée à pression atmosphérique - Exigences relatives aux facteurs humains et méthodes d'essai	6.10.2005		
CEN	EN 14325:2004 Vêtements de protection contre les produits chimiques - Méthodes d'essai et classification de performance des matériaux, coutures, jonctions et assemblages des vêtements de protection chimique	6.10.2005		

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
CEN	EN 14328:2005 Vêtements de protection - Gants et protège-bras protégeant contre les coupures par des couteaux électriques - Exigences et méthodes d'essai	6.10.2005		
CEN	EN 14360:2004 Vêtements de protection contre les intempéries - Méthode d'essai pour les vêtements prêt à porter - Impact de fortes précipitations	6.10.2005		
CEN	EN 14387:2004+A1:2008 Appareils de protection respiratoire - Filtres anti-gaz et filtres combinés - Exigences, essais, marquage	20.6.2008	EN 14387:2004 Note 2.1	Date dépassée (31.7.2008)
CEN	EN 14404:2004+A1:2010 Equipements de protection individuelle - Protection des genoux pour le travail à genoux	6.5.2010	EN 14404:2004 Note 2.1	Date dépassée (31.7.2010)
CEN	EN 14435:2004 Appareils de protection respiratoire - Appareils de protection respiratoire isolants autonomes à circuit ouvert, à air comprimé avec un demi-masque conçus exclusivement pour une utilisation en pression positive - Exigences, essais, marquage	6.10.2005		
CEN	EN 14458:2004 Equipement de protection des yeux - Ecran facial et visière des casques de sapeurs-pompiers et de protection à haute performance pour l'industrie, utilisés par les sapeurs-pompiers, les services d'ambulance et d'urgence	6.10.2005		
CEN	EN ISO 14460:1999 Vêtements de protection pour pilotes automobiles - Protection contre la chaleur et le feu - Exigences de performance et méthodes d'essai (ISO 14460:1999)	16.3.2000		
	EN ISO 14460:1999/A1:2002	10.8.2002	Note 3	Date dépassée (30.9.2002)
	EN ISO 14460:1999/AC:1999			
CEN	EN 14529:2005 Appareils de protection respiratoire - Appareils de protection respiratoire autonomes à circuit ouvert, à air comprimé avec demi-masque et soupape à la demande à commande à la première inspiration, à pression positive, pour l'évacuation uniquement	19.4.2006		
CEN	EN 14593-1:2005 Appareils de protection respiratoire - Appareils de protection respiratoire isolants à adduction d'air comprimé avec soupape à la demande - Partie 1: Appareil avec masque complet - Exigences, essais, marquage	6.10.2005	EN 139:1994 Note 2.1	Date dépassée (2.12.2005)
CEN	EN 14593-2:2005 Appareils de protection respiratoire - Appareils de protection respiratoire isolants à adduction d'air comprimé avec soupape à la demande - Partie 2: Appareil avec demi-masque à pression positive - Exigences, essais, marquage	6.10.2005	EN 139:1994 Note 2.1	Date dépassée (2.12.2005)
	EN 14593-2:2005/AC:2005			

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
CEN	EN 14594:2005 Appareils de protection respiratoire - Appareils de protection respiratoire isolants à adduction d'air comprimé à débit continu - Exigences, essais, marquage	6.10.2005	EN 139:1994 EN 270:1994 EN 271:1995 EN 1835:1999 EN 12419:1999 Note 2.1	Date dépassée (2.12.2005)
	EN 14594:2005/AC:2005			
CEN	EN 14605:2005+A1:2009 Vêtements de protection contre les produits chimiques liquides - Exigences de performances relatives aux vêtements dont les éléments de liaison sont étanches aux liquides (Type 3) ou aux pulvérisations (Type 4), y compris les articles d'habillement protégeant seulement certaines parties du corps (Types PB [3] et PB [4])	6.5.2010	EN 14605:2005 Note 2.1	Date dépassée (6.5.2010)
CEN	EN 14786:2006 Vêtements de protection - Détermination de la résistance à la pénétration par les produits chimiques liquides pulvérisés, les émulsions et les dispersions - Essai de pulvérisation	21.12.2006		
CEN	EN ISO 14877:2002 Vêtements de protection utilisés lors des opérations de projection d'abrasifs en grains (ISO 14877:2002)	28.8.2003		
CEN	EN ISO 15025:2002 Vêtements de protection - Protection contre la chaleur et les flammes - Méthode d'essai pour la propagation de flamme limitée (ISO 15025:2000)	28.8.2003	EN 532:1994 Note 2.1	Date dépassée (28.8.2003)
CEN	EN ISO 15027-1:2002 Combinaisons de protection thermique en cas d'immersion - Partie 1: Combinaisons de port permanent, exigences y compris la sécurité (ISO 15027-1:2002)	10.4.2003		
CEN	EN ISO 15027-2:2002 Combinaisons de protection thermique en cas d'immersion - Partie 2: Combinaisons d'abandon, exigences y compris la sécurité (ISO 15027-2:2002)	10.4.2003		
CEN	EN ISO 15027-3:2002 Combinaisons de protection thermique en cas d'immersion - Partie 3: Méthodes d'essai (ISO 15027-3:2002)	10.4.2003		
CEN	EN 15090:2012 Chaussures pour pompiers	Ceci est la première publication	EN 15090:2006 Note 2.1	30.4.2013
CEN	EN 15151-1:2012 Équipement d'alpinisme et d'escalade - Dispositifs de freinage - Partie 1: Dispositifs de freinage avec blocage assisté de la main, exigences de sécurité et méthodes d'essai	Ceci est la première publication		
CEN	EN 15333-1:2008 Équipements respiratoires - Appareils de plongée narguilé à gaz comprimé et à circuit ouvert - Partie 1: Appareils à la demande	20.6.2008		
	EN 15333-1:2008/AC:2009			

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
CEN	EN 15333-2:2009 Équipements respiratoires - Appareils de plongée narguilé à gaz comprimé et à circuit ouvert - Partie 2: Appareils à débit continu	6.5.2010		
CEN	EN 15613:2008 Protecteurs de genoux et de coudes pour les sports de salle - Exigences de sécurité et méthodes d'essai	5.6.2009		
CEN	EN 15614:2007 Vêtements de protection pour sapeurs-pompiers - Méthodes d'essai de laboratoire et exigences de performance pour vêtements portés pendant la lutte contre les feux d'espaces naturels	23.11.2007		
CEN	EN ISO 15831:2004 Vêtements - Effets physiologiques - Mesurage de l'isolation thermique à l'aide d'un mannequin thermique (ISO 15831:2004)	6.10.2005		
CEN	EN 16027:2011 Vêtements de protection - Gants à effet protecteur pour gardiens de but de football	16.2.2012		
CEN	EN ISO 17249:2004 Chaussures de sécurité résistantes aux coupures de scie à chaîne (ISO 17249:2004)	6.10.2005		
	EN ISO 17249:2004/A1:2007	23.11.2007	Note 3	Date dépassée (23.11.2007)
CEN	EN ISO 17491-3:2008 Vêtements de protection - Méthodes d'essai pour les vêtements fournissant une protection contre les produits chimiques - Partie 3: Détermination de la résistance à la pénétration par un jet de liquide (essai au jet) (ISO 17491-3:2008)	28.1.2009	EN 463:1994 Note 2.1	Date dépassée (28.2.2009)
CEN	EN ISO 17491-4:2008 Vêtements de protection - Méthodes d'essai pour les vêtements fournissant une protection contre les produits chimiques - Partie 4: Détermination de la résistance à la pénétration par vaporisation de liquide (essai au brouillard) (ISO 17491-4:2008)	28.1.2009	EN 468:1994 Note 2.1	Date dépassée (28.2.2009)
CEN	EN ISO 20344:2011 Équipement de protection individuelle - Méthodes d'essai pour les chaussures (ISO 20344:2011)	16.2.2012	EN ISO 20344:2004 Note 2.1	Date dépassée (30.6.2012)
CEN	EN ISO 20345:2011 Équipement de protection individuelle - Chaussures de sécurité (ISO 20345:2011)	16.2.2012	EN ISO 20345:2004 Note 2.1	30.6.2013

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
CEN	EN ISO 20346:2004 Équipement de protection individuelle - Chaussures de protection (ISO 20346:2004)	6.10.2005	EN 346:1992 EN 346-2:1996 Note 2.1	Date dépassée (6.10.2005)
	EN ISO 20346:2004/A1:2007	8.3.2008	Note 3	Date dépassée (31.3.2008)
	EN ISO 20346:2004/AC:2007			
CEN	EN ISO 20347:2012 Équipement de protection individuelle - Chaussures de travail (ISO 20347:2012)	Ceci est la première publication	EN ISO 20347:2004 Note 2.1	30.4.2013
CEN	EN ISO 20349:2010 Équipement de protection individuelle - Chaussures de protection contre les risques thermiques et les projections de métal fondu comme rencontrés dans les fonderies et lors d'opérations de soudage - Exigences et méthode d'essai (ISO 20349:2010)	9.7.2011		
CEN	EN 24869-1:1992 Acoustique - Protecteurs individuels contre le bruit - Méthode subjective de mesurage de l'affaiblissement acoustique (ISO 4869-1:1990)	16.12.1994		
Cenelec	EN 50286:1999 Vêtements de protection isolants pour installations basse tension	16.3.2000		
	EN 50286:1999/AC:2004			
Cenelec	EN 50321:1999 Chaussures électriquement isolantes pour travaux sur installations à basse tension	16.3.2000		
Cenelec	EN 50365:2002 Casques électriquement isolants pour utilisation sur installations à basse tension	10.4.2003		
Cenelec	EN 60743:2001 Travaux sous tension - Terminologie pour l'outillage, le matériel et les dispositifs IEC 60743:2001	10.4.2003	EN 60743:1996 Note 2.1	Date dépassée (1.12.2004)
	EN 60743:2001/A1:2008 IEC 60743:2001/A1:2008	9.7.2011	Note 3	Date dépassée (9.7.2011)
Cenelec	EN 60895:2003 Travaux sous tension - Vêtements conducteurs pour usage jusqu'à 800 kV de tension nominale en courant alternatif et ± 600 kV en courant continu IEC 60895:2002 (Modifié)	6.10.2005	EN 60895:1996 Note 2.1	Date dépassée (1.7.2006)
Cenelec	EN 60903:2003 Travaux sous tension - Gants en matériau isolant IEC 60903:2002 (Modifié)	6.10.2005	EN 50237:1997 + EN 60903:1992 + A11:1997 Note 2.1	Date dépassée (1.7.2006)

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Cenelec	EN 60984:1992 Protège-bras en matériaux isolants pour travaux électriques IEC 60984:1990 (Modifié)	4.6.1999		
	EN 60984:1992/A11:1997	4.6.1999	Note 3	Date dépassée (4.6.1999)
	EN 60984:1992/A1:2002 IEC 60984:1990/A1:2002	10.4.2003	Note 3	Date dépassée (6.10.2005)

(¹) OEN: Organisme européen de Normalisation:

- CEN: Avenue Marnix 17, 1000, Brussels, Tel.+32 2 5500811; fax +32 2 5500819 (<http://www.cen.eu>)
- Cenelec: Avenue Marnix 17, 1000, Brussels, Tel.+32 2 5196871; fax +32 2 5196919 (<http://www.cenelec.eu>)
- ETSI: 650, route des Lucioles, 06921 Sophia Antipolis, Tel.+33 492 944200; fax +33 493 654716, (<http://www.etsi.eu>)

Note 1: D'une façon générale, la date de la cessation de la présomption de conformité sera la date du retrait ("dow") fixée par l'organisme européen de normalisation. L'attention des utilisateurs de ces normes est cependant attirée sur le fait qu'il peut en être autrement dans certains cas exceptionnels.

Note 2.1: La nouvelle norme (ou la norme modifiée) a le même champ d'application que la norme remplacée. A la date précisée, la norme remplacée cesse de donner la présomption de conformité aux exigences essentielles de la directive.

Note 2.2: La nouvelle norme a un champ d'application plus large que les normes remplacées. A la date précisée, les normes remplacées cessent de fournir la présomption de conformité aux exigences essentielles de la directive.

Note 2.3: La nouvelle norme a un champ d'application plus étroit que la norme remplacée. A la date précisée, la norme (partiellement) remplacée cesse de fournir la présomption de conformité aux exigences essentielles de la directive pour les produits qui relèvent du champ d'application de la nouvelle norme. La présomption de conformité aux exigences essentielles de la directive pour les produits qui relèvent toujours du champ d'application de la norme (partiellement) remplacée, mais qui ne relèvent pas du champ d'application de la nouvelle norme, reste inchangée.

Note 3: Dans le cas d'amendements, la norme de référence est EN CCCC:YYYY, ses amendements précédents le cas échéant et le nouvel amendement cité. La norme remplacée est constituée dès lors de la norme EN CCCC:YYYY et de ses amendements précédents le cas échéant, mais sans le nouvel amendement cité. A la date précisée, la norme remplacée cesse de donner la présomption de conformité aux exigences essentielles de la directive.

AVERTISSEMENT:

- Toute information relative à la disponibilité des normes peut être obtenue soit auprès des organismes européens de normalisation, soit auprès des organismes nationaux de normalisation, dont la liste figure en annexe de la directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil, modifiée par la directive 98/48/CE.
- Les normes harmonisées sont adoptées en anglais par les organisations européennes de normalisation (le CEN et le Cenelec publient également en français et en allemand). Les titres de ces normes sont ensuite traduits dans toutes les autres langues officielles requises de l'Union européenne par les organismes nationaux de normalisation. La Commission européenne décline toute responsabilité quant au caractère correct des titres qui lui sont soumis pour publication au Journal officiel.
- La publication des références dans le *Journal officiel de l'Union européenne* n'implique pas que les normes soient disponibles dans toutes les langues communautaires.
- Cette liste remplace les listes précédentes publiées au *Journal officiel de l'Union européenne*. La Commission assure la mise à jour de la présente liste.
- Pour de plus amples informations voir:

http://ec.europa.eu/enterprise/policies/european-standards/harmonised-standards/index_en.htm

INFORMATIONS PROVENANT DES ÉTATS MEMBRES

Renseignements communiqués par les États membres sur les aides d'État accordées conformément au règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (règlement général d'exemption par catégorie)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2012/C 395/02)

Numéro de référence de l'aide d'État	SA.35588 (12/X)	
État membre	Allemagne	
Numéro de référence de l'État membre	20-13-3234-04-12	
Nom de la région (NUTS)	MUEHL DORF AM INN Régions non assistées	
Organe octroyant l'aide	Regierung von Oberbayern Maximilianstr. 39 80538 München http://www.regierung.oberbayern.bayern.de/	
Titre de la mesure d'aide	Konsumgüterlogistik im kombinierten Verkehr	
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	Art. 23, 44 BayHO	
Type de mesure	Aide ad hoc	
Modification d'une mesure d'aide existante	—	
Date d'octroi	A partir de 18.9.2012	
Secteur(s) économique(s) concerné(s)	Secteurs économiques éligibles au bénéfice de l'aide	
Type de bénéficiaire	PME — Greilmeier GmbH	
Montant total de l'aide ad hoc accordée à l'entreprise	EUR 0,76 (millions)	
Pour les garanties	—	
Instrument d'aide (art. 5)	Subvention directe	
Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	—	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Aides à l'acquisition de nouveaux véhicules de transport qui vont au-delà des normes communautaires ou qui augmentent le niveau de protection de l'environnement en l'absence de normes communautaires (art.19)	35 %	10 %

Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

<http://www.stmwivt.bayern.de/verkehr/schiene/schienengueterverkehr/agvo>

Numéro de référence de l'aide d'État	SA.35592 (12/X)	
État membre	Royaume-Uni	
Numéro de référence de l'État membre	—	
Nom de la région (NUTS)	KENT Zones mixtes	
Organe octroyant l'aide	Kent County Council Invicta House Maidstone Kent ME14 1XQ www.kent.gov.uk	
Titre de la mesure d'aide	Expansion East Kent	
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	Regional Growth Fund (RGF) SA 3258 (X/11) Section 126 of the Housing Grants, Construction and Regeneration Act 1996	
Type de mesure	Régime d'aide	
Modification d'une mesure d'aide existante	Modification SA.35170	
Durée	1.5.2012-31.3.2016	
Secteur(s) économique(s) concerné(s)	Secteurs économiques éligibles au bénéfice de l'aide	
Type de bénéficiaire	PME, grande entreprise	
Montant annuel total du budget prévu au titre du régime	GBP 35,00 (millions)	
Pour les garanties	GBP 0,00 (millions)	
Instrument d'aide (art. 5)	Subvention directe, Prêt à taux réduit	
Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	—	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Régime d'aide	15 %	20 %
Aides à l'investissement et à l'emploi en faveur des PME (art.15)	20 %	—

Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

[https://shareweb.kent.gov.uk/Documents/business/business-support-centre/Expansion%20East%20Kent%20\(RGF\)/ExEK%20Guidance%20\(April%202012\).pdf](https://shareweb.kent.gov.uk/Documents/business/business-support-centre/Expansion%20East%20Kent%20(RGF)/ExEK%20Guidance%20(April%202012).pdf)

This is a direct link to the Application Guidance for the Expansion East Kent Scheme

[https://shareweb.kent.gov.uk/Documents/business/business-support-centre/Expansion%20East%20Kent%20\(RGF\)/ExEKstateaid.pdf](https://shareweb.kent.gov.uk/Documents/business/business-support-centre/Expansion%20East%20Kent%20(RGF)/ExEKstateaid.pdf)

This is a direct link to a document outlining further information on the Expansion East Kent Scheme.

Numéro de référence de l'aide d'État	SA.35616 (12/X)	
État membre	Italie	
Numéro de référence de l'État membre	—	

Nom de la région (NUTS)	SARDEGNA Article 107(3)(c)	
Organe octroyant l'aide	SARDEGNA RICERCHE (ORGANISMO INTERMEDIO) VIA PALABANDA 9 09123 CAGLIARI ITALY www.sardegnaricerche.it	
Titre de la mesure d'aide	PROGRAMMA DI AIUTI PER NUOVE IMPRESE INNOVATIVE	
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	Deliberazione della RAS n. 33/30 del 10.8.2011 «Politiche regionali RSI. Piano Regionale della Ricerca e interventi del POR FESR 2007-2013 inerenti Ricerca e Innovazione in capo al CRP» DPR n. 196 — 3 ottobre 2008: Regolamento di esecuzione del regolamento (CE) n. 1083/2006 recante disposizioni generali sul FESR, sul FSE e sul fondo de coesione che definisce le norme sull'ammissibilità delle spese per i programmi cofinanziati dai fondi strutturali per la fase di programmazione 2007-2013	
Type de mesure	Régime d'aide	
Modification d'une mesure d'aide existante	—	
Durée	1.1.2013-31.12.2015	
Secteur(s) économique(s) concerné(s)	Secteurs économiques éligibles au bénéfice de l'aide	
Type de bénéficiaire	PME	
Montant annuel total du budget prévu au titre du régime	EUR 15,50 (millions)	
Pour les garanties	—	
Instrument d'aide (art. 5)	Subvention directe	
Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	POR FESR Sardegna 2007-2013 — Asse VI — Competitività Linea di Attività 6.2.1.b «Sostegno alla creazione e sviluppo di nuove imprese innovative» — EUR 10,07 (millions)	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Aides aux jeunes entreprises innovantes (art. 35)	1 000 000 EUR	—

Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

http://www.sardegnaricerche.it/documenti/13_116_20120928184207.pdf

Numéro de référence de l'aide d'État	SA.35617 (12/X)	
État membre	Pays-Bas	
Numéro de référence de l'État membre	Subsidie energiesprong Groningen	
Nom de la région (NUTS)	OVERIG GRONINGEN Article 107(3)(c)	
Organe octroyant l'aide	Ministerie van Binnenlandse Zaken en Koninkrijksrelaties, Directie CZW Postbus 20011 2500 EA Den Haag email: angelique.herwijnen@minbzk.nl www.rijksoverheid.nl/ministeries/bzk	

Titre de la mesure d'aide	Subsidie energiesprong stationsweg Groningen	
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	Subsidiebesluit experimenten en kennisoverdracht wonen, Geldend op 23.10.2012 http://wetten.overheid.nl/BWBR0020333/geldigheidsdatum_23-10-2012 Regeling Subsidiebesluit experimenten en kennisoverdracht wonen Geldend op 23.10.2012 http://wetten.overheid.nl/BWBR0020311/geldigheidsdatum_23-10-2012	
Type de mesure	Aide ad hoc	
Modification d'une mesure d'aide existante	—	
Date d'octroi	A partir de 24.9.2012	
Secteur(s) économique(s) concerné(s)	Commerce de combustibles gazeux par conduites, Construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels, Travaux de plomberie et installation de chauffage et de conditionnement d'air, Fonds de placement et entités financières similaires, Autres activités auxiliaires de services financiers, hors assurance et caisses de retraite, Activités immobilières pour compte de tiers, Activités d'architecture et d'ingénierie	
Type de bénéficiaire	PME, grande entreprise — Triodos Vastgoedfonds NV; GasTerra; Bouwfonds REIM; Vander Weele techniek; BAM-techniek holding; BAM utiliteitsbouw; AT Osborne; De Zwarte Hond; Van Drakeburgh	
Montant total de l'aide ad hoc accordée à l'entreprise	EUR 0,25 (millions)	
Pour les garanties	—	
Instrument d'aide (art. 5)	Subvention directe	
Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	—	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Aides environnementales en faveur des investissements dans les économies d'énergie (art. 21)	40 %	0 %

Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

<http://www.rijksoverheid.nl/documenten-en-publicaties/bsluiten/2012/10/16/beschikking-energiesprong-stationsweg-groningen.html>

Numéro de référence de l'aide d'État	SA.35619 (12/X)	
État membre	Espagne	
Numéro de référence de l'État membre	RGE 41/2012	
Nom de la région (NUTS)	COMUNIDAD VALENCIANA Zones mixtes	
Organe octroyant l'aide	AGENCIA VALENCIANA DE LA ENERGÍA (AVEN) C/ Colón, nº 1, 4ª planta 46004 Valencia www.aven.es	

Titre de la mesure d'aide	Fomento de la movilidad eléctrica e impulso de los combustibles alternativos en el sector del transporte, para el ejercicio 2012.	
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	RESOLUCIÓN de 13 de septiembre de 2012, del presidente de la Agencia Valenciana de la Energía (AVEN), por la que se convocan ayudas de la Agencia Valenciana de la Energía, en el marco del Plan de Acción de la Estrategia de Ahorro y Eficiencia Energética 2008-2012 (PAE4+) para el fomento de la movilidad eléctrica e impulso de los combustibles alternativos en el sector transporte, para el ejercicio 2012. (DOCV n° 6872, de 28 de septiembre de 2012)	
Type de mesure	Régime d'aide	
Modification d'une mesure d'aide existante	—	
Durée	29.9.2012-31.12.2012	
Secteur(s) économique(s) concerné(s)	Secteurs économiques éligibles au bénéfice de l'aide	
Type de bénéficiaire	PME, grande entreprise	
Montant annuel total du budget prévu au titre du régime	EUR 0,13 (millions)	
Pour les garanties	—	
Instrument d'aide (art. 5)	Subvention directe	
Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	—	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Aides à l'acquisition de nouveaux véhicules de transport qui vont au-delà des normes communautaires ou qui augmentent le niveau de protection de l'environnement en l'absence de normes communautaires (art.19)	35 %	20 %
Aides à l'investissement permettant aux entreprises de dépasser les normes communautaires ou d'augmenter le niveau de protection de l'environnement en l'absence de normes communautaires (art. 18) (Référence aux normes concernées: Art. 18 del Reglamento CE 800/2008 de la Comisión)	35 %	20 %

Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

http://www.aven.es/attachments/article/24/resolucion_transporte_2012.pdf

Renseignements communiqués par les États membres sur les aides d'État accordées conformément au règlement (CE) n° 1857/2006 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides d'État accordées aux petites et moyennes entreprises actives dans la production de produits agricoles et modifiant le règlement (CE) n° 70/2001

(2012/C 395/03)

Aide n°: SA.35727 (12/XA)

État membre: Espagne

Région: ASTURIAS

Intitulé du régime d'aide ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle: Asociación de Criadores de Cabra Bermeya (ACRIBER)

Base juridique: Convenio de colaboración con la Asociación de Criadores de Cabra Bermeya para el mantenimiento del Libro Genealógico y el desarrollo del programa de conservación de dicha raza en 2012.

Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aide ou montant total de l'aide individuelle octroyée à l'entreprise bénéficiaire: Montant total de l'aide ad hoc accordée à l'entreprise: EUR 0,03 (millions)

Intensité maximale des aides: 100,00 %

Durée du régime d'aide ou de l'aide individuelle: 24.11.2012-31.12.2012

Objectif de l'aide: Assistance technique (article 15 du règl. (CE) n° 1857/2006), Secteur de l'élevage (article 16 du règl. (CE) n° 1857/2006)

Secteur(s) concerné(s): Élevage d'ovins et de caprins

Nom et adresse de l'autorité responsable:

Consejería de Agroganadería y Recursos Autóctonos del Principado de Asturias
C/ Coronel Aranda, s/n, 3ª planta
33005 Oviedo (Asturias)

Adresse du site web:

http://www.asturias.es/Asturias/descargas/PDF_TEMAS/Ganaderia/ayudas/genetica/acriber.pdf

Autres informations: —

Aide n°: SA.35728 (12/XA)

État membre: Espagne

Région: ASTURIAS

Intitulé du régime d'aide ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle: Asociación de Criadores de Oveya Xalda de Asturias (ACOXAX)

Base juridique: Convenio de colaboración con la Asociación de Criadores de Oveya Xalda de Asturias para el mantenimiento del Libro Genealógico y el desarrollo del programa de conservación de dicha raza durante 2012.

Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aide ou montant total de l'aide individuelle octroyée à l'entreprise bénéficiaire: Montant total de l'aide ad hoc accordée à l'entreprise: EUR 0,04 (millions)

Intensité maximale des aides: 100,00 %

Durée du régime d'aide ou de l'aide individuelle: 24.11.2012-31.12.2012

Objectif de l'aide: Assistance technique (article 15 du règl. (CE) n° 1857/2006), Secteur de l'élevage (article 16 du règl. (CE) n° 1857/2006)

Secteur(s) concerné(s): Élevage d'ovins et de caprins

Nom et adresse de l'autorité responsable:

Consejería de Agroganadería y Recursos Autóctonos del Principado de Asturias.
C/ Coronel Aranda, s/n, 3ª planta
33005 Oviedo (Asturias)

Adresse du site web:

http://www.asturias.es/Asturias/descargas/PDF_TEMAS/Ganaderia/ayudas/genetica/acoxa.pdf

Autres informations: —

Aide n°: SA.35729 (12/XA)

État membre: Espagne

Région: ASTURIAS

Intitulé du régime d'aide ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle: Asociación de Criadores de Gochu Asturcelta (ACGA)

Base juridique: Convenio de colaboración con la Asociación de Criadores de Gochu Asturcelta para el mantenimiento del Libro Genealógico y el desarrollo del programa de conservación de dicha raza en 2012.

Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aide ou montant total de l'aide individuelle octroyée à l'entreprise bénéficiaire: Montant total de l'aide ad hoc accordée à l'entreprise: EUR 0,03 (millions)

Intensité maximale des aides: 100,00 %

Durée du régime d'aide ou de l'aide individuelle: 24.11.2012-31.12.2012

Objectif de l'aide: Assistance technique (article 15 du règl. (CE) n° 1857/2006), Secteur de l'élevage (article 16 du règl. (CE) n° 1857/2006)

Secteur(s) concerné(s): Élevage de porcins

Nom et adresse de l'autorité responsable:

Consejería de Agroganadería y Recursos Autóctonos del Principado de Asturias
C/ Coronel Aranda, s/n, 3ª planta
33005 Oviedo (Asturias)

Adresse du site web:

http://www.asturias.es/Asturias/descargas/PDF_TEMAS/Ganaderia/ayudas/genetica/acga.pdf

Autres informations: —

Aide n°: SA.35775 (12/XA)

État membre: Espagne

Région: GALICIA

Intitulé du régime d'aide ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle: AYUDAS DE COMPENSACIÓN EN MATERIA DE SANIDAD VEGETAL EN LA COMUNIDAD AUTÓNOMA DE GALICIA

Base juridique:

Ley 43/2002, de 20 de noviembre, de sanidad vegetal

Proyecto de orden por el que se establecen las bases reguladoras de las ayudas de compensación en materia de sanidad vegetal y se convocan para el año 2012

Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aide ou montant total de l'aide individuelle octroyée à l'entreprise bénéficiaire: Montant annuel total du budget prévu au titre du régime: EUR 0,06 (millions)

Intensité maximale des aides: 100,00 %

Durée du régime d'aide ou de l'aide individuelle: 4.12.2012-31.12.2013

Objectif de l'aide: Maladies végétales — infestations parasitaires (article 10 du règl. (CE) n° 1857/2006)

Secteur(s) concerné(s): Culture et production animale, chasse et services annexes

Nom et adresse de l'autorité responsable:

Xunta de Galicia Consellería del Medio Rural y del Mar Dirección General de Producción, Industrias
Edificio Administrativo San Caetano
15782 Santiago de Compostela

Adresse du site web:

http://www.medioruralembar.xunta.es/areas/agricultura/sanidade_vexetal/plans_de_continencia/

Autres informations: —

Aide n°: SA.35781 (12/XA)

État membre: Allemagne

Région: MECKLENBURG-VORPOMMERN

Intitulé du régime d'aide ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle: Mecklenburg-Vorpommern: Beihilfen nach Satzung der Tierseuchenkasse von Mecklenburg-Vorpommern

Base juridique: Satzung der Tierseuchenkasse von Mecklenburg-Vorpommern über die Gewährung von Beihilfen für das Jahr 2013 (noch nicht veröffentlichter Entwurf)

Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aide ou montant total de l'aide individuelle octroyée à l'entreprise bénéficiaire: Montant annuel total du budget prévu au titre du régime: EUR 1,92 (millions)

Intensité maximale des aides: 100,00 %

Durée du régime d'aide ou de l'aide individuelle: 1.1.2013-31.12.2013

Objectif de l'aide: Maladies animales (article 10 du règl. (CE) n° 1857/2006)

Secteur(s) concerné(s): Production animale

Nom et adresse de l'autorité responsable:

Tierseuchenkasse Mecklenburg-Vorpommern
Anstalt des öffentlichen Rechts
Behördenzentrum Block C
Neustrelitzer Straße 120
17033 Neubrandenburg

Adresse du site web:

<http://www.tskmv.de>

Autres informations: —

V

(Avis)

PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE
CONCURRENCE

COMMISSION EUROPÉENNE

AIDE D'ÉTAT — ROUMANIE

Aide d'État n° SA.33581 2012/C — Tarifs préférentiels présumés dans des contrats conclus entre Hidroelectrica SA et des producteurs industriels

Invitation à présenter des observations en application de l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2012/C 395/04)

Par lettre du 25 avril 2012, reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié à la Roumanie sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à l'égard de la mesure/l'aide susmentionnée.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations sur l'aide à l'égard de laquelle la Commission ouvre la procédure dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Direction B - «Marchés et cas I: Énergie et environnement»
J-70 – 04/240
1049 Bruxelles
BELGIQUE

Télécopieur: (32-2) 296 12 42
E-mail: stateaidgreffe@ec.europa.eu

Ces observations seront communiquées à la Roumanie. L'identité des parties intéressées ayant présenté des observations peut rester confidentielle sur demande écrite et motivée.

— **Procédures:** la procédure est fondée sur l'article 108, paragraphe 2.

— **Description de la mesure/l'aide à l'égard de laquelle la Commission ouvre la procédure:** S.C. Hidroelectrica S.A. («Hidroelectrica»), producteur et fournisseur important d'hydroélectricité en Roumanie, aurait apporté une aide d'État à deux producteurs industriels en acceptant de leur vendre l'électricité à des prix qui semblent inférieurs de 20 % à 70 % au prix moyen du marché de l'époque. Les contrats bilatéraux à long terme, d'une durée de dix ans, ont été conclus en [...] (*) et [...] (*). Les deux bénéficiaires de

l'aide présumée sont: S.C. Electrocarbon S.A. Slatina («Electrocarbon»), et S.C. ELSID Titu S.A. («Elsid»), deux fabricants industriels.

— **Appréciation de la mesure/l'aide:** après avoir examiné les informations et les arguments fournis à ce jour par les autorités roumaines, la Commission ne peut dissiper les doutes importants qu'elle nourrit quant au fait que les contrats conclus entre Hidroelectrica et Electrocarbon, et Hidroelectrica et Elsid, pourraient inclure une aide d'État au sens de l'article 107, paragraphe 1, du TFUE.

Hidroelectrica aurait apparemment encaissé des recettes moins importantes que ce qu'elle aurait pu générer à

(*) Information confidentielle

l'aide de ces contrats et aurait de ce fait réduit ses bénéfices qui auraient pu être plus élevés si elle avait vendu l'électricité plus cher. L'aide en cause a donc pour effet d'abaisser les dépenses de fonctionnement qui auraient pu être totalement supportées par les bénéficiaires, sans pour autant viser à satisfaire un quelconque objectif spécifique d'intérêt commun.

En fait, comme Hidroelectrica appartient à 80,06 % à l'État roumain par l'intermédiaire du ministère de l'économie, du commerce et des entreprises, les mesures en cause entraînent, semble-t-il, une perte de recettes pour l'État. Conformément à la jurisprudence constante et étant donné que l'État exerce apparemment un contrôle sur Hidroelectrica S.A., la Commission considère, à première vue, que la totalité des recettes potentiellement perdues doit être qualifiée de ressources d'État.

L'appréciation permettant de déterminer si une opération donnée risque de comporter un avantage indu pour l'une des parties en cause consiste à établir si, du point de vue de cette partie, l'opération aurait pu être conclue dans des conditions similaires sur le marché (critère de l'opérateur en économie de marché). La question qui se pose en l'espèce est donc de savoir si une entreprise dans la position d'Hidroelectrica aurait conclu des contrats équivalents dans des conditions équivalentes.

Sur la base des informations transmises par les autorités roumaines, et à la connaissance de la Commission au moment de la rédaction de la présente communication, celle-ci considère que les prix fixés dans les contrats conclus entre Hidroelectrica et les producteurs industriels se situaient entre [...] % (*) et [...] % (*) du prix de l'électricité affiché sur le marché libre de l'électricité OPCOM-PCCB. Les tarifs d'électricité préférentiels en cause ont un caractère sélectif puisqu'ils n'étaient appliqués qu'à certaines entreprises.

Au vu des considérations qui précèdent et sur la base des informations transmises par les autorités roumaines, la Commission peine à comprendre le raisonnement qui justifie de tels écarts. Elle estime donc, à première vue, que les producteurs industriels ont profité d'un avantage

indu sous la forme de prix de l'électricité artificiellement déflatés dans leurs contrats avec Hidroelectrica et dans leurs avenants successifs.

L'aide présumée fausse la concurrence et affecte les échanges intra-UE, au sens de l'article 107, paragraphe 1, du TFUE. Étant donné que les producteurs industriels ont profité d'un avantage sélectif indu sous la forme d'un tarif préférentiel (inférieur) à l'achat d'électricité auprès d'Hidroelectrica, les effets de distorsion sur la concurrence devraient être importants. L'électricité étant un élément important de la structure des coûts pour la plupart des industries, les producteurs industriels peuvent avoir été en mesure de tirer un bénéfice indu des tarifs inférieurs puisqu'ils peuvent avoir soit anormalement accru leurs bénéfices, soit leur avoir procuré un avantage concurrentiel par rapport à leurs concurrents, soit encore leur avoir procuré un avantage combinant les deux effets.

Dans le cas d'espèce, les tarifs préférentiels de l'électricité en cause ont été accordés en violation des obligations de notification et de non-mise à exécution prévues par l'article 108, paragraphe 3, du TFUE. Par conséquent, la Commission estime à ce stade que l'aide d'État potentielle décrite ci-dessus, consentie aux producteurs industriels sous la forme de tarifs d'électricité préférentiels (inférieurs), doit être considérée comme une aide d'État illégale. La Commission est actuellement d'avis que, puisque les mesures prises accroissent les recettes des bénéficiaires, elles constituent des aides au fonctionnement qui ne sont pas compatibles avec les règles du marché intérieur.

Se fondant sur les informations disponibles à ce stade, la Commission a des doutes sérieux sur les contrats conclus entre Hidroelectrica et les producteurs industriels en cause et conclut, de manière préliminaire, que les tarifs préférentiels d'électricité consentis après le 1^{er} janvier 2007 à ces fabricants constituent une aide d'État illégale qui semble ne remplir aucune des conditions nécessaires pour pouvoir être déclarée compatible avec le marché intérieur.

Conformément à l'article 14 du règlement (CE) n° 659/1999 du Conseil, toute aide illégale peut faire l'objet d'une récupération auprès de son bénéficiaire.

TEXTE DE LA LETTRE

«Comisia dorește să informeze România că, în urma examinării informațiilor furnizate de autoritățile din țara dumneavoastră cu privire la măsurile menționate mai sus, a decis să inițieze procedura oficială de investigare stabilită la articolul 108 alineatul (2) din Tratatul privind funcționarea Uniunii Europene.

1. PROCEDURA

1. La 2 august 2011, Comisia a primit o plângere din partea Fondului Proprietatea, un fond de investiții care deține un pachet minoritar de acțiuni de 20 % la întreprinderea S.C. Hidroelectrica S.A. (denumită în continuare „Hidroelectrica”); plângerea a fost înregistrată în aceeași zi.
2. Comisia a solicitat informații cu privire la măsurile care fac obiectul acestei decizii prin scrisorile din 22 septembrie 2011. România a răspuns prin scrisorile din 16 noiembrie 2011 și 18 noiembrie 2011. Comisia a avut, de asemenea, o întrevedere cu autorul plângerii la 16 noiembrie 2011.

2. DESCRIEREA POSIBILELOR MĂSURI DE AJUTOR ȘI A PĂRȚILOR

3. Reclamantul susține că Hidroelectrica a încheiat cu cei doi producători industriali menționați mai jos contracte la prețuri mai mici decât prețul mediu al pieței, exprimat de prețul mediu pe piața de schimb liberă a tranzacțiilor bilaterale din România, care, după calculele efectuate de către reclamant, este de 166,4 RON pe MWh⁽¹⁾. Dat fiind că Hidroelectrica este o întreprindere controlată de statul român, autorul plângerii afirmă că aceste contracte reprezintă, de fapt, acordarea unui ajutor de stat respectivilor producători.
4. În această secțiune sunt descrise circumstanțele faptice ale încheierii contractelor bilaterale între Hidroelectrica S.A. și producătorii industriali. Cu titlu de informare, sunt descrise, de asemenea, modul de funcționare a pieței angro a energiei electrice din România și profilul părților contractante.

2.1. Părțile contractante

5. Hidroelectrica⁽²⁾ este cel mai mare producător de energie electrică din România, cu o producție medie de 17,46 TWh într-un an hidrologic mediu – ceea ce reprezintă, conform propriilor estimări ale societății, aproximativ 30 % din producția anuală de energie electrică a României – și o capacitate globală de producție 6 438 MWh instalați. Hidroelectrica este, de asemenea, al doilea cel mai ieftin producător de energie electrică din România (în urma producătorului de energie nucleară Nuclearelectrica, care are o capacitate mai redusă). Din 2005, întreprinderea Hidroelectrica a fost clasată în fiecare an printre cele mai valoroase cinci societăți din România.

⁽¹⁾ Mai precis, prețul mediu a fost calculat de către autorul plângerii ca o medie ponderată a tuturor tranzacțiilor derulate pe piața de schimb liberă a contractelor bilaterale în 2010, din care a fost exclusă tranzacția dintre Hidroelectrica și ArcelorMittal Galați.

⁽²⁾ Mai multe informații despre această societate sunt disponibile la www.hidroelectrica.ro.

6. Societatea își are sediul în București și deține 12 sucursale teritoriale. În prezent, statul român (prin Ministerul Economiei, Comerțului și Mediului de Afaceri) deține o participație de 80,06 % la Hidroelectrica, restul de 19,94 % fiind deținut de fondul de investiții Proprietatea (la care statul român deține o participație de 38 %).
7. Plângerea înaintată de Fondul Proprietatea este formulată împotriva a doi producători industriali din România. Este vorba de întreprinderea S.C. Electrocarbon S.A. Slatina (denumită în continuare „Electrocarbon”), o societate cotate la bursă, care produce electrozi din grafit, cocs de petrol calcinat, pastă Soderberg și blocuri din carbon pentru furnale, și de întreprinderea S.C. ELSID Titu S.A. (denumită în continuare „Elsid”), o societate înființată în 1984, care produce electrozi din grafit pentru industria metalurgică. Aceste întreprinderi sunt denumite în continuarea deciziei „producătorii industriali”.

2.2. Contractele încheiate între Hidroelectrica și producătorii industriali

8. Autoritățile române au furnizat informații cu privire la contractele încheiate între Hidroelectrica și producătorii industriali susmenționați, în special cu privire la principalele cadre contractuale și la modificările succesive aduse acestora.
9. Conform contractelor, părțile pot modifica elementele cheie ale acestora în fiecare an, în special prețul și cantitatea furnizată. Toate modificările aduse contractelor dintre Hidroelectrica și fiecare producător industrial sunt descrise pe scurt în cele ce urmează.

Contractul încheiat între Hidroelectrica și Electrocarbon

10. Acest contract a fost semnat în [...]. Tabelul 1 cuprinde principalele caracteristici ale fiecărei modificări contractuale.

Tabelul 1 – Contractul încheiat între Hidroelectrica și Electrocarbon

Modificări contractuale	Data semnării	Elemente principale
Contractul din [...]	[...] (*)	• [...]
Actul adițional nr. 1	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 2	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 3	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 4	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 5	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 6	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 7	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 8	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 9	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 10	[...]	• [...]

Modificări contractuale	Data semnării	Elemente principale
Actul adițional nr. 11	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 12	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 13	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 14	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 15	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 16	[...]	• [...]
	[...]	• [...]
Hotărâre	[...]	• [...]

(*) Secret profesional
Sursă: autoritățile române

Contractul încheiat între Hidroelectrică și Elsid

11. Contractul inițial a fost semnat în [...]. Tabelul 2 cuprinde principalele caracteristici ale fiecărei modificări contractuale.

Tabelul 2 – Contractul încheiat între Hidroelectrică și Elsid

Modificări contractuale	Data semnării	Elemente principale
Contractul din [...]	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 1	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 2	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 3	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 4	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 5	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 6	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 7	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 8	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 9	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 11	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 12	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 13	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 14	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 15	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 16	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 17	[...]	• [...]
	[...]	• [...]
Hotărâre	[...]	• [...]

Sursă: autoritățile române

2.3. Piața angro de energie electrică din România

12. Din septembrie 2000, piața angro de energie electrică din România este administrată de OPCOM S.A. ⁽¹⁾ pe baza legislației secundare din România, care a fost adoptată de autoritatea română de reglementare din domeniul energetic, ANRE ⁽²⁾, în aplicarea Directivei europene 96/92/CE. OPCOM este o societate comercială pe acțiuni înființată la 15 august 2000 în temeiul Hotărârii de Guvern nr. 526/2000.
13. Conform propriei descrieri a domeniului de activitate, OPCOM administrează trei tipuri principale de tranzacții cu energie electrică:
- tranzacții „pentru ziua următoare”;
 - tranzacții intrazilnice (licitate la intervale de o oră) ⁽³⁾; și
 - contracte bilaterale licitate – care, la rândul lor, pot fi de două tipuri: mecanisme de licitație publică (PCCB) și mecanisme de negociere continuă (PCCB-CN).

Ordinul ministrului nr. 445/2009

14. În România, consumatorii industriali au posibilitatea de a achiziționa energie electrică pe piața OPCOM sau prin contracte negociate direct. Având în vedere că majoritatea producătorilor de energie electrică sunt deținuți de către stat, România urmărește să mărească volumul de energie electrică licitată pe platforma OPCOM, care este o modalitate de comercializare mai transparentă și mai favorabilă concurenței decât contractele bilaterale negociate direct.
15. În acest scop, în martie 2009, Ministerul Economiei, Comerțului și Mediului de Afaceri din România a emis Ordinul ministrului nr. 445/2009, prin care reprezentanții ministerului din consiliile de administrație și din adunarea generală a acționarilor a companiilor publice de electricitate sunt autorizați să se asigure că partea din producția de energie electrică destinată pieței angro este comercializată exclusiv pe platforma OPCOM.
16. La articolul 1 alineatul (1) din Ordinul ministrului nr. 445/2009 se prevede că adunarea generală și consiliile de administrație ale companiilor publice de electricitate trebuie să ia decizii în acest sens până la 31 martie 2009. Conform articolului 1 alineatul (2) din același ordin, contractele bilaterale în curs de executare sunt exceptate de la această regulă. La articolul 2 alineatul (1) din același ordin se prevede mai departe că ofertele care urmează să fie făcute pe platforma OPCOM în sistemul PCCB trebuie aprobate de consiliile de administrație ale companiilor de electricitate deținute de stat. La articolul 4 alineatul (2) din acest ordin sunt stabilite sancțiunile aplicabile reprezentanților Ministerului Economiei care nu își îndeplinesc obligațiile prevăzute în acest ordin.

⁽¹⁾ Mai multe informații privind organizarea și funcționarea OPCOM sunt disponibile la www.opcom.ro.

⁽²⁾ Mai multe informații privind autoritatea română de reglementare în domeniul energetic ANRE sunt disponibile la www.anre.ro.

⁽³⁾ Conform informațiilor disponibile pe site-ul OPCOM (www.opcom.ro), în această etapă nu este clar dacă acest tip de tranzacții diferă, în ceea ce privește conținutul, de tranzacțiile pentru ziua următoare în forma în care sunt derulate în prezent.

17. După emiterea Ordinului ministrului nr. 445/2009, Hidroelectrica S.A. a încheiat numai două tranzacții pe platforma OPCOM, pe baza ofertelor PCCB „de achiziționare” cu prețuri maxime. Hidroelectrica nu a depus niciodată pe platforma OPCOM o ofertă PCCB „de vânzare” cu preț minim. În prezent, o parte importantă din producția sa de energie electrică destinată pieței angro este vândută pe baza unor contracte bilaterale negociate direct și încheiate pe termen lung.

3. OBSERVAȚII DIN PARTEA ROMÂNIEI

18. România consideră că contractul încheiat în 2005 de Hidroelectrica cu producătorii industriali, care face obiectul prezentei decizii, nu implică în mod necesar ajutoare de stat în sensul articolului 107 alineatul (1) din TFUE. Argumentația sa se bazează pe următoarele elemente principale: în primul rând, Hidroelectrica a funcționat după principiile pieței în deciziile sale de a încheia contractele; în al doilea rând, prețurile convenite în contracte erau superioare costurilor, iar Hidroelectrica a fost în măsură să realizeze profit de pe urma practicării acestora; și, în al treilea rând, rolul autorităților române în managementul societății Hidroelectrica este limitat și deciziile societății nu pot fi imputate statului român.

Hidroelectrica a acționat în conformitate cu principiile pieței

19. România susține că Hidroelectrica nu acționează pe baza unei liste predeterminate a prețurilor, întrucât societatea este activă atât pe piața reglementată, cât și pe cea concurențială. Pe piața reglementată, prețurile sunt stabilite de Autoritatea Națională de Reglementare în domeniul Energiei (denumită în continuare „ANRE”) și Hidroelectrica trebuie să le aplice. Pe piața concurențială, Hidroelectrica negociază contracte bilaterale atât cu cumpărătorii, cât și cu vânzătorii și, în general, renegociază contractele o dată pe an, adaptându-le la evoluțiile pieței și la propriile condiții de performanță.
20. De asemenea, autoritățile române subliniază că este necesar să se examineze circumstanțele reale în care Hidroelectrica a negociat și a încheiat contractele. În special, se menționează că contractele au fost încheiate în perioada în care piața de electricitate din România nu era încă liberalizată, iar energia electrică se vindea preponderent în piața reglementată, la prețuri stabilite de ANRE și caracterizate de un nivel scăzut de rentabilitate în comparație cu piața concurențială, în care, printre altele, plățile se efectuează în avans. România menționează că acordurile comerciale încheiate bilateral de Hidroelectrica prevedeau un preț mai mare decât prețul de pe piața reglementată la momentul semnării.
21. Autoritățile române menționează că Hidroelectrica nu folosește piața OPCOM-PCCB din două motive: în primul rând, piața centralizată împiedică modificarea contractelor după încheierea acestora, inclusiv folosirea prețurilor indexate care ar ține seama de schimbările în nivelul prețurilor generale, de costuri sau de orice alt eveniment care ar putea influența funcționarea societății. Prin urmare, încheierea de contracte pe o durată mai mare de un an ar implica asumarea de riscuri substanțiale de către societate, în timp ce folosirea de contracte pe termen mai lung, care pot fi negociate direct, dar și ajustate periodic, oferă

societății Hidroelectrica un grad mai mare de flexibilitate. În al doilea rând, încheierea de contracte pe un an ar avea repercusiuni, pe de altă parte, asupra capacității societății Hidroelectrica de a accesa instrumente de creditare, întrucât, potrivit autorităților române, multe dintre acestea impun garanții, cum ar fi contracte de furnizare.

Prețurile erau superioare costurilor societății Hidroelectrica și în avantajul societății

22. România afirmă că prețul convenit de Hidroelectrica pentru vânzarea de electricitate către producătorii industriali depășea costurile. De asemenea, prețul stipulat în ultimul Act adițional aferent fiecăruia dintre cele două contracte (și anume Actul adițional nr. 16 în cazul ambelor contracte, a se vedea tabelele 1 și 2), adică [...] RON/MWh atât pentru Electrocarbon, cât și pentru Elsid, nu cuprindea TVA, accizele, transportul, cheltuielile cu întreținerea sistemului, comisionul de administrare pentru piața reglementată și cheltuielile de distribuție a energiei electrice.
23. Prin urmare, autoritățile române consideră că respectivele contracte au fost încheiate în avantajul societății Hidroelectrica, dat fiind că stabilirea prețului contractual în USD a eliminat riscul inflaționist, într-o perioadă în care acest risc era ridicat, și că mecanismul de ajustare a prețurilor a permis societății să majoreze periodic prețurile. România susține că, la momentul semnării contractelor, Hidroelectrica a convenit un preț de [...] RON/MWh în contractul cu Elsid, respectiv de [...] RON/MWh în contractul cu Electrocarbon, pentru un serviciu care a costat, în ambele cazuri, [...] RON/MWh. De asemenea, prețurile fără transport ar fi fost de [...] RON/MWh pentru Elsid, respectiv [...] RON/MWh pentru Electrocarbon; în viziunea autorităților române, aceste prețuri ar trebui comparate cu prețul reglementat de [...] RON/MWh, fixat de ANRE în aceeași perioadă.
24. România consideră că prețul mediu OPCOM-PCCB oferit de autorul plângerii nu reprezintă referința corectă pentru a analiza dacă prețurile din contractele semnate de Hidroelectrica cu comercianții de electricitate erau nejustificat de mici.
25. În primul rând, autoritățile române sugerează că nu există în realitate un preț al pieței pe piața de electricitate din România. Prețurile pot fi folosite doar ca o referință în cadrul negocierilor. De asemenea, prețurile utilizate de autorul plângerii pentru a calcula prețul mediu OPCOM sunt preluate din secțiunea „negocieri în curs” a OPCOM-PCCB, unde au loc relativ puține tranzacții, și, prin urmare nu pot fi considerate reprezentative pentru ansamblul pieței.
26. În al doilea rând, România susține că fiecare tranzacție aparține unei categorii proprii și, prin urmare, nu este corectă comparația dintre acestea. Media ponderată a celor 21 de tranzacții care s-au încheiat pe platforma OPCOM-PCB este de 149,96 RON/MWh dacă se include transportul și de 140,00 RON/MWh fără transport, potrivit autorităților române. Volumul total comercializat în 2010 a fost de 3 874 480 MWh, în care intră și o tranzacție relativ mare dintre Hidroelectrica și ArcelorMittal Galați, de 1 752 000 MWh.

Statului nu i se pot imputa deciziile societății Hidroelectrica

27. România susține că contractele dintre Hidroelectrica și producătorii industriali nu sunt imputabile statului. Potrivit autorităților române, Ministerul Economiei, Comerțului și Mediului de Afaceri, care deține o participație de 80,06 % în cadrul societății, nu are nicio implicație în politica decizională a Hidroelectrica. Rolul statului român se limitează a participa la adunările acționarilor, în calitate de acționar, în conformitate cu articolul 13 din statutul societății Hidroelectrica.

4. EVALUARE

28. În urma examinării informațiilor și argumentelor furnizate până în prezent de autoritățile române, Comisia nu poate disipa îndoielile serioase pe care le are cu privire la faptul că în cazul contractelor încheiate cu producătorii industriali este vorba de ajutoare de stat în sensul articolului 107 alineatul (1) din TFUE. Întrucât acordarea ajutorului determină reducerea unor cheltuieli de exploatare, care ar fi trebuit să fie suportate în întregime de beneficiari, fără să se urmărească atingerea vreunui obiectiv specific de interes comun, Comisia are îndoieli în legătură cu compatibilitatea unui astfel de ajutor cu tratatul.
29. Indiciile privind existența ajutorului de stat în cele două contracte și îndoielile cu privire la compatibilitatea acestui potențial ajutor cu piața internă sunt explicate în cele ce urmează.

4.1. Competența de revizuire a contractelor încheiate înainte de 1 ianuarie 2007 și a modificărilor succesive aduse acestora

30. O chestiune preliminară care trebuie abordată este dacă Comisia are competența de a revizui ajutoarele implicate de contractele încheiate înainte de 1 ianuarie 2007, data aderării României la UE. În argumentația prezentată până acum, România nu a contestat direct competența de revizuire a Comisiei, însă este util ca această chestiune să fie abordată de la bun început.
31. Întrebarea care se pune, așadar, este dacă contractele încheiate înainte de 1 ianuarie 2007 (inclusiv modificările succesive aduse acestora) ar trebui clasificate ca „ajutoare existente” sau ca „ajutoare noi”, astfel cum se prevede la articolul 108 din TFUE și în Regulamentul de procedură⁽¹⁾.
32. Anexa V la Actul de aderare a Bulgariei și României din 2005⁽²⁾, în temeiul articolului 22 din același act de aderare, cuprinde dispoziții speciale care derogă de la articolul 1 din regulamentul de procedură. La punctul 2.1. din Anexa V, în special, se prevede după cum urmează (excepție făcând sectorul transporturilor și activitățile legate de producție, prelucrare sau comercializare a produselor menționate în Anexa I la Tratatul CE):

„Următoarele scheme de ajutor și ajutorul individual implementate într-un nou stat membru înainte de data aderării și

aplicabile și după această dată se consideră după aderare ca ajutor existent în înțelesul articolului 88 alineatul (1) din Tratatul CE:

- (a) *măsuri de ajutor implementate înainte de 10 decembrie 1994;*
- (b) *măsuri de ajutor enumerate în apendicele la prezenta anexă;*
- (c) *măsuri de ajutor care, înainte de data aderării, au fost evaluate de autoritatea de control al ajutorului de stat din noul stat membru și considerate compatibile cu acquis-ul și față de care Comisia nu a ridicat nici o obiecție în temeiul unor rezerve serioase privind compatibilitatea măsurii cu piața comună, în conformitate cu procedura stabilită la alineatul (2).*

Toate măsurile aplicabile și după data aderării care constituie ajutor de stat și care nu îndeplinesc condițiile stabilite mai sus sunt considerate drept un ajutor nou după aderare în scopul aplicării articolului 88 alineatul (3) din Tratatul CE.”

33. Astfel, dispozițiile speciale susmenționate vizează măsurile de ajutor, indiferent dacă intră în categoria schemelor de ajutor sau în cea a ajutoarelor individuale, care au fost puse în aplicare înainte de data aderării (1 ianuarie 2007) și sunt încă aplicabile după această dată. Domeniul de aplicare al acestei dispoziții este, astfel, determinat pe baza unui test dublu condiționat: pentru a intra sub incidența acestei dispoziții, măsurile puse în aplicare înainte de data aderării trebuie, în primul rând, să presupună acordarea unor ajutoare de stat și, în al doilea rând, să fie aplicabile după data aderării. Noțiunea de „aplicabil după data aderării” este prin urmare crucială în acest test dublu condiționat: pentru a intra sub incidența dispozițiilor punctului 2.1. al doilea paragraf din Anexa V, măsurile de ajutor trebuie să se încadreze în categoria măsurilor care implică ajutoare de stat și trebuie nu numai să fi fost puse în practică (adoptate) înainte de data aderării, ci și să fie „aplicabile după data aderării”.
34. Într-o serie de decizii recente privind ajutorul acordat înainte de aderare în noile state membre, Comisia a inclus în interpretarea noțiunii de „aplicabil după data aderării” atât schemele de ajutor, cât și ajutoarele individuale care fie nu sunt limitate în timp, fie nu specifică gradul de răspundere la care este expus statul⁽³⁾. Mai precis, au fost considerate „aplicabile după aderare”⁽⁴⁾ formulele de indicare a factorilor ce trebuie luați în considerare în viitoarele calcule, care fie au determinat o dependență a sumelor de comportamentul beneficiarului, fie au condus la suportarea de către statul membru a tuturor riscurilor economice.

⁽¹⁾ Regulamentul (CE) nr. 659/1999 al Consiliului din 22 martie 1999 de stabilire a normelor de aplicare a articolului 93 din Tratatul CE, JO L 83 din 27.3.1999, p. 1.

⁽²⁾ JO L 157 din 21.6.2005, p. 268.

⁽³⁾ A se vedea, de exemplu, Decizia Comisiei din 24.4.2007 în cazul E 12/2005, Garanție nelimitată pentru Poczta Polska, JO C 284, 27.11.2007, p. 2 și Decizia Comisiei din 18.7.2007 în cazul C 27/2004, Agrobanka, JO L 67, 11.3.2008, p. 3.

⁽⁴⁾ A se vedea, de exemplu, Decizia Comisiei din 28.01.2004 în cazul CZ 14/2003, Česka Spofitelna, a.s., JO C 195, 31.7.2004, p. 2 și Decizia Comisiei din 3.3.2004 în cazul CZ 58/2003 Evrobanka, a.s., JO C 115, 30.4.2004, p. 40.

35. Având în vedere faptul că respectivele contracte, alături de versiunile modificate ale acestora, continuă să se aplice după data aderării României la UE, Comisia este de părere că măsura evaluată îndeplinește condiția de „aplicabilitate după data aderării” a testului de identificare a măsurilor de ajutoare noi.
36. A doua condiție a testului presupune analizarea măsurii pentru a se determina dacă implică ajutor de stat, întrucât punctul 2.1. al doilea paragraf din Anexa V vizează în special acele măsuri care s-au încadrat în categoria ajutoarelor de stat înainte de data aderării, dar care nu au îndeplinit criteriile menționate anterior pentru a fi încadrate în categoria „ajutoarelor existente”.
37. După cum se explică în secțiunea 4.2 de mai jos, Comisia consideră că contractele (și versiunile modificate ale acestora) încheiate de Hidroelectrica cu producătorii industriali în [...] și [...] implică ajutoare de stat în sensul articolului 107 alineatul (1) din TFUE. O întrebare conexă este dacă contractele și modificările succesive aduse acestora pot fi considerate făcând parte din același acord dintre Hidroelectrica și fiecare producător industrial sau dacă fiecare modificare succesivă trebuie interpretată ca reprezentând un contract separat, ceea ce ar implica o modificare de fond a contractului și ar conduce la reanalizarea contractului în cauză din perspectiva unui „ajutor nou”.
38. Contractele inițiale, semnate în [...] cu Elsid, respectiv în [...] cu Electrocarbon, permiteau părților să negocieze în mod periodic și să modifice anumite părți ale acordului, în special cele mai importante elemente ale contractelor, și anume prețul și cantitățile livrate. De asemenea, deși se convenea asupra unei cantități pentru un anumit an, plata corespundea, de fapt, cantităților livrate efectiv producătorului industrial respectiv, conform uzanțelor specifice contractelor de prestări de servicii. Prețurile și cantitățile erau stabilite separat în ceea ce părțile au numit „anexe” la contractul inițial.
39. Opinia preliminară a Comisiei este că fiecare contract semnat cu producătorii industriali, împreună cu modificările succesive aduse acestuia, reprezintă un acord unic, căruia nu i s-au adus modificări de fond, având în vedere că contractul inițial poate fi interpretat ca un „contract-cadru”, pe baza căruia au avut loc mai multe negocieri ulterioare pentru a stabili și/sau a detalia diferitele elemente definite în contract.
40. Ținând seama de cele de mai sus, opinia preliminară a Comisiei este că ajutoarele care au fost acordate pe baza contractelor (inclusiv a modificărilor succesive aduse acestora) care fac obiectul prezentei decizii, încheiate înainte de 1 ianuarie 2007, și nu îndeplinesc criteriile prevăzute la punctul 2.1 al doilea paragraf din Anexa V ar trebui considerate „ajutoare noi” de la data aderării României la UE, și anume de la 1 ianuarie 2007. Se remarcă faptul că ajutoarele au fost acordate prin încălcarea obligațiilor de notificare și a clauzelor de standstill care derivă din articolul 108 alineatul (3) din TFUE.
41. Judiciozitatea acestei abordări pare să fie confirmată de hotărârea pronunțată recent de Tribunal cu privire la ajutorul de stat în contractele de achiziționare a energiei electrice încheiate pe termen lung în Ungaria ⁽¹⁾. Hotărârea Tribunalului susmenționată indică necesitatea efectuării de către Comisie a două analize distincte, dar legate între ele: în primul rând, stabilirea comportamentului corect de referință al operatorilor de piață în contextul specific care face obiectul investigației; în al doilea rând, analizarea perioadei de timp care, pentru România, ar trebui să înceapă din momentul aderării sale, indiferent dacă ajutorul a fost pus în aplicare înainte de această dată.
42. Cu toate acestea, în acest stadiu, nu se poate exclude ipoteza ca, pe baza unei analize și a unor probe suplimentare, Comisia să ajungă la concluzia că fiecare modificare a contractelor constituie o „modificare de fond” și, prin urmare, implică „ajutor nou”, de la data modificării sau de la 1 ianuarie 2007, în cazul în care modificarea este anterioară acestei date, (și antrenează obligația de notificare) în conformitate cu Regulamentul de procedură ⁽²⁾.

4.2. Existența ajutorului

43. Pentru a stabili dacă o anumită măsură implică un ajutor de stat în sensul articolului 107 alineatul (1) din TFUE, ar trebui să se stabilească dacă sunt îndeplinite cele patru criterii cumulative prevăzute în această dispoziție a tratatului pentru identificarea existenței unui ajutor de stat, și anume transferul resurselor de stat, avantajul selectiv, posibila denaturare a concurenței și efectele asupra comerțului intracomunitar. Aceste criterii sunt examinate pe rând în cele ce urmează.

4.2.1. Resursele de stat

44. Unul dintre criteriile prin care se poate stabili dacă o anumită măsură implică un ajutor este recurgerea la resursele de stat. Criteriul „resurselor de stat” include nu numai acordarea de resurse de către autoritățile publice, ci și venitul la care statul renunță.
45. Pe baza informațiilor pe care le deține până în prezent Comisia, prin încheierea contractelor cu producătorii industriali, Hidroelectrica a vândut clienților săi energie electrică la prețuri mai mici decât cele care ar fi putut fi obținute pe piață.
46. Prin urmare, se pare că Hidroelectrica a pierdut o parte din profitul pe care l-ar fi putut obține din aceste contracte. Dacă profitul unei întreprinderi este o resursă pentru

⁽¹⁾ Decizia Comisiei din 4.6.2008 în cazul C 41/2005, Ungaria, ajutor de stat acordat prin intermediul unor contracte de achiziționare a energiei electrice. Hotărârea Tribunalului a fost pronunțată în cauzele conexe T-80/06 și T-182/09, la 13 februarie 2012.

⁽²⁾ În acest sens a se vedea concluziile avocatului general Jääskinen, prezentate la 23 septembrie 2010, în cauza C-194/09 P Alcoa Trasformazioni Srl, în special punctele 48-51. Efectul economic al modificării în cauză este cel care ar trebui să fie decisiv. Aplicând acest criteriu, se poate face distincția între modificări de fond și modificări de formă, precum și între modificări care schimbă măsura în sine și modificări care pot fi separate de măsura în cauză întrucât nu îi alterează fondul, și, prin urmare, constituie măsuri separate/suplimentare (în ceea ce privește această din urmă distincție a se vedea, de exemplu, cauzele conexe T-195/01 și T-207/01 Government of Gibraltar/Comisia, Rec., 2002, p. II-02309). Din această perspectivă, modificările care afectează elementele esențiale ale contractului, în special cele privind prețul, ar trebui, în principiu, să fie considerate modificări de fond ale contractului atât timp cât conferă un avantaj suplimentar beneficiarului.

proprietarii săi, pierderea unui profit suplimentar și realist este o pierdere de resurse pentru aceștia. Întrucât Hidroelectrică este deținută în proporție de până la 80,06 % de către statul român, prin Ministerul Economiei, Comerțului și Mediului de Afaceri, măsurile în cauză par să implice o pierdere de venituri pentru stat.

47. Mai mult, conform unei jurisprudențe constante, resursele întreprinderilor publice sau private asupra cărora autoritățile publice pot exercita, direct sau indirect, o influență de control, intră de asemenea în categoria „resurselor de stat”, în măsura în care aceste resurse „rămân în permanență sub controlul public și deci la dispoziția autorităților naționale competente”⁽¹⁾. În conformitate cu această jurisprudență, întrucât se pare că statul exercită un control asupra întreprinderii Hidroelectrică S.A., totalitatea veniturilor potențiale la care s-a renunțat intră în categoria resurselor de stat.
48. Faptul că acționarii minoritari privați ai societăților controlate de stat precum Hidroelectrică ar putea, la rândul lor, să sufere pierderi de venit ca urmare a unor acțiuni sau contracte dezavantajoase nu are nicio legătură cu evaluarea ajutorului de stat.

4.2.2. Imputabilitatea statului

49. Un aspect separat care trebuie cercetat în contextul analizării criteriului resurselor de stat este dacă pierderea de venituri survenită ca urmare a unui contract dezavantajos este de asemenea atribuibilă statului, adică dacă deciziile pe baza cărora au fost înregistrate pierderile respective sunt imputabile statului. După cum reiese din hotărârea Curții pronunțată în cauza Stardust Marine⁽²⁾, pentru a stabili dacă o anumită măsură este imputabilă statului se pot utiliza fie indicatori „organici” sau „structurali”, fie indicii că statul a fost implicat în procesul decizional care a condus la adoptarea măsurii concrete sau că este improbabil să nu fi participat la acest proces. În aceeași hotărâre⁽³⁾, Curtea a stabilit un set neexhaustiv de posibili indicatori ai imputabilității statului, precum:

- faptul că întreprinderea prin intermediul căreia a fost acordat ajutorul a trebuit să țină seama de directivele emise de organele guvernamentale;
- integrarea întreprinderii publice în structurile administrației publice;
- natura activităților întreprinderii și desfășurarea acestora pe piață în condiții normale de concurență, cu operatori privați;
- statutul juridic al întreprinderii (drept public sau dreptul comun al societăților comerciale);

— intensitatea supravegherii exercitate de autoritățile publice asupra conducerii întreprinderii; și

— orice alt indiciu care să evidențieze, în cazul concret, o implicare a autorităților publice sau improbabilitatea neimplicării acestora în adoptarea unei măsuri, având în vedere, de asemenea, amploarea acestei măsuri, conținutul său ori condițiile pe care le presupune.

50. În opinia Comisiei, există indicii că contractele încheiate cu producătorii industriali și modificările succesive aduse acestora sunt imputabile statului și că Hidroelectrică nu a încheiat aceste contracte numai din considerente de optimizare a profitului.
51. Statul român deține, prin intermediul Ministerului Economiei, Comerțului și Mediului de Afaceri, un pachet majoritar de 80,06 % în cadrul societății Hidroelectrică. În dreptul european, această cotă ridicată de participare constituie în sine un indiciu că autoritățile publice exercită o influență dominantă asupra societății. Conform articolului 2 din Directiva privind transparența⁽⁴⁾, se presupune că există o influență dominantă a autorităților publice atunci când acestea dețin majoritatea capitalului subscris al întreprinderii respective, controlează majoritatea voturilor aferente acțiunilor emise de întreprindere sau pot numi mai mult de jumătate din membrii organului de administrație, de conducere sau de supraveghere al întreprinderii. Criteriile prevăzute la articolul 2 din Directiva privind transparența nu sunt cumulative. În cazul societății Hidroelectrică, se pare totuși că sunt îndeplinite cel puțin primele două dintre aceste criterii non-cumulative de presupunere a unei influențe dominante a statului, iar în această fază nu se poate exclude posibilitatea ca și cel de al treilea criteriu să fie îndeplinit, deși acest aspect trebuie examinat în continuare în cadrul unei proceduri oficiale de investigație.
52. Într-adevăr, dată fiind cota sa ridicată de participare la capitalul societății (80,06 %), statul deține, de asemenea, o majoritate confortabilă de voturi în Adunarea generală. Conform articolului 11 alineatul (1) din statutul societății, fiecare acțiune nominală dă dreptul la un vot în Adunarea generală a acționarilor. La articolul 13 alineatul (1) din același statut se prevede că statul este reprezentat în Adunarea generală de către reprezentanții Ministerului Economiei, Comerțului și Mediului de Afaceri, care sunt numiți și revocați prin ordin al ministrului.
53. Din statutul societății nu reiese modul în care sunt numiți cei 7 membri ai Consiliului de administrație al întreprinderii Hidroelectrică [articolul 18 alineatul (1) din statut], însă, conform practicilor uzuale în mediul de afaceri, aceștia ar trebui numiți astfel încât să reprezinte în mod proporțional participațiile acționarilor majoritari și minoritari. Această interpretare este susținută și de faptul că în Ordinul ministrului nr. 445/2009 se vorbește de „reprezentanți ai Ministerului Economiei, Comerțului și Mediului de Afaceri” în consiliile de administrație. Deciziile Consiliului de administrație sunt luate cu majoritatea

⁽¹⁾ A se vedea de exemplu cauza C-278/00, Grecia/Comisia, Rec., 2004, p. I-3997, punctul 50, cauza C-482/99, Franța/Comisia, Rec., 2002, p. I-4397 și cauzele conexe C-328/99 și C-399/00, Italia și SIM 2 Multimedia/Comisia, Rec., 2003, p. I-4035, punctul 33.

⁽²⁾ Cauza C-482/99, Franța/Comisia, Rec., 2002, p. I-4397.

⁽³⁾ Idem, la punctul 55.

⁽⁴⁾ Directiva 2006/111/CE a Comisiei din 16 noiembrie 2006 privind transparența relațiilor financiare dintre statele membre și întreprinderile publice, precum și transparența relațiilor financiare din cadrul anumitor întreprinderi, JO L 318, 17.11.2006, p. 17.

simplă a voturilor celor prezenți [articolul 18 alineatul (10) din statut] și sunt valabile dacă sunt prezenți cel puțin 2/3 dintre membrii consiliului. Dacă membrii Consiliului de administrație reprezintă proporțional participația statului la societate, majoritatea necesară pentru votarea deciziilor nu ar trebui să fie dificil de îndeplinit. În plus, președintele Consiliului de administrație are un vot decisiv în cazul egalității de voturi. Președintele Consiliului de administrație este desemnat de Adunarea generală a acționarilor, în care Ministerul Economiei, Comerțului și Mediului de Afaceri deține o majoritate confortabilă de voturi.

54. România susține că contractele nu sunt imputabile statului deoarece, conform statutului societății, încheierea de contracte este atribuția exclusivă a directorului general, Consiliul de administrație neavând atribuții în acest sens. Cu toate acestea, dispozițiile statutare menționate mai sus par să indice cel puțin că este improbabil ca Ministerul Economiei, Comerțului și Mediului de Afaceri să nu fi fost implicat în procesul decizional al societății în ce privește încheierea de contracte între Hidroelectrica și comercianții de energie electrică și modificările succesive aduse contractelor respective.
55. Ar mai trebui adăugat că, prin Ordinul ministrului nr. 445/2009, reprezentanții Ministerului Economiei din consiliile de administrație ale societăților publice de electricitate din România, printre care se numără și Hidroelectrica, sunt însărcinați să se asigure că, începând cu 31 martie 2010, partea de energie electrică destinată pieței angro este tranzacționată exclusiv pe platforma OPCOM. Dacă, conform Ordinului ministrului nr. 445/2009, reprezentanții Ministerului Economiei din Consiliul de administrație al întreprinderii Hidroelectrica au competența de a asigura respectarea acestei obligații, se poate deduce că aceștia dețin într-adevăr controlul asupra practicilor de contractare ale societății. Toate acestea sugerează că statul trebuie considerat ca având influență asupra procesului decizional al societății Hidroelectrica și ca fiind implicat în deciziile luate de societate.
56. Având în vedere considerentele de mai sus, Comisia este de părere, în această fază, că decizia întreprinderii Hidroelectrica de a încheia contractele în cauză cu producătorii industriali și de a aduce modificări succesive acestor contracte este imputabilă statului.

4.2.3. Avantajul economic selectiv

57. Prin argumentele prezentate de autoritățile române în legătură cu avantajul economic pe care Hidroelectrica se pare că l-a oferit producătorilor industriali prin încheierea unor contracte ale căror condiții au fost pentru aceștia mai avantajoase decât s-ar fi putut prevedea în mod rezonabil, se intenționează, în principal, să se demonstreze că la încheierea respectivelor contracte și a modificărilor succesive aduse acestora au fost respectate condițiile pieței valabile în momentul semnării și că acestea au fost profitabile pentru Hidroelectrica. Potrivit acestor argumente, Electrocarbon și Elsid nu au obținut, așadar, un avantaj necuvenit din contractele respective.
58. Ca o remarcă generală preliminară, obținerea de profituri de către Hidroelectrica nu este testul juridic adecvat prin

care să se stabilească dacă comercianții de energie electrică au obținut un avantaj necuvenit din contractele în chestiune și din modificările succesive aduse acestora. Conform jurisprudenței, testul prin care se stabilește dacă o anumită tranzacție ar putea implica un avantaj necuvenit pentru una dintre părți este să se demonstreze dacă tranzacția ar fi fost încheiată pe piață în condiții similare din perspectiva părții respective (testul investitorului privat)⁽¹⁾.

59. În cazul dat, întrebarea relevantă este, prin urmare, dacă o întreprindere aflată în poziția societății Hidroelectrica ar fi încheiat contracte echivalente în condiții echivalente. Efectul pe care contractele și modificările succesive aduse acestora îl au asupra rentabilității societății Hidroelectrica nu este relevant, deoarece o societate privată ar căuta și optimizarea profitului, nu doar asigurarea unui nivel minim al acestuia. În orice caz, simplul fapt că Hidroelectrica a realizat un profit nu este concludent pentru a stabili că producătorii industriali nu au obținut un avantaj necuvenit în legătură cu aceleași tranzacții.
60. Comisia consideră nepotrivită încercarea autorităților române de a stabili că prețurile convenite de Hidroelectrica și producătorii industriali au depășit costurile. Indiferent de fiabilitatea valorilor prezentate – de remarcat, în acest context, că autoritățile române au furnizat o valoare identică a costurilor pentru ambele contracte, cu Elsid și, respectiv, cu Electrocarbon, deși acestea au fost încheiate în ani diferiți, de unde rezultă că este improbabil ca nivelurile costurilor care stau la baza prețurilor să fi fost identice – și indiferent de aparenta simplitate a analizei propuse – nu este clar ce model a fost utilizat pentru calcularea costurilor, deci dacă modelul era adecvat pentru sectorul și societatea în chestiune – principala problemă este nerelevanța demonstrării faptului că Hidroelectrica își acoperea costurile. Întrebarea care trebuie pusă este dacă o societate care acționează conform principiului investitorului privat într-o economie de piață ar fi încheiat contracte cu cumpărători echivalenți în aceleași condiții.
61. Pe baza informațiilor furnizate de autoritățile române, Comisia înțelege că diferențele dintre prețurile stabilite în contractele încheiate de Hidroelectrica cu producătorii industriali, pe de o parte, și prețul predominant pe piața OPCOM-PCCB, pe de altă parte, au fost cele prezentate în tabelul 3 de mai jos, atât cât avea cunoștință Comisia în momentul redactării.
62. Comisia recunoaște că asigurarea unei acuratețe depline a datelor prezentate în tabel este îngreunată de natura complexă a contractelor, de caracterul incomplet al informațiilor disponibile pentru câteva dintre contracte, precum și faptul că este neclar în ce moment au fost introduse anumite modificări de preț în actele adiționale aferente contractelor. De exemplu, pe câteva dintre modificările succesive aduse contractelor nu este trecută data la care au fost semnate.
63. Lipsa datei de semnare poate indica o problemă cu părțile contractante respective sau o problemă de mai mare

⁽¹⁾ A se vedea cauza T-296/97, Alitalia – Linee aeree italiene SpA/Comisia, Rec., 2000, p. II-3871, punctul 81.

anvergură, legată de practicile de afaceri de pe piața energiei electrice din România. Este clar însă că natura imprecisă a procedurilor interne de raportare nu ajută

prea mult la disiparea îndoielilor pe care Comisia le are cu privire la motivele exacte din spatele argumentelor și la logica de piață a acestora.

Tabelul 3 – Diferențele dintre prețurile stabilite în contractele dintre Hidroelectrica și producătorii industriali și prețurile medii pe platforma OPCOM-PCCB, exprimate în EUR și RON ⁽¹⁾

	Contract with	Price		Diff. vs. OPCOM Price		Proportion of OPCOM Price
		RON/MWh	EUR/MWh	RON	EUR	%
2010						
Average OPCOM-PCCB Price (EUR) 35.05	Electrocarbon	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
Average OPCOM-PCCB Price (RON) 149.88	ELSID	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
2009						
Average OPCOM-PCCB Price (EUR) 37.55	Electrocarbon	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
Average OPCOM-PCCB Price (RON) 159.20	ELSID	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
2008						
Average OPCOM-PCCB Price (EUR) 52.43	Electrocarbon	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
Average OPCOM-PCCB Price (RON) 193.15	ELSID	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
2007						
Average OPCOM-PCCB Price (EUR) 52.51	Electrocarbon	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
Average OPCOM-PCCB Price (RON) 175.26	ELSID	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]

Sursă: autoritățile române; Raportul OPCOM pentru anul 2010; BCE.

⁽¹⁾ Prețul mediu pe platforma OPCOM-PCCB a fost calculat prin împărțirea valorii totale a contractelor semnate într-un an la volumele totale tranzacționate în cursul anului respectiv, pe baza cifrelor furnizate în Raportul anual OPCOM. Ratele de schimb au fost definite pe baza ratei de schimb oficiale a BCE pentru fiecare perioadă. Rata de schimb între RON și EUR este media ratelor de schimb lunare pentru fiecare an luat în considerare, care pot fi consultate la următoarea adresă:

http://sdw.ecb.europa.eu/quickview.do?SERIES_KEY=120.EXR.A.RON.EUR.SP00.A.

Rata de schimb între EUR și USD este rata de referință a BCE și poate fi consultată la următoarea adresă:

http://sdw.ecb.europa.eu/quickview.do?SERIES_KEY=120.EXR.A.RON.EUR.SP00.A.

Pentru fiecare an și pentru fiecare comerciant de energie electrică s-a folosit prețul relevant specificat în contract sau într-unul dintre actele adiționale ale contractului respectiv. În situațiile în care prețul pentru un anumit an nu era precizat, s-a folosit prețul implicit din perioada precedentă. Pentru situația în care un preț a fost modificat în cursul unui anumit an, s-a calculat media ponderată a celor două prețuri, folosindu-se ca ponderi numărul de luni de valabilitate a fiecăruia dintre prețuri. Se presupune că prețurile se achită lunar și fără reduceri în cazul plății anticipate.

64. Din tabelul 3 rezultă că prețurile convenite de Hidroelectrică în contractele cu cei doi producători industriali și în modificările succesive aduse acestor contracte erau cu 20 % - 70 % mai mari decât prețurile predominante la bursa OPCOM-PCCB.
65. Tarifele preferențiale pentru energia electrică analizate au o natură selectivă, deoarece s-au aplicat numai anumitor întreprinderi. Într-adevăr, ajutorul potențial rezultă din clauzele privind prețul ale relațiilor contractuale dintre Hidroelectrică și producătorii industriali, care este posibil să fi fost avantajoase pentru aceștia din urmă, în măsura în care acestora li s-a furnizat energie electrică la tarife preferențiale începând din 1 ianuarie 2007.
66. Pe baza considerațiilor de mai sus și a informațiilor furnizate de autoritățile române, Comisiei îi este greu să înțeleagă logica diferențelor importante dintre prețurile stabilite în contractele încheiate între Hidroelectrică și producătorii industriali, pe de o parte, și prețul predominant pe piața OPCOM-PCCB pentru aceleași perioade, pe de altă parte. În opinia preliminară pe care Comisia se vede, așadar, nevoită să o adopte, producătorii industriali s-au bucurat de un avantaj sub forma unor prețuri reduse la energia electrică, stabilite în contractele încheiate cu Hidroelectrică și în modificările succesive aduse acestora.
67. Comisia invită România să furnizeze lămuriri suplimentare cu privire la motivele care se află în spatele contractelor sau al alegerilor făcute de părțile acestor contracte, ținând seama de contextul predominant al pieței.

4.2.4. Denaturarea concurenței

68. Pentru ca măsura respectivă să constituie ajutor de stat, în sensul articolului 107 alineatul (1) din TFUE, aceasta trebuie să denatureze concurența sau să constituie o amenințare în acest sens.
69. Întrucât producătorii industriali au obținut un avantaj necuvenit sub forma unui preț preferențial (mai mic) pentru furnizarea de energie electrică de către Hidroelectrică, efectele denaturante asupra concurenței ar trebui să fie notabile. Energia electrică este o componentă importantă a structurii costurilor în majoritatea sectoarelor, iar producătorii industriali s-ar fi putut afla în poziția de a obține un beneficiu necuvenit din prețurile reduse, ceea ce fie le-ar fi sporit în mod anormal profiturile sau le-ar fi oferit un avantaj concurențial față de concurenții lor, fie ar fi constituit chiar o combinație a celor două efecte.

4.2.5. Efectele asupra schimburilor comerciale intra-UE

70. Instanțele UE au susținut în mod constant că, atunci când ajutorul consolidează poziția unei întreprinderi față de alte întreprinderi cu care se află în concurență pe piața intra-UE, trebuie să se considere că acestea din urmă sunt afectate de ajutorul respectiv⁽¹⁾. Mai mult, un ajutor

poate fi de așa natură încât să afecteze comerțul dintre statele membre și să denatureze concurența chiar dacă întreprinderea beneficiară, care se află în concurență cu întreprinderi din alte state membre, nu participă ea însăși la activități transfrontaliere. Atunci când un stat membru acordă un ajutor unei întreprinderi, oferta internă poate fi menținută sau sporită, consecința fiind că șansele întreprinderilor stabilite în alte state membre de a-și oferi serviciile pe piața aceluia stat membru sunt diminuate⁽²⁾.

71. Întrucât o serie de societăți din UE ar fi putut fi interesate în furnizarea de energie către producătorii industriali, contractele sunt de natură a afecta și schimburile comerciale intra-UE. De asemenea, dată fiind natura supra-națională a pieței UE de energie electrică, denaturarea concurenței cauzată de acordarea de ajutoare de stat ilegale este susceptibilă să aibă un impact asupra schimburilor comerciale din UE.
72. Având în vedere cele de mai sus, Comisia concluzionează că este probabil ca ajutorul de stat în sensul articolului 107 alineatul (1) din TFUE acordat măsurilor în chestiune să fi afectat schimburile comerciale intra-UE.

4.3. Potențialii beneficiari ai măsurii

73. După cum s-a precizat mai sus și pe baza informațiilor disponibile până în prezent, se pare că potențialii beneficiari ai ajutoarelor acordate începând cu 1 ianuarie 2007 în virtutea contractelor semnate cu Hidroelectrică și a modificărilor succesive aduse acestora sunt producătorii industriali prezențați la secțiunea 2.2 de mai sus.

4.4. Ajutoare ilegale

74. În cazul de față, tarifele preferențiale pentru energia electrică analizate au fost acordate prin încălcarea obligațiilor de notificare și a clauzelor de standstill prevăzute la articolul 108 alineatul (3) din TFUE, care sunt aplicabile măsurilor care se încadrează în categoria „ajutoarelor noi” în temeiul punctului 2.1. al doilea paragraf din Anexa V la tratatul de aderare.
75. Astfel, Comisia consideră, în această fază, că potențialele ajutoare de stat acordate producătorilor industriali descriși mai sus, la secțiunea 2.2, după 1 ianuarie 2007 sub forma unor tarife preferențiale pentru energia electrică, se încadrează în categoria ajutoarelor de stat ilegale.

4.5. Compatibilitatea cu piața internă

76. Comisia este în prezent de părere că, întrucât diminuează cheltuielile pe care beneficiarii ar trebui să le suporte în mod normal din bugetul propriu, măsurile ar constitui un ajutor de exploatare care nu poate fi considerat compatibil cu tratatul.

⁽¹⁾ A se vedea, de exemplu, cauzele C-310/99, Republica Italia/Comisia, Rec., 2002, p. I-2289, punctul 84 și T-55/99, Confederación Española de Transporte de Mercancías (CETM), Rec., p. II-03207, punctul 86.

⁽²⁾ Cauza C-303/88, Republica Italia/Comisia Rec., 1991, p. I-1433, punctul 27.

77. Ajutorul potențial nu pare să urmărească obținerea vreunui obiectiv specific în afară de diminuarea cheltuielilor pe care beneficiarii ar trebui să le suporte în mod normal din bugetul propriu. Comisia este de părere, în această fază, că niciunul dintre obiectivele urmărite de celelalte norme privind ajutoarele de stat, de exemplu, Orientările comunitare privind ajutorul de stat pentru protecția mediului⁽¹⁾ sau Cadrul comunitar pentru ajutorul de stat pentru cercetare, dezvoltare și inovare⁽²⁾, nu este aplicabil măsurilor în cauză.
78. În final, Comisia reamintește faptul că, potrivit jurisprudenței instanțelor Uniunii, ajutorul de exploatare, cu alte cuvinte, ajutorul menit să scutească o întreprindere de cheltuielile pe care în mod normal ar fi trebuit să le suporte în gestionarea curentă sau în cadrul activităților obișnuite, nu intră, în principiu, sub incidența articolului 107 alineatul (3) din TFUE, întrucât efectul acestui ajutor este, în principiu, acela de a denatura concurența în sectoarele în care este acordat, fără a fi totuși capabil, prin însăși natura sa, să atingă vreunul dintre obiectivele stabilite în dispozițiilor derogatorii ale articolului 107 alineatul (3) din TFUE⁽³⁾.
79. Ca atare, este improbabil ca ajutoarele potențiale să fie considerate a fi conforme cu tratatul în temeiul oricărui set de norme specifice aplicabile diferitelor tipuri de ajutoare din UE.

5. CONCLUZIE

80. Pe baza informațiilor disponibile în această etapă, Comisia are îndoieli serioase cu privire la contractele încheiate între Hidroelectrică și producătorii industriali și analizate în prezenta decizie, concluzia sa preliminară fiind că tarifele preferențiale pentru energie electrică acordate acestor producători după 1 ianuarie 2007 constituie un ajutor de stat ilegal, care nu pare să îndeplinească niciuna dintre condițiile necesare pentru a fi declarat compatibil cu piața internă.

Având în vedere considerentele de mai sus, Comisia, acționând în conformitate cu procedura prevăzută la articolul 108 alineatul (2) din Tratatul privind funcționarea Uniunii Europene, solicită României să își transmită observațiile și să furnizeze toate informațiile care ar putea fi de ajutor pentru evaluarea măsurilor, în termen de o lună de la data primirii acestei scrisori. Comisia le solicită autorităților din țara dumneavoastră să trimită fără întârziere o copie a acestei scrisori potențialilor beneficiari ai ajutorului.

Comisia dorește să îi reamintească României că articolul 108 alineatul (3) din Tratatul privind funcționarea Uniunii Europene are un efect suspensiv și atrage atenția asupra articolului 14 din Regulamentul (CE) nr. 659/1999 al Consiliului, care prevede că toate ajutoarele ilegale pot fi recuperate de la beneficiar.»

⁽¹⁾ JO C 82, 1.4.2008, p. 1.

⁽²⁾ JO C 323, 30.12.2006, p. 1.

⁽³⁾ Cauza C-156/98, Germania/Comisia, Rec., 2000, p. I-6857, punctul 30; cauza T-459/93, Siemens SA/Comisia, Rec., 1995, p. II-1675, punctul 48; cauza T-396/08, Freistaat Sachsen und Land Sachsen-Anhalt/Comisia, Rep., 2010, p. II-0000, punctele 46-48.

AIDE D'ÉTAT — ROUMANIE

Aide d'État n° SA.33475 2012/C — Tarifs préférentiels présumés dans des contrats conclus entre Hidroelectrica SA et des fournisseurs d'énergie thermoélectrique

Invitation à présenter des observations en application de l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2012/C 395/05)

Par lettre du 25 avril 2012, reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié à la Roumanie sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne concernant la mesure/l'aide susmentionnée.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations sur l'aide à l'égard de laquelle la Commission ouvre la procédure dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Direction B - «Marchés et cas I: Énergie et environnement»
J-70 - 04/240
1049 Bruxelles
BELGIQUE

Télécopieur: (32-2) 296 12 42
E-mail: stateaidgreffe@ec.europa.eu

Ces observations seront communiquées à la Roumanie. L'identité des parties intéressées ayant présenté des observations peut rester confidentielle sur demande écrite et motivée.

- **Procédures:** la procédure est fondée sur l'article 108, paragraphe 2.
- **Description de la mesure/l'aide à l'égard de laquelle la Commission ouvre la procédure:** S.C. Hidroelectrica S.A. («Hidroelectrica»), producteur et fournisseur important d'hydroélectricité en Roumanie, aurait apporté une aide d'État à deux fournisseurs d'énergie thermoélectrique en acceptant de leur acheter l'électricité à des prix qui semblent supérieurs de 40 % à 60 % au prix moyen du marché de l'époque. Les contrats bilatéraux à long terme, d'une durée de dix ans, ont été conclus en 2008 et 2009. Les deux bénéficiaires de l'aide présumée sont: S.C. Electrocentrale Deva S.A. («Deva») et S.C. Termoelectrica S.A. («Termoelectrica»), deux producteurs d'électricité à partir de charbon.
- **Appréciation de la mesure/l'aide:** après avoir examiné les informations et les arguments fournis à ce jour par les autorités roumaines, la Commission ne peut dissiper les doutes importants qu'elle nourrit quant au fait que les contrats conclus entre Hidroelectrica et Deva, et Hidroelectrica et Termoelectrica, pourraient inclure une aide d'État au sens de l'article 107, paragraphe 1, du TFUE.

Hidroelectrica aurait, semble-t-il, acquitté des coûts supérieurs à ce qu'elle aurait encouru d'une autre manière avec ces contrats et aurait, de ce fait, réduit ses bénéfices qui auraient pu être plus élevés si elle avait acheté l'électricité moins cher. L'aide en cause accroît donc les recettes des bénéficiaires, sans pour autant viser à satisfaire un quelconque objectif spécifique d'intérêt commun.

En fait, comme Hidroelectrica appartient à 80,06 % à l'État roumain par l'intermédiaire du ministère de l'économie, du commerce et des entreprises, les mesures en cause entraînent, semble-t-il, une perte de recettes pour l'État. Conformément à la jurisprudence constante et étant donné que l'État exerce apparemment un contrôle sur Hidroelectrica S.A., la Commission considère, à première vue, que la totalité des recettes potentiellement perdues doit être qualifiée de ressources d'État.

L'appréciation permettant de déterminer si une opération donnée risque de comporter un avantage indu pour l'une des parties en cause consiste à établir si, du point de vue de cette partie, l'opération aurait pu être conclue dans des conditions similaires sur le marché (critère de l'opérateur en économie de marché). La question qui se pose en l'espèce est donc de savoir si une entreprise dans la position d'Hidroelectrica aurait conclu des contrats équivalents dans des conditions équivalentes.

Sur la base des informations transmises par les autorités roumaines, et à la connaissance de la Commission au moment de la rédaction de la présente communication, celle-ci considère que les prix fixés dans les contrats conclus entre Hidroelectrica et les fournisseurs d'électricité étaient supérieurs de [...] % (*) à [...] % (*) au prix de l'électricité affiché sur le marché libre de l'électricité OPCOM-PCCB. Les tarifs d'électricité préférentiels en cause ont un caractère sélectif puisqu'ils n'étaient appliqués qu'à certaines entreprises.

(*) Information confidentielle

Au vu des considérations qui précèdent et sur la base des informations transmises par les autorités roumaines, la Commission peine à comprendre le raisonnement qui justifie de tels écarts. Elle estime donc, à première vue, que les fournisseurs d'électricité ont profité d'un avantage indu sous la forme de prix de l'électricité artificiellement majorés dans leurs contrats avec Hidroelectrica et dans leurs avenants successifs.

L'aide présumée fausse la concurrence et affecte les échanges intra-UE, au sens de l'article 107, paragraphe 1, du TFUE. Étant donné que les fournisseurs d'électricité ont profité d'un avantage sélectif indu sous la forme d'un tarif préférentiel (supérieur) pour la fourniture d'électricité à Hidroelectrica, les effets de distorsion sur la concurrence devraient être importants. L'électricité étant un élément important de la structure des coûts pour la plupart des industries, les fournisseurs d'électricité peuvent avoir été en mesure de tirer un bénéfice indu des tarifs supérieurs pratiqués puisqu'ils peuvent soit avoir anormalement accru leurs bénéfices, soit leur avoir procuré un avantage concurrentiel par rapport à d'autres fournisseurs d'électricité, soit encore leur avoir apporté un avantage combinant les deux effets.

Dans le cas d'espèce, les tarifs préférentiels de l'électricité en cause ont été accordés en violation des obligations de notification et de non-mise à exécution prévues par l'article 108, paragraphe 3, du TFUE. Par conséquent, la Commission estime à ce stade que l'aide d'État potentielle décrite ci-dessus, consentie aux fournisseurs d'électricité sous la forme de tarifs d'électricité préférentiels (supérieurs), doit être considérée comme une aide d'État illégale. La Commission est actuellement d'avis que, puisque les mesures prises accroissent les recettes des bénéficiaires, elles constituent des aides au fonctionnement qui ne sont pas compatibles avec les règles du marché intérieur.

Se fondant sur les informations disponibles à ce stade, la Commission a des doutes sérieux sur les contrats conclus entre Hidroelectrica et les fournisseurs d'électricité en cause et conclut, de manière préliminaire, que les tarifs préférentiels d'électricité consentis après le 1^{er} janvier 2007 à ces fournisseurs constituent une aide d'État illégale qui semble ne remplir aucune des conditions nécessaires pour pouvoir être déclarée compatible avec le marché intérieur.

Conformément à l'article 14 du règlement (CE) n° 659/1999 du Conseil, toute aide illégale peut faire l'objet d'une récupération auprès de son bénéficiaire.

TEXTE DE LA LETTRE

«Comisia dorește să informeze România că, în urma examinării informațiilor furnizate de autoritățile din țara dumneavoastră cu privire la măsurile menționate mai sus, a decis să inițieze procedura oficială de investigare stabilită la articolul 108 alineatul (2) din Tratatul privind funcționarea Uniunii Europene.

1. PROCEDURA

1. La 2 august 2011, Comisia a primit o plângere din partea Fondului Proprietatea, un fond de investiții care deține un pachet minoritar de acțiuni de 20 % la întreprinderea S.C. Hidroelectrica S.A. (denumită în continuare „Hidroelectrica”); plângerea a fost înregistrată în aceeași zi.
2. Comisia a solicitat informații cu privire la măsurile care fac obiectul acestei decizii prin scrisoarea din 22 septembrie 2011. România a răspuns prin scrisorile din 16 noiembrie 2011 și 18 noiembrie 2011. Comisia a avut o întrevedere cu autorul plângerii la 16 noiembrie 2011.

2. DESCRIEREA MĂSURILOR DE AJUTOR PREZUMATE ȘI A PĂRȚILOR

3. Autorul plângerii susține că Hidroelectrica a încheiat cu cei doi producători de energie electrică menționați mai jos contracte la prețuri mai mari decât prețul mediu al pieței, exprimat de prețul mediu pe piața de schimb liberă a tranzacțiilor bilaterale din România, care, după calculele efectuate de către reclamant, este de 166,4 RON pe MWh⁽¹⁾. Dat fiind că Hidroelectrica este o întreprindere controlată de statul român, autorul plângerii afirmă că aceste contracte reprezintă, de fapt, acordarea unui ajutor de stat respectivilor vânzători de energie electrică.
4. În această secțiune sunt descrise circumstanțele faptice ale încheierii contractelor bilaterale între Hidroelectrica S.A. și vânzătorii de energie electrică. Cu titlu de informare, sunt descrise, de asemenea, modul de funcționare a pieței angro a energiei electrice din România și profilul părților contractante.

2.1. Părțile contractante

5. Hidroelectrica⁽²⁾ este cel mai mare producător de energie electrică din România, cu o producție medie de 17,46 TWh într-un an hidrologic mediu – ceea ce reprezintă, conform propriilor estimări ale societății, aproximativ 30 % din producția anuală de energie electrică a României – și o capacitate globală de producție 6 438 MWh instalați. Hidroelectrica este, de asemenea, al doilea cel mai ieftin producător de energie electrică din România (în urma producătorului de energie nucleară Nuclearelectrica, care are o capacitate mai redusă). Din 2005, întreprinderea Hidroelectrica a fost clasată în fiecare an printre cele mai valoroase cinci societăți din România.

⁽¹⁾ Mai precis, prețul mediu a fost calculat de către autorul plângerii ca o medie ponderată a tuturor tranzacțiilor derulate pe piața de schimb liberă a contractelor bilaterale în 2010, din care a fost exclusă tranzacția dintre Hidroelectrica și ArcelorMittal Galați.

⁽²⁾ Mai multe informații despre această societate sunt disponibile la www.hidroelectrica.ro.

6. Societatea își are sediul în București și deține 12 sucursale teritoriale. În prezent, statul român (prin Ministerul Economiei, Comerțului și Mediului de Afaceri) deține o participație de 80,06 % la Hidroelectrica, restul de 19,94 % fiind deținut de fondul de investiții Proprietatea (la care statul român deține o participație de 38 %).

7. Plângerea înaintată de Fondul Proprietatea este formulată împotriva a doi vânzători de energie electrică din România. Este vorba de întreprinderea S.C. Electrocentrale Deva S.A. (denumită în continuare „Deva”) și de întreprinderea S.C. Termoelectrica S.A. (denumită în continuare „Termoelectrica”), controlată pe deplin de statul român. Ambele societăți fac parte din programul de privatizare al FMI. Aceste întreprinderi sunt denumite în continuarea deciziei „vânzătorii de energie electrică”.

2.2. Contractele încheiate între Hidroelectrica și vânzătorii de energie electrică

8. Autoritățile române au furnizat informații cu privire la contractele încheiate între Hidroelectrica și vânzătorii de energie electrică susmenționați, în special cu privire la principalele cadre contractuale și la modificările succesive aduse acestora.
9. Conform contractelor încheiate, părțile au dreptul de a modifica parametrii esențiali ai contractului în fiecare an, inclusiv prețul pe care Hidroelectrica trebuie să îl plătească pentru energia electrică furnizată de fiecare dintre vânzători. Toate modificările aduse contractelor dintre Hidroelectrica și fiecare vânzător de energie electrică sunt descrise pe scurt în cele ce urmează.

Contractul încheiat între Hidroelectrica și Deva

10. Acest contract a fost semnat în 2009. În tabelul 1 sunt indicate principalele caracteristici ale fiecărei modificări contractuale. Se pare că anumite modificări de preț, care fac obiectul modificărilor succesive aduse contractului, au fost aprobate prin hotărâri ale Autorității Naționale de Reglementare în domeniul Energiei din România, ANRE, sau ale Ministerului Economiei, însă hotărârile respective nu au fost puse la dispoziție.

Tabelul 1 – Contractul încheiat între Hidroelectrica și Deva

Modificări contractuale	Data semnării	Elemente principale
Contractul din 2009	[...]	• [...]
Actul adițional 1	[...]	• [...]
Actul adițional 2	[...]	• [...]
Actul adițional 3	[...]	• [...]
Actul adițional 4	[...]	• [...]
Actul adițional 5	[...]	• [...]

Sursă: autoritățile române

Contractul încheiat între Hidroelectrică și Termoelectrică

11. Contractul inițial a fost semnat în 2008. În tabelul 2 sunt indicate principalele caracteristici ale fiecărei modificări contractuale. Se pare că anumite modificări de preț, care fac obiectul modificărilor succesive aduse contractului, au fost aprobate prin hotărâri ale Autorității Naționale de Reglementare în domeniul Energiei din România, ANRE, sau ale Ministerului Economiei, însă hotărârile respective nu au fost puse la dispoziție.

Tabelul 2 – Contractul încheiat între Hidroelectrică și Termoelectrică

Modificări contractuale	Data semnării	Elemente principale
Contractul din 2008	[...]	• [...]
Actul adițional 1	[...]	• [...]
Actul adițional 2	[...]	• [...]
Actul adițional 3	[...]	• [...]
Actul adițional 4	[...]	• [...]
Actul adițional 5	[...]	• [...]
Actul adițional 6	[...]	• [...]
Actul adițional 7	[...]	• [...]
Actul adițional 8	[...]	• [...]

Sursă: autoritățile române

2.3. Piața angro de energie electrică din România

12. Din septembrie 2000, piața angro de energie electrică din România este administrată de OPCOM S.A. ⁽¹⁾ pe baza legislației secundare din România, care a fost adoptată de autoritatea română de reglementare din domeniul energetic, ANRE ⁽²⁾, în aplicarea Directivei europene 96/92/CE. OPCOM este o societate comercială pe acțiuni înființată la 15 august 2000 în temeiul Hotărârii de Guvern nr. 526/2000.
13. Conform propriei descrieri a domeniului de activitate, OPCOM administrează trei tipuri principale de tranzacții cu energie electrică:
- tranzacții „pentru ziua următoare”;
 - tranzacții intrazilnice (licitate la intervale de o oră) ⁽³⁾; și
 - contracte bilaterale licitate – care, la rândul lor, pot fi de două tipuri: mecanisme de licitație publică (PCCB) și mecanisme de negociere continuă (PCCB-CN).

⁽¹⁾ Mai multe informații privind organizarea și funcționarea OPCOM sunt disponibile la www.opcom.ro.

⁽²⁾ Mai multe informații privind autoritatea română de reglementare în domeniul energetic ANRE sunt disponibile la www.anre.ro.

⁽³⁾ Conform informațiilor disponibile pe site-ul OPCOM (www.opcom.ro), în această etapă nu este clar dacă acest tip de tranzacții diferă, în ceea ce privește conținutul, de tranzacțiile pentru ziua următoare în forma în care sunt derulate în prezent.

Ordinul ministrului nr. 445/2009

14. În România, consumatorii industriali au posibilitatea de a achiziționa energie electrică pe piața OPCOM sau prin contracte negociate direct. Având în vedere că majoritatea producătorilor de energie electrică sunt deținuți de către stat, România urmărește să mărească volumul de energie electrică licitată pe platforma OPCOM, care este o modalitate de comercializare mai transparentă și mai favorabilă concurenței decât contractele bilaterale negociate direct.
15. În acest scop, în martie 2009, Ministerul Economiei, Comerțului și Mediului de Afaceri din România a emis Ordinul ministrului nr. 445/2009, prin care reprezentanții ministerului din consiliile de administrație și din adunarea generală a acționarilor a companiilor publice de electricitate sunt autorizați să se asigure că partea din producția de energie electrică destinată pieței angro este comercializată exclusiv pe platforma OPCOM.
16. La articolul 1 alineatul (1) din Ordinul ministrului nr. 445/2009 se prevede că adunarea generală și consiliile de administrație ale companiilor de electricitate deținute de stat trebuie să ia decizii în acest sens până la 31 martie 2009. Conform articolului 1 alineatul (2) din același ordin, contractele bilaterale în curs de executare sunt exceptate de la această regulă. La articolul 2 alineatul (1) din același ordin se prevede mai departe că ofertele care urmează să fie făcute pe platforma OPCOM în sistemul PCCB trebuie aprobate de consiliile de administrație ale companiilor publice de electricitate. La articolul 4 alineatul (2) din acest ordin sunt stabilite sancțiunile aplicabile reprezentanților Ministerului Economiei care nu își îndeplinesc obligațiile prevăzute în acest ordin.
17. După emiterea Ordinului ministrului nr. 445/2009, Hidroelectrică S.A. a încheiat numai două tranzacții pe platforma OPCOM, pe baza ofertelor PCCB „de achiziționare” cu prețuri maxime. Hidroelectrică nu a depus niciodată pe platforma OPCOM o ofertă PCCB „de vânzare” cu preț minim. În prezent, o parte importantă din producția sa de energie electrică destinată pieței angro este vândută pe baza unor contracte bilaterale negociate direct și încheiate pe termen lung.

3. OBSERVAȚII DIN PARTEA ROMÂNIEI

18. Se pare că România consideră justificat comportamentul societății Hidroelectrică, bazându-se pe două argumente principale. Primul argument este că o întreprindere care produce energie hidroelectrică trebuie să se asigure împotriva condițiilor hidrologice nefavorabile, fiind nevoită, așadar, ca uneori să cumpere energie electrică de la alți furnizori. Al doilea argument este că, prin încheierea contractelor cu vânzătorii de energie electrică, Hidroelectrică a plătit de fapt mai puțin decât ar fi trebuit să plătească dacă ar fi cumpărat energie electrică prin bursa OPCOM-PCCB.

Necesitatea de a cumpăra energie electrică de la alți furnizori

19. Cu privire la necesitatea unui producător și vânzător de energie electrică, cum este Hidroelectrică, de a încheia contracte prin care cumpără energie electrică la prețuri eventual considerabil mai mari decât propriile costuri de

producție, România a explicat că Hidroelectrica produce energie electrică în condițiile hidrologice predominante într-un anumit moment și că activitățile acesteia trebuie, așadar, să fie supuse unui anumit grad anticipare a evoluției viitoare a condițiilor hidrologice.

20. Autoritățile române susțin că acuratețea prognozelor hidrologice este relativ scăzută. Nivelurile hidrologice prognozate pot varia față de nivelurile reale cu plus sau minus 50 %. De asemenea, în România, aproximativ 40 % din energia hidroelectrică este produsă în hidrocentrale cu lacuri de acumulare, în timp ce 60 % este generată în centrale fluviale sau în centrale amplasate pe o cascadă, care sunt foarte sensibile la schimbările survenite în condițiile hidrologice.
21. Date fiind aceste condiții, se pare că Hidroelectrica este obligată să încheie contracte cu furnizori de energie electrică. Aceste contracte sunt de obicei de două tipuri: (i) achiziții la termen la prețuri fixe și în cantități prestabilite sau (ii) contracte de tip contract de asigurare în cazul cărora nu există obligația de a stabili dinainte cantitățile, fiecare parte putând fi în același timp și vânzător, și cumpărător.
- Avantajul pe care îl prezintă încheierea de contracte față de cumpărarea pe bursa OPCOM-PCCB
22. Potrivit autorităților române, cumpărarea de energie electrică pe bursa OPCOM, fie pe piața pentru ziua următoare, fie pe piața PCCB, nu constituie o alternativă viabilă pentru o întreprindere precum Hidroelectrica, dat fiind că volatilitatea ridicată a prețurilor poate îngreuna efectuarea prognozei performanțelor și a previziunilor financiare, în special stabilirea bugetului.
23. Autoritățile române au explicat că prețul pe MWh plătit de Hidroelectrica pentru energia electrică cumpărată de la Deva era mai mare decât prețul la bursa OPCOM-PCCB, dar că, de fapt, Hidroelectrica a plătit în final mai puțin decât ar fi plătit dacă ar fi cumpărat aceeași cantitate de energie electrică prin bursa OPCOM-PCCB.

24. În 2010, Hidroelectrica a încheiat cu Deva un contract pentru cumpărarea unei cantități de [...] MWh la prețul de [...] pe MWh, valoarea contractului fiind astfel de [...] RON. Cu toate acestea, autoritățile române afirmă că acest contract a permis întreprinderii Hidroelectrica să cumpere de la Deva mai puțină energie decât se prevedea în contract, înlocuind, de fapt, energia electrică care urma să fie furnizată de către Deva cu energia electrică generată din surse proprii. Datorită unor condiții hidrologice favorabile, Hidroelectrica a fost în măsură să furnizeze [...] MWh de energie electrică generată din surse proprii, la un preț de [...] pe MWh, din cantitatea de [...] MWh, care fusese preconizată inițial în contract, cumpărând astfel numai [...] MWh de la Deva.
25. Potrivit autorităților române, prin alegerea acestei modalități contractuale, Hidroelectrica a suportat costuri totale în valoare de [...] RON în 2010. Această modalitate ar trebui să fie comparată cu un angajament ferm de a cumpăra pe bursa OPCOM-PCCB aceeași cantitate preconizată în contractul încheiat cu Deva. Dat fiind prețul de

[...] RON pe MWh, care, potrivit autorităților române, urma să fie folosit la începutul anului contractual, costurile totale suportate de Hidroelectrica pentru furnizarea aceleiași cantități de energie electrică ar fi fost de [...] RON.

26. România susține că aceeași logică se aplică și în cazul contractului semnat cu Termoelectrica, în ciuda faptului că în acest contract Hidroelectrica se angajează să cumpere toată energia furnizată de centrala Paroșeni a întreprinderii Termoelectrica, deoarece aceasta trebuie să funcționeze încontinuu pentru a-și îndeplini obligația de furnizare a agentului termic și a apei calde către populația locală.

4. EVALUARE

27. În urma examinării informațiilor și argumentelor furnizate până în prezent de autoritățile române, Comisia nu poate disipa îndoielile serioase pe care le are cu privire la faptul că în cazul contractelor încheiate cu vânzătorii de energie electrică este vorba de un ajutor de stat în sensul articolului 107 alineatul (1) din TFUE. Întrucât acordarea ajutorului pare să fi determinat creșterea veniturilor realizate de beneficiari, fără să se urmărească atingerea vreunui obiectiv specific de interes comun, Comisia are îndoieli în legătură cu compatibilitatea unui astfel de ajutor cu tratatul.
28. În cazul de față și întrucât ambele contracte au fost semnate după data aderării României la UE, și anume după 1 ianuarie 2007, potențialul ajutor trebuie considerat în toate situațiile un ajutor nou, și nu un ajutor existent.
29. O primă întrebare care se pune este dacă contractele și modificările succesive aduse acestora pot fi considerate făcând parte din același acord dintre Hidroelectrica și fiecare vânzător de energie termică și electrică sau dacă fiecare modificare succesivă trebuie interpretată ca reprezentând un contract separat, ceea ce ar implica o modificare de fond a contractului și ar conduce la reanalizarea contractului în cauză din perspectiva unui „ajutor nou”.
30. Contractele inițiale erau similare ca natură și formă și permiteau părților să negocieze în mod periodic și să modifice elemente ale acordului. Prin urmare, chiar și elementele cele mai importante ale contractelor, respectiv prețul și cantitățile, puteau fi, și chiar au fost, modificate în mod periodic. De asemenea, deși se convenea asupra unei cantități pentru un anumit an și un anumit comerciant, plata corespundea, de fapt, cantităților livrate efectiv producătorului industrial, conform uzanțelor specifice contractelor de prestări de servicii. Prețurile și cantitățile erau fixate separat, în ceea ce părțile au numit „anexe” la contractul inițial.
31. Opinia preliminară a Comisiei este că fiecare contract semnat cu vânzătorii de energie termică și electrică, împreună cu modificările succesive aduse acestuia, reprezintă un acord unic, căruia nu i s-au adus modificări de fond, având în vedere că contractul inițial poate fi interpretat ca un „contract-cadru”, pe baza căruia au avut loc mai multe negocieri ulterioare pentru a stabili și/sau

a detalia diferitele elemente definite în contract. Cu toate acestea, în acest stadiu, nu se poate exclude ipoteza ca, pe baza unei analize și a unor probe suplimentare, Comisia să ajungă la concluzia că fiecare modificare a contractelor constituie o „modificare de fond” și, prin urmare, implică „ajutor nou”, de la data modificării (și antrenează obligația de notificare) în conformitate cu Regulamentul de procedură ⁽¹⁾.

32. Indiciile privind existența ajutorului de stat în cele două contracte și îndoielele cu privire la compatibilitatea acestui potențial ajutor cu piața internă sunt explicate în cele ce urmează.

4.1. Existența ajutorului

33. Pentru a stabili dacă o anumită măsură implică un ajutor de stat în sensul articolului 107 alineatul (1) din TFUE, ar trebui să se stabilească dacă sunt îndeplinite cele patru criterii cumulative prevăzute în această dispoziție a tratatului pentru identificarea existenței unui ajutor de stat, și anume transferul resurselor de stat, avantajul selectiv, denaturarea potențială a concurenței și efectele asupra comerțului intracomunitar. Aceste criterii sunt examinate pe rând în cele ce urmează.

4.1.1. Resursele de stat

34. Unul dintre criteriile prin care se poate stabili dacă o anumită măsură implică un ajutor este recurgerea la resursele de stat. Criteriul „resurselor de stat” include nu numai acordarea de resurse de către autoritățile publice, ci și venitul la care statul renunță.
35. Pe baza informațiilor pe care le deține până în prezent Comisia, prin încheierea contractelor cu vânzătorii de energie electrică, Hidroelectrică a cumpărat energie electrică de la furnizorii săi la prețuri mai mari decât cele pe care le-ar fi plătit dacă ar fi cumpărat energie electrică de pe piață.
36. Prin urmare, se pare că Hidroelectrică a suportat prin aceste contracte costuri mai ridicate decât ar fi suportat altfel, ceea ce a condus la o diminuare a profitului său, profit care ar fi putut fi mai mare dacă Hidroelectrică ar fi cumpărat energie electrică la prețuri mai scăzute. Dacă profitul unei întreprinderi este o resursă pentru proprietarii săi, pierderea unui profit suplimentar și realist este o pierdere de resurse pentru aceștia. Întrucât Hidroelectrică este deținută în proporție de până la 80,06 % de către statul român, prin Ministerul Economiei, Comerțului și Mediului de Afaceri, măsurile în cauză par să implice o pierdere de venituri pentru stat.

⁽¹⁾ În acest sens a se vedea concluziile avocatului general Jääskinen, prezentate la 23 septembrie 2010, în cauza C-194/09 P Alcoa Trasformazioni Srl, în special punctele 48-51. Efectul economic al modificării în cauză este cel care ar trebui să fie decisiv. Aplicând acest criteriu, se poate face distincția între modificări de fond și modificări de formă, precum și între modificări care schimbă măsura în sine și modificări care pot fi separate de măsura în cauză întrucât nu îi alterează fondul, și, prin urmare, constituie măsuri separate/suplimentare (în ceea ce privește această din urmă distincție a se vedea, de exemplu, cauzele conexe T-195/01 și T-207/01 Government of Gibraltar/Comisia, Rec., 2002, p. II-02309). Din această perspectivă, modificările care afectează elementele esențiale ale contractului, în special cele privind prețul, ar trebui, în principiu, să fie considerate modificări de fond ale contractului atât timp cât conferă un avantaj suplimentar beneficiarului.

37. Mai mult, conform unei jurisprudențe constante, resursele întreprinderilor publice sau private asupra cărora autoritățile publice pot exercita, direct sau indirect, o influență de control, intră de asemenea în categoria „resurselor de stat”, în măsura în care aceste resurse „rămân în permanență sub controlul public și deci la dispoziția autorităților naționale competente” ⁽²⁾. În conformitate cu această jurisprudență, întrucât se pare că statul exercită un control asupra întreprinderii Hidroelectrică S.A., totalitatea veniturilor potențiale la care s-a renunțat intră în categoria resurselor de stat.

38. Faptul că acționarii minoritari privați ai societăților publice precum Hidroelectrică ar putea, la rândul lor, să sufere pierderi de venit ca urmare a unor acțiuni sau contracte dezavantajoase nu are nicio legătură cu evaluarea ajutorului de stat.

4.1.2. Imputabilitatea statului

39. Un aspect separat care trebuie cercetat în contextul analizării criteriului resurselor de stat este dacă pierderea de venituri survenită ca urmare a unui contract dezavantajos este de asemenea atribuibilă statului, adică dacă deciziile pe baza cărora au fost înregistrate pierderile respective sunt imputabile statului. După cum reiese din Hotărârea Curții pronunțată în cauza Stardust Marine ⁽³⁾, pentru a stabili dacă o anumită măsură este imputabilă statului se pot utiliza fie indicatori „organici” sau „structurali”, fie indicii că statul a fost implicat în procesul decizional care a condus la adoptarea măsurii concrete sau că este improbabil să nu fi participat la acest proces. În aceeași hotărâre ⁽⁴⁾, Curtea a stabilit un set neexhaustiv de posibili indicatori ai imputabilității statului, precum:

- faptul că întreprinderea prin intermediul căreia a fost acordat ajutorul a trebuit să țină seama de directivele emise de organele guvernamentale;
- integrarea întreprinderii publice în structurile administrației publice;
- natura activităților întreprinderii și desfășurarea acestora pe piață în condiții normale de concurență, cu operatori privați;
- statutul juridic al întreprinderii (drept public sau dreptul comun al societăților comerciale);
- intensitatea supravegherii exercitate de autoritățile publice asupra conducerii întreprinderii; și
- orice alt indiciu care să evidențieze, în cazul concret, o implicare a autorităților publice sau improbabilitatea neimplicării acestora în adoptarea unei măsuri, având în vedere, de asemenea, amploarea acestei măsuri, conținutul său ori condițiile pe care le presupune.

⁽²⁾ A se vedea de exemplu cauza C-278/00, Grecia/Comisia, Rec., 2004, p. I-3997, punctul 50, cauza C-482/99, Franța/Comisia, Rec., 2002, p. I-4397 și cauzele conexe C-328/99 și C-399/00, Italia și SIM 2 Multimedia/Comisia, Rec., 2003, p. I-4035, punctul 33.

⁽³⁾ Cauza C-482/99, Franța/Comisia, Rec., 2002, p. I-4397.

⁽⁴⁾ Idem, la punctul 55.

40. În opinia Comisiei, există indicii că contractele încheiate cu vânzătorii de energie electrică și modificările succesive aduse acestora sunt imputabile statului și că Hidroelectrică nu a încheiat aceste contracte numai din considerente de optimizare a profitului.
41. Statul român deține, prin intermediul Ministerului Economiei, Comerțului și Mediului de Afaceri, un pachet majoritar de 80,06 % la Hidroelectrică. În dreptul european, această cotă ridicată de participare constituie în sine un indiciu că autoritățile publice exercită o influență dominantă asupra societății. Conform articolului 2 din Directiva privind transparența ⁽¹⁾, se presupune că există o influență dominantă a autorităților publice atunci când acestea dețin majoritatea capitalului subscris al întreprinderii respective, controlează majoritatea voturilor aferente acțiunilor emise de întreprindere sau pot numi mai mult de jumătate din membrii organului de administrație, de conducere sau de supraveghere al întreprinderii. Criteriile prevăzute la articolul 2 din Directiva privind transparența nu sunt cumulative. În cazul societății Hidroelectrică, se pare totuși că sunt îndeplinite cel puțin primele două dintre aceste criterii non-cumulative de presupunere a unei influențe dominante a statului, iar în această fază nu se poate exclude posibilitatea ca și cel de al treilea criteriu să fie îndeplinit, deși acest aspect trebuie examinat în continuare în cadrul unei proceduri oficiale de investigare.
42. Într-adevăr, dată fiind cota sa ridicată de participare la capitalul societății (80,06 %), statul deține, de asemenea, o majoritate confortabilă de voturi în Adunarea generală. Conform articolului 11 alineatul (1) din statutul societății, fiecare acțiune nominală dă dreptul la un vot în Adunarea generală a acționarilor. La articolul 13 alineatul (1) din același statut se prevede că statul este reprezentat în Adunarea generală de către reprezentanții Ministerului Economiei, Comerțului și Mediului de Afaceri, care sunt numiți și revocați prin ordin al ministrului.
43. Din statutul societății nu reiese modul în care sunt numiți cei 7 membri ai consiliului de administrație al întreprinderii Hidroelectrică [articolul 18 alineatul (1) din statut], însă, conform practicilor uzuale în mediul de afaceri, aceștia ar trebui numiți astfel încât să reprezinte în mod proporțional participațiile acționarilor majoritari și minoritari. Această interpretare este susținută și de faptul că în Ordinul ministrului nr. 445/2009 se vorbește de „reprezitanți ai Ministerului Economiei, Comerțului și Mediului de Afaceri” în consiliile de administrație. Deciziile consiliului de administrație sunt luate cu majoritatea simplă a voturilor celor prezenți [articolul 18 alineatul (10) din statut] și sunt valabile dacă sunt prezenți cel puțin 2/3 dintre membrii consiliului. Dacă membrii Consiliului de administrație reprezintă proporțional participația statului la societate, majoritatea necesară pentru votarea deciziilor nu ar trebui să fie dificil de întrunit. În plus, președintele consiliului de administrație are un vot decisiv în cazul egalității de voturi. Președintele consiliului de administrație este desemnat de Adunarea generală a acționarilor, în care
- Ministerul Economiei, Comerțului și Mediului de Afaceri deține o majoritate confortabilă de voturi.
44. România susține că contractele nu sunt imputabile statului deoarece, conform statutului societății, încheierea de contracte este atribuția exclusivă a directorului general, consiliul de administrație neavând atribuții în acest sens. Cu toate acestea, dispozițiile statute menționate mai sus par să indice cel puțin că este improbabil ca Ministerul Economiei, Comerțului și Mediului de Afaceri să nu fi fost implicat în procesul decizional al societății în ce privește încheierea de contracte între Hidroelectrică și comerțanții de energie electrică și modificările succesive aduse contractelor respective.
45. Ar mai trebui adăugat că, prin Ordinul ministrului nr. 445/2009, reprezentanții Ministerului Economiei din consiliile de administrație ale societăților publice de electricitate din România, printre care se numără și Hidroelectrică, sunt însărcinați să se asigure că, începând cu [...], partea de energie electrică destinată pieței angro este tranzacționată exclusiv pe platforma OPCOM. Dacă, conform Ordinului ministrului nr. 445/2009, reprezentanții Ministerului Economiei din consiliul de administrație al întreprinderii Hidroelectrică au competența de a asigura respectarea acestei obligații, se poate deduce că aceștia dețin într-adevăr controlul asupra practicilor de contractare ale societății.
46. În plus, se pare că anumite ajustări de preț au rezultat din intervenția directă a guvernului român, care a constatat, se pare, în aprobarea de către Ministerul Economiei a modificărilor de preț cel puțin în 2010 pentru Deva și în 2011 pentru Termoelectrică.
47. Toate acestea sugerează că statul trebuie considerat ca având influență asupra procesului decizional al societății Hidroelectrică și ca fiind implicat în deciziile adoptate de societate. Având în vedere considerentele de mai sus, Comisia este de părere, în această fază, că decizia întreprinderii Hidroelectrică de a încheia contractele în cauză cu vânzătorii de energie electrică și de a aduce modificări succesive acestor contracte este imputabilă statului.

4.1.3. Avantajul economic selectiv

48. Prin argumentele prezentate în legătură cu avantajul economic pe care Hidroelectrică se pare că l-a oferit vânzătorilor de energie electrică prin încheierea unor contracte ale căror condiții au fost pentru Hidroelectrică mai dezavantajoase decât s-ar fi putut prevedea în mod rezonabil, autoritățile române intenționează, în principal, să demonstreze că la încheierea respectivelor contracte și a modificărilor succesive aduse acestora au fost respectate condițiile pieței valabile în momentul semnării, luându-se în considerare, în special, modelul de afaceri al unui producător de energie hidroelectrică. Pe baza acestor argumente, Hidroelectrică nu a fost, așadar, dezavantajată de cadrul contractual încheiat cu vânzătorii de energie electrică și, în consecință, aceștia din urmă nu au obținut din contractele lor niciun avantaj dincolo de condițiile normale de piață, care ar putea fi contestat în temeiul articolului 107 alineatul (1) din TFUE.

⁽¹⁾ Directiva nr. 2006/111/CE a Comisiei din 16 noiembrie 2006 privind transparența relațiilor financiare dintre statele membre și întreprinderile publice, precum și transparența relațiilor financiare din cadrul anumitor întreprinderi, JO L 318, 17.11.2006, p. 17.

49. Conform jurisprudenței, testul prin care se stabilește dacă o anumită tranzacție ar putea implica un avantaj necuvenit pentru una dintre părți este să se demonstreze dacă tranzacția ar fi fost încheiată pe piață în condiții similare din perspectiva părții respective (testul investitorului privat) ⁽¹⁾.
50. În cazul dat, întrebarea relevantă este, prin urmare, dacă o întreprindere aflată în poziția societății Hidroelectrica ar fi încheiat contracte echivalente în condiții echivalente. Comisia este de părere că încercarea autorităților române de a demonstra că, datorită prețurilor convenite cu vânzătorii de energie electrică, Hidroelectrica s-a aflat într-o situație mai bună din punctul de vedere al nevoilor sale de energie electrică pe 2010 nu este pe deplin convingătoare.
51. În primul rând, argumentele utilizate par să se aplice numai pentru o perioadă de un an și pentru un singur contract, ceea ce cu greu poate fi perceput ca o dovadă a unei strategii comerciale superioare din partea întreprinderii Hidroelectrica și nu poate disipa îndoielile serioase determinate de discrepanța dintre prețurile la energie electrică pe bursa OPCOM-PCCB și prețurile cuprinse în contracte. În al doilea rând, nu este clar dacă se putea efectua același tip de calcul indiferent de perioada de timp de referință sau de contract. În al treilea rând, Comisiei nu îi este clar dacă nu se putea ca Hidroelectrica să fi căutat și să fi găsit o soluție mai ieftină de a se asigura împotriva condițiilor hidrologice nefavorabile.
52. Pe baza informațiilor furnizate de autoritățile române, Comisia înțelege că diferențele dintre prețurile stabilite în contractele încheiate de Hidroelectrica cu vânzătorii de energie electrică, pe de o parte, și prețul predominant pe piața OPCOM-PCCB, pe de altă parte, au fost cele prezentate în tabelul 3 de mai jos, atât cât avea cunoștință Comisia în momentul redactării.
53. Comisia recunoaște că asigurarea unei acuratețe depline a datelor prezentate în tabel este îngreunată de natura complexă a contractului, de caracterul incomplet al informațiilor disponibile pentru câteva dintre contracte, precum și faptul că este neclar în ce moment au fost introduse anumite modificări de preț în actele adiționale aferente contractelor. De exemplu, pe câteva dintre modificările succesive aduse contractelor nu este trecută data la care au fost semnate.
54. Lipsa datei de semnare poate indica o problemă cu părțile contractante respective sau o problemă de mai mare anvergură, legată de practicile de afaceri de pe piața energiei electrice din România. Este clar însă că natura imprecisă a procedurilor interne de raportare nu ajută prea mult la disiparea îndoielilor pe care Comisia le are cu privire la motivele exacte din spatele argumentelor și la logica de piață a acestora.

Tabelul 3 – Diferențele dintre prețurile stabilite în contractele încheiate de Hidroelectrica cu vânzătorii de energie electrică și prețurile medii pe platforma OPCOM-PCCB, exprimate în EUR și RON ⁽²⁾

	Contract with	Price		Diff. vs. OPCOM Price		Proportion of OPCOM Price
		RON/MWh	EUR/MWh	RON	EUR	%
2010						
Average OPCOM-PCCB Price (EUR) 35.05	Deva	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
Average OPCOM-PCCB Price (RON) 149.88	Termoelectrica	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]

⁽¹⁾ A se vedea cauza T-296/97, Alitalia – Linee aeree italiene SpA/Comisia, Rec., 2000, p. II-3871, punctul 81.

⁽²⁾ Prețul mediu pe platforma OPCOM-PCCB a fost calculat prin împărțirea valorii totale a contractelor semnate într-un an la volumele totale tranzacționate în cursul anului respectiv, pe baza cifrelor furnizate în Raportul anual OPCOM. Ratele de schimb au fost definite pe baza ratei de schimb oficiale a BCE pentru fiecare perioadă. Rata de schimb între RON și EUR este media ratelor de schimb lunare pentru fiecare an luat în considerare, care pot fi consultate la următoarea adresă:

http://sdw.ecb.europa.eu/quickview.do?SERIES_KEY=120.EXR.A.RON.EUR.SP00.A

Rata de schimb între EUR și USD este rata de referință a BCE și poate fi consultată la următoarea adresă:

http://sdw.ecb.europa.eu/quickview.do?SERIES_KEY=120.EXR.A.RON.EUR.SP00.A

Pentru fiecare an și pentru fiecare comerciant de energie electrică s-a folosit prețul relevant specificat în contract sau într-unul dintre actele adiționale ale contractului respectiv. În situațiile în care prețul pentru un anumit an nu era precizat, s-a folosit prețul implicit din perioada precedentă. Pentru situația în care un preț a fost modificat în cursul unui anumit an, s-a calculat media ponderată a celor două prețuri, folosindu-se ca ponderi numărul de luni de valabilitate a fiecăruia dintre prețuri. Se presupune că prețurile se achită lunar și fără reduceri în cazul plății anticipate.

	Contract with	Price		Diff. vs. OPCOM Price		Proportion of OPCOM Price
		RON/MWh	EUR/MWh	RON	EUR	%
2009						
Average OPCOM-PCCB Price (EUR) 37.55	Deva	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
Average OPCOM-PCCB Price (RON) 159.20	Termoelectrica	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]

Sursă: autoritățile române; Raportul OPCOM pentru anul 2010; BCE.

55. Din tabelul 3 rezultă că prețurile convenite de Hidroelectrică pentru cumpărarea energiei electrice de la cei doi vânzători de energie termică și electrică erau cu 40 % - 50 % mai mari decât prețurile predominante la bursa OPCOM-PCCB.
56. În plus, cantitățile furnizate care au făcut obiectul contractelor erau menite să permită întreprinderii Hidroelectrică să își onoreze obligațiile contractuale față de cumpărătorii săi. În această etapă, din procedurile oficiale referitoare la contractele dintre Hidroelectrică și clienții săi, pe care Comisia le inițiază chiar în această zi ⁽¹⁾, reiese că Hidroelectrică urma să furnizeze energie electrică la prețuri uneori cu jumătate mai mici sau, în toate cazurile, mult mai mici decât prețurile convenite în contractele de achiziție care fac obiectul procedurii de față. Era inevitabil ca Hidroelectrică să înregistreze pierderi din furnizarea către acești clienți a energiei electrice furnizate de întreprinderile Deva și Termoelectrică la prețurile de cumpărare prevăzute în contracte. Prin urmare, discrepanța considerabilă dintre prețurile de cumpărare și prețurile de vânzare practicate de Hidroelectrică tinde să sugereze faptul că contractele încheiate cu Deva și Termoelectrică au avut ca obiect și efect oferirea către aceste întreprinderi a unui avantaj artificial dincolo de condițiile pieței, care nu ar fi existat în lipsa contractelor sau, în orice situație, dacă prețurile de furnizare către Hidroelectrică, convenite în aceste contracte, ar fi fost proporționale cu prețurile sale de vânzare.
57. Tarifele preferențiale analizate pentru energia electrică au o natură selectivă, deoarece s-au aplicat numai anumitor întreprinderi. Într-adevăr, ajutorul potențial rezultă din condițiile de preț ale relațiilor contractuale dintre Hidroelectrică și vânzătorii de energie electrică, care ar fi putut obține beneficii din energia electrică pe care au fost în măsură să o vândă la tarife preferențiale.
58. Pe baza considerațiilor de mai sus și a informațiilor furnizate de autoritățile române, Comisiei îi este greu să înțeleagă logica diferențelor importante dintre prețurile stabilite în contractele încheiate de Hidroelectrică cu vânzătorii de energie electrică, pe de o parte, și prețul predominant pe piața OPCOM-PCCB pentru aceleași perioade, pe de altă parte. Opinia preliminară a Comisiei este deci că vânzătorii de energie electrică s-au bucurat de un avantaj sub forma unor prețuri ridicate în mod artificial în contractele încheiate cu Hidroelectrică și în modificările succesive aduse acestora. Amploarea relativă a avantajului selectiv poate fi estimată, în acest stadiu, ca diferența dintre prețurile contractuale și prețul de referință de pe platforma OPCOM. La nivel absolut, avantajul poate fi estimat, proporțional cu cantitățile furnizate, ca veniturile nerealizate de către Hidroelectrică, dacă în contractele respective s-ar fi aplicat prețul de referință.
59. Comisia invită România să furnizeze lămuriri suplimentare cu privire la motivele care se află în spatele contractelor sau al alegerilor făcute de părțile acestor contracte, ținând seama de contextul predominant al pieței.

4.1.4. Denaturarea concurenței

60. Pentru ca măsura respectivă să constituie ajutor de stat, în sensul articolului 107 alineatul (1) din TFUE, aceasta trebuie să denatureze concurența sau să constituie o amenințare în acest sens.

61. Întrucât vânzătorii de energie electrică au obținut un avantaj necuvenit sub forma unor prețuri (mai mari) preferențiale pentru furnizarea de energie electrică plătite de către Hidroelectrică, efectele denaturante asupra concurenței ar trebui să fie notabile. Mai precis, este posibil ca prețurile artificiale mai mari să fi fost utilizate pentru a mări în mod anormal profiturile celor doi vânzători de energie termică și electrică, cu un potențial efect denaturant în ceea ce privește alte surse de producție a energiei electrice, sau pentru a le permite să câștige venituri suplimentare.

4.1.5. Efectele asupra schimburilor comerciale intra-UE

62. Instanțele UE au susținut în mod constant că, atunci când ajutorul consolidează poziția unei întreprinderi față de alte întreprinderi cu care se află în concurență pe piața intra-UE, trebuie să se considere că acestea din urmă sunt afectate de ajutorul respectiv ⁽²⁾. Mai mult, un ajutor poate fi de așa natură încât să afecteze comerțul dintre statele membre și să denatureze concurența chiar dacă întreprinderea beneficiară, care se află în concurență cu întreprinderi din alte state membre, nu participă ea însăși la activități transfrontaliere. Atunci când un stat membru acordă un ajutor unei întreprinderi, oferta internă poate fi menținută sau sporită,

⁽¹⁾ Deciziile de inițiere a procedurii oficiale de investigare în cazurile SA 33581, 33451, XXXX și YYYY.

⁽²⁾ A se vedea, de exemplu, cauzele C-310/99, Republica Italiană/Comisia, Rec., 2002, p. I-2289, punctul 84 și T-55/99, Confederația Espanola de Transporte de Mercancías (CETM), Rec., 2000, p. II-03207, punctul 86.

consecința fiind că șansele întreprinderilor stabilite în alte state membre de a-și oferi serviciile pe piața aceluși stat membru sunt diminuate ⁽¹⁾.

63. Dată fiind natura supranațională a pieței energiei electrice din UE, este probabil ca aceste contracte să fi denaturat și schimburile comerciale intra-UE.
64. Având în vedere cele de mai sus, Comisia concluzionează că este probabil ca ajutoarele de stat în sensul articolului 107 alineatul (1) din TFUE aferente măsurilor în cauză să fi afectat schimburile comerciale intra-UE.

4.2. Potențialii beneficiari ai măsurii

65. După cum s-a precizat mai sus și pe baza informațiilor disponibile până în prezent, se pare că potențialii beneficiari ai ajutorului acordat în virtutea contractelor semnate cu Hidroelectrică și a modificărilor succesive aduse acestora sunt vânzătorii de energie electrică prezentați la secțiunea 2.2 de mai sus.

4.3. Ajutor ilegal

66. În cazul de față, tarifele preferențiale pentru energie electrică analizate au fost acordate prin încălcarea obligațiilor de notificare și a clauzelor de standstill prevăzute la articolul 108 alineatul (3) din TFUE. Astfel, Comisia consideră, în această fază, că potențialul ajutor de stat acordat vânzătorilor de energie electrică descriși mai sus, la secțiunea 2.2, sub forma unor tarife (mai mari) preferențiale pentru energia electrică, se încadrează în categoria ajutorului de stat ilegal.

4.4. Compatibilitatea cu piața internă

67. Comisia este în prezent de părere că, întrucât măresc veniturile beneficiarilor, măsurile ar constitui un ajutor de exploatare care nu poate fi considerat compatibil cu piața internă.
68. Ajutorul potențial nu pare a fi destinat atingerii unui obiectiv specific, altul decât „mărirea” artificială a veniturilor obținute de către beneficiari. Comisia este de părere, în această fază, că niciunul dintre obiectivele urmărite de celelalte norme privind ajutoarele de stat, de exemplu, Orientările comunitare privind ajutorul de stat pentru protecția mediului ⁽²⁾ sau Cadrul comunitar pentru

ajutorul de stat pentru cercetare, dezvoltare și inovare ⁽³⁾, nu este aplicabil măsurilor în cauză.

69. În final, Comisia reamintește faptul că, potrivit jurisprudenței instanțelor Uniunii, ajutorul de exploatare, cu alte cuvinte, ajutorul menit să scutească o întreprindere de cheltuielile pe care în mod normal ar fi trebuit să le suporte în gestionarea curentă sau în cadrul activităților obișnuite, nu intră, în principiu, sub incidența articolului 107 alineatul (3) din TFUE, întrucât efectul acestui ajutor este, în principiu, acela de a denatura concurența în sectoarele în care este acordat, fără a fi totuși capabil, prin însăși natura sa, să atingă vreunul dintre obiectivele stabilite în dispozițiilor derogatorii ale articolului 107 alineatul (3) din TFUE ⁽⁴⁾.
70. Ca atare, este improbabil ca ajutorul potențial să fie considerat a fi conform cu tratatul în temeiul oricărui set de norme specifice aplicabile diferitelor tipuri de ajutoare din UE.

5. CONCLUZIE

71. Pe baza informațiilor disponibile în această etapă, Comisia are îndoieli serioase cu privire la contractele încheiate între Hidroelectrică și vânzătorii de energie electrică și analizate în prezenta decizie, concluzia sa preliminară fiind că tarifele preferențiale pentru energie electrică acordate acestor vânzători după 1 ianuarie 2007 constituie un ajutor de stat ilegal, care nu pare să îndeplinească niciuna dintre condițiile necesare pentru a fi declarat compatibil cu piața internă.

Având în vedere considerentele de mai sus, Comisia, acționând în conformitate cu procedura prevăzută la articolul 108 alineatul (2) din Tratatul privind funcționarea Uniunii Europene, solicită României să își transmită observațiile și să furnizeze toate informațiile care ar putea fi de ajutor pentru evaluarea măsurilor, în termen de o lună de la data primirii acestei scrisori. Comisia le solicită autorităților din țara dumneavoastră să trimită fără întârziere o copie a acestei scrisori potențialilor beneficiari ai ajutorului.

Comisia dorește să îi reamintească României că articolul 108 alineatul (3) din Tratatul privind funcționarea Uniunii Europene are un efect suspensiv și atrage atenția asupra articolului 14 din Regulamentul (CE) nr. 659/1999 al Consiliului, care prevede că toate ajutoarele ilegale pot fi recuperate de la beneficiar.»

⁽¹⁾ Cauza C-303/88, Republica Italiană/Comisia, Rec., 1991, p. I-1433, punctul 27.

⁽²⁾ JO C 82, 1.4.2008, p. 1.

⁽³⁾ JO C 323, 30.12.2006, p. 1.

⁽⁴⁾ Cauza C-156/98, Germania/Comisia, Rec., 2000, p. I-6857, punctul 30; cauza T-459/93, Siemens SA/Comisia, Rec., 1995, p. II-1675, punctul 48; cauza T-396/08, Freistaat Sachsen und Land Sachsen-Anhalt/Comisia, Rep., 2010, p. II-0000, punctele 46-48.

AIDE D'ÉTAT — ROUMANIE

Aide d'État n° SA.33451 (2012/C) (ex 2012/NN) — Tarifs préférentiels présumés dans des contrats conclus entre Hidroelectrica SA et des négociants en électricité

Invitation à présenter des observations en application de l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2012/C 395/06)

Par lettre du 25 avril 2012, reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié à la Roumanie sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à l'égard de la mesure/l'aide susmentionnée.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations sur l'aide à l'égard de laquelle la Commission ouvre la procédure dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne
 Direction générale de la concurrence
 Direction B - «Marchés et cas I: Énergie et environnement»
 J-70 – 04/240
 1049 Bruxelles
 BELGIQUE
 Télécopieur: (32-2) 296 12 42
 E-mail: stateaidgreffe@ec.europa.eu

Ces observations seront communiquées à la Roumanie. L'identité des parties intéressées ayant présenté des observations peut rester confidentielle sur demande écrite et motivée.

— **Procédures:** la procédure est fondée sur l'article 108, paragraphe 2.

— **Description de la mesure/l'aide à l'égard de laquelle la Commission ouvre la procédure:** S.C. Hidroelectrica S.A. («Hidroelectrica»), producteur et fournisseur important d'hydroélectricité en Roumanie, aurait apporté une aide d'État à huit négociants en électricité en acceptant de leur vendre l'électricité à des prix qui semblent inférieurs de 10 % à 60 % au prix moyen du marché de l'époque. Des contrats bilatéraux à long terme ont été conclus entre 2004 et 2010. Les huit bénéficiaires de l'aide présumée sont: S.C. Energy Holding S.A.; S.C. Alpiq RomEnergie S.R.L.; S.C. Alpiq RomIndustries S.R.L.; S.C. Energy Financing Team Romania S.R.L.; S.C. Electromagnetica S.A.; S.C. EUROPEC S.A.; S.C. Luxten Lighting Group S.A.; et S.C. Electrica S.A. (ci-après les «négociants en électricité»).

— **Appréciation de la mesure/l'aide:** après avoir examiné les informations et les arguments fournis à ce jour par les autorités roumaines, la Commission ne peut dissiper les doutes importants qu'elle nourrit quant au fait que les contrats conclus entre Hidroelectrica et les négociants en électricité pourraient inclure une aide d'État au sens de l'article 107, paragraphe 1, du TFUE.

Hidroelectrica aurait apparemment encaissé des recettes moins importantes que ce qu'elle aurait pu obtenir autrement par ces contrats, et aurait, de ce fait, réduit ses bénéfices qui auraient pu être plus élevés si elle avait vendu l'électricité plus cher. L'aide en cause a pour effet, de cette manière, de réduire les dépenses de fonctionnement et les

coûts d'achat qui auraient dû être totalement supportés par les bénéficiaires, sans pour autant viser à satisfaire un quelconque objectif spécifique d'intérêt commun.

En fait, comme Hidroelectrica appartient à 80,06 % à l'État roumain par l'intermédiaire du ministère de l'économie, du commerce et des entreprises, les mesures en cause entraînent, semble-t-il, une perte de recettes pour l'État. Conformément à la jurisprudence constante et étant donné que l'État exerce apparemment un contrôle sur Hidroelectrica S.A., la Commission considère, à première vue, que la totalité des recettes potentiellement perdues doit être qualifiée de ressources d'État.

L'appréciation permettant de déterminer si une opération donnée risque de comporter un avantage indu pour l'une des parties en cause consiste à établir si, du point de vue de cette partie, l'opération aurait pu être conclue dans des conditions similaires sur le marché (critère de l'opérateur en économie de marché). La question qui se pose en l'espèce est donc de savoir si une entreprise dans la position d'Hidroelectrica aurait conclu des contrats équivalents dans des conditions équivalentes.

Sur la base des informations transmises par les autorités roumaines, et à la connaissance de la Commission au moment de la rédaction de la présente communication, celle-ci considère que les prix fixés dans les contrats conclus entre Hidroelectrica et les négociants en électricité se situaient entre [...] % (*) et [...] % (*) du prix de l'électricité

(*) Information confidentielle

affiché sur le marché libre de l'électricité OPCOM-PCCB. Les tarifs d'électricité préférentiels en cause ont un caractère sélectif puisqu'ils n'étaient appliqués qu'à certaines entreprises.

Au vu des considérations qui précèdent et sur la base des informations transmises par les autorités roumaines, la Commission peine à comprendre le raisonnement qui justifie de tels écarts. Elle estime donc, à première vue, que les négociants en électricité ont profité d'un avantage indu sous la forme de prix de l'électricité artificiellement déflatés dans leurs contrats avec Hidroelectrica et dans leurs avenants successifs.

L'aide présumée fausse la concurrence et affecte les échanges intra-UE, au sens de l'article 107, paragraphe 1, du TFUE. Étant donné que les négociants en électricité ont profité d'un avantage sélectif indu sous la forme d'un tarif préférentiel (inférieur) à l'achat d'électricité auprès d'Hidroelectrica, les effets de distorsion sur la concurrence devraient être importants. L'électricité étant un élément important de la structure des coûts pour la plupart des industries, les négociants en électricité peuvent avoir été en mesure de tirer un bénéfice indu des tarifs inférieurs puisqu'ils peuvent avoir soit anormalement accru leurs bénéfices, soit leur avoir procuré un avantage concurrentiel par rapport à leurs concurrents, soit encore leur avoir procuré un avantage combinant les deux effets.

Dans le cas d'espèce, les tarifs préférentiels de l'électricité en cause ont été accordés en violation des obligations de notification et de non-mise à exécution prévues par l'article 108, paragraphe 3, du TFUE. Par conséquent, la Commission estime à ce stade que l'aide d'État potentielle décrite ci-dessus, consentie aux négociants en électricité sous la forme de tarifs d'électricité préférentiels (inférieurs), doit être considérée comme une aide d'État illégale. La Commission est actuellement d'avis que, puisque les mesures prises ont réduit les coûts pour les bénéficiaires, elles constituent des aides au fonctionnement qui ne sont pas compatibles avec les règles du marché intérieur.

Se fondant sur les informations disponibles à ce stade, la Commission a des doutes sérieux sur les contrats conclus entre Hidroelectrica et les négociants en électricité en cause et conclut, de manière préliminaire, que les tarifs préférentiels d'électricité consentis après le 1^{er} janvier 2007 à ces négociants constituent une aide d'État illégale qui semble ne remplir aucune des conditions nécessaires pour pouvoir être déclarée compatible avec le marché intérieur.

Conformément à l'article 14 du règlement (CE) n° 659/1999 du Conseil, toute aide illégale peut faire l'objet d'une récupération auprès de son bénéficiaire.

TEXTE DE LA LETTRE

«Comisia dorește să informeze România că, în urma examinării informațiilor furnizate de autoritățile din țara dvs. cu privire la măsurile menționate mai sus, a decis să inițieze procedura oficială de investigare prevăzută la articolul 108 alineatul (2) din Tratatul privind funcționarea Uniunii Europene.

1. PROCEDURĂ

1. La 2 august 2011, Comisia a primit o plângere din partea Fondului Proprietatea, un fond de investiții care deține un pachet minoritar de acțiuni, de 20 %, în cadrul S.C. Hidroelectrica S.A. (denumită în continuare „Hidroelectrica”); plângerea a fost înregistrată în aceeași zi.
2. Comisia a solicitat informații cu privire la măsurile care fac obiectul prezentei decizii printr-o scrisoare datată 22 septembrie 2011. România a răspuns prin scrisorile din 16 noiembrie 2011 și 18 noiembrie 2011. De asemenea, la 16 noiembrie 2011, Comisia a organizat a reuniune cu autorul plângerii și a primit comentarii din partea a trei din potențialii beneficiari ai ajutorului, întreprinderile Alpiq RomIndustries S.R.L. și Alpiq RomEnergie S.R.L. (denumite în continuare „Alpiq”), prin scrisoarea din 17 ianuarie 2012, înregistrată în aceeași zi, și întreprinderea Energy Holding S.R.L. (denumită în continuare „Energy Holding”), prin scrisoarea din 27 februarie 2012, înregistrată în aceeași zi. Pe 21 și 22 martie au avut loc reuniuni cu Energy Holding și, respectiv, Alpiq.

2. DESCRIEREA PĂRȚILOR CONTRACTANTE ȘI A MĂSURILOR DE AJUTOR PREZUMATE

3. Autorul plângerii susține că Hidroelectrica a încheiat contracte cu cei opt comercianți de energie electrică enumerați în continuare la prețuri mai mici decât prețul mediu al pieței, exprimat în prețul mediu de pe piața de schimb liberă a tranzacțiilor bilaterale din România, care fost calculat ca fiind 166,4 RON/MWh⁽¹⁾. Având în vedere că Hidroelectrica este controlată de statul român, autorul plângerii susține că aceste contracte au însemnat *de facto* acordarea de ajutor de stat celor opt comercianți de energie electrică.
4. În această secțiune se descriu circumstanțele faptice legate de contractele bilaterale dintre Hidroelectrica S.A. și cei opt comercianți de energie electrică. De asemenea, în această secțiune se oferă informații despre funcționarea pieței angro de energie electrică din România și despre profilul părților contractante.

2.1. Părțile contractante

5. Hidroelectrica⁽²⁾ este cel mai mare producător de energie electrică din România, cu o producție medie de 17,46 TWh într-un an hidrologic mediu – ceea ce reprezintă, conform propriilor estimări ale societății, aproximativ 30 % din producția anuală de energie electrică

⁽¹⁾ Mai exact, prețul mediu a fost calculat de autorul plângerii ca media ponderată a tuturor tranzacțiilor care au avut loc pe piața de schimb liberă pentru tranzacțiile bilaterale în 2010, cu excepția tranzacției dintre Hidroelectrica și ArcelorMittal Galați.

⁽²⁾ Mai multe informații despre această societate sunt disponibile la www.hidroelectrica.ro.

globală a României - și o capacitate globală de producere de energie de 6 438 MWh instalați. Acesta este, de asemenea, al doilea cel mai ieftin producător de energie electrică din România (după producătorul de energie nucleară Nuclearelectrica, care are o capacitate mai redusă). Din 2005, Hidroelectrica a fost clasată în fiecare an printre cele mai valoroase cinci societăți din România.

6. Societatea își are sediul în București și deține 12 filiale teritoriale. În prezent, statul român (prin Ministerul Economiei, Comerțului și Mediului de Afaceri) deține un pachet majoritar de acțiuni, de 80,06 %, în cadrul Hidroelectrica, restul de 19,94 % fiind deținut de fondul de investiții Proprietatea (din care statul român deține o participație de 38 %).
7. Fondul Proprietatea și-a concentrat plângerea asupra unui număr de opt comercianți de energie electrică activi pe piața din România. Aceștia sunt: S.C. Alpiq RomEnergie S.R.L. (denumit în continuare „Alpiq RomEnergie”) și S.C. RomIndustries S.R.L. (denumit în continuare „Alpiq RomIndustries”), ambii aflați în proprietatea operatorului privat elvețian Alpiq, care a fost creat prin fuziunea Aare-Tessin Ltd. for Electricity cu EnergieOuest Suisse în 2008 și care este activ în principal în sud-estul Europei; S.C. Energy Financing Team Romania S.R.L. (denumit în continuare „EFT”), o filială a grupului EFT cu sediul în Cipru, care a cumpărat din România aproximativ 25 % din energie și a furnizat în România 11 % din energie, în 2008, și este activ în principal în Balcani; S.C. Electrica S.A. (denumit în continuare „Electrica”), furnizor de servicii de electricitate atât către clienții eligibili persoane fizice, cât și către propriile filiale, activ în România; S.C. Electromagnetica S.A. (denumit în continuare „Electromagnetica”), furnizor de produse și servicii de iluminat și comerciant de energie electrică cu sediul în România; S.C. Energy Holding S.A. (denumit în continuare „Energy Holding”), un furnizor de energie aflat în proprietate privată, care deține o poziție importantă pe piața din România și este activ și pe plan internațional, în special în sud-estul Europei; S.C. EURO-PEC S.A. (denumit în continuare „EURO-PEC”), specializat în comercializarea de produse din fier și oțel pentru sectorul construcțiilor civile, industriale și navale și comerciant de energie electrică activ în sud-estul Europei și S.C. Luxten Lighting Group S.A. (denumit în continuare „Luxten”), producător de produse de iluminat și comerciant de energie electrică. În textul de mai jos al prezentei decizii, aceste societăți vor fi denumite împreună „comercianții de energie electrică”.

2.2. Contractele dintre Hidroelectrica și comercianții de energie electrică

8. Autoritățile române au oferit informații privind contractele dintre Hidroelectrica și cei opt comercianți de energie electrică enumerați anterior, în special privind principalele cadre contractuale și modificările ulterioare ale acestora. Nu toate contractele au fost semnate în aceeași perioadă: în special, șase dintre aceste contracte datează din 2004, dintre care cinci au fost semnate pentru o perioadă de zece ani, iar un contract pare a fi o modificare a unui contract semnat inițial în 2004; un contract a fost semnat în 2008, însă pare a fi o modificare a unui contract anterior, iar un contract a fost semnat în 2010.

9. Conform tuturor contractelor, părțile pot modifica elementele-cheie ale acestora în fiecare an, în special prețul și cantitatea furnizată. În continuare se prezintă o scurtă descriere a fiecărei modificări a contractelor dintre Hidroelectrică și fiecare comerciant de energie electrică.

Contractul dintre Hidroelectrică și Alpiq RomEnergie

10. În conformitate cu acest contract, semnat în 2008, S.C. EHOL Distribution S.R.L. dobândește o parte din capacitatea contractată anterior de Energy Holding și intră în relații contractuale directe cu Hidroelectrică. EHOL a fost achiziționat de Alpiq Group în 2009 și și-a schimbat denumirea în Alpiq RomEnergie.
11. Tabelul 1 de mai jos cuprinde principalele caracteristici ale fiecărei modificări contractuale.

Tabelul 1 – Contractul dintre Hidroelectrică și Alpiq RomEnergie

Modificări contractuale	Data semnării	Elemente principale
Contractul din 2008	[...] (*)	• [...] (*)
Actul adițional nr. 1	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 2	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 3	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 3'	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 4	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 5	[...]	• [...]

(*) informații confidențiale
Sursă: autoritățile române

Contractul dintre Hidroelectrică și Alpiq RomIndustries

12. Hidroelectrică a semnat contractul inițial cu S.C. Buzmann Industries S.R.L., care a fost ulterior cumpărată de societatea elvețiană Aare-tessin Ltd., în 2007. Aare-Tessin Ltd. for Electricity Alpiq a fuzionat apoi cu EnergieOuestSuisse, creându-se astfel grupul Alpiq, iar în 2010, Buzmann Industries Ltd. și-a schimbat denumirea în Alpiq RomIndustries.
13. Tabelul 2 de mai jos cuprinde principalele caracteristici ale fiecărei modificări contractuale.

Tabelul 2 – Contractul dintre Hidroelectrică și Alpiq RomIndustries

Modificări contractuale	Data semnării	Elemente principale
Contractul din 2004	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 1	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 2	[...]	• [...]

Modificări contractuale	Data semnării	Elemente principale
Actul adițional nr. 3	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 4	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 5	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 6	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 7	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 8	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 9	[...]	• [...]

Sursă: autoritățile române

Contractul dintre Hidroelectrică și EFT

14. Contractul inițial a fost semnat în 2004. Tabelul 3 de mai jos cuprinde principalele caracteristici ale fiecărei modificări contractuale.

Tabelul 3 – Contractul dintre Hidroelectrică și EFT

Modificări contractuale	Data semnării	Elemente principale
Contractul din 2004	[...]	• [...]
Convenția nr. 18511	[...]	• [...]
Convenția nr. 12424	[...]	• [...]
Convenția nr. 23093	[...]	• [...]
Convenția nr. 22626	[...]	• [...]
Convenția nr. 23780	[...]	• [...]
Convenția nr. 25274	[...]	• [...]

Sursă: autoritățile române

Contractul dintre Hidroelectrică și Electrica

15. Hidroelectrică a semnat două contracte cu Electrica, ambele în 2010. Tabelul 4 de mai jos cuprinde principalele elemente ale fiecărui contract și modificările contractuale aduse primului contract.

Tabelul 4 – Contractul dintre Hidroelectrică și Electrica

Modificări contractuale	Data semnării	Elemente principale
Contractul nr. 111 din 2010	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 1	[...]	• [...]
Contractul nr. 112 din 2010	[...]	• [...]

Sursă: autoritățile române

Contractul dintre Hidroelectrică și Electromagnetica

16. Contractul a fost semnat în 2004. Tabelul 5 de mai jos cuprinde principalele caracteristici ale fiecărei modificări contractuale.

Tabelul 5 – Contractul dintre Hidroelectrică și Electromagnetica

Modificări contractuale	Data semnării	Elemente principale
Contractul din 2004	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 1	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 2	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 3	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 4	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 5	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 6	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 7	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 8	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 9	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 10	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 11	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 12	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 13	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 14	[...]	• [...]

Sursă: autoritățile române

Contractul dintre Hidroelectrică și Energy Holding

17. Contractul a fost semnat în 2004. Hidroelectrică s-a angajat inițial să preia obligația societății Energy Holding de a furniza energie electrică către S.C. ALRO S.A. Tabelul 6 de mai jos cuprinde principalele caracteristici ale fiecărei modificări contractuale.

Tabelul 6 – Contractul dintre Hidroelectrică și Energy Holding

Modificări contractuale	Data semnării	Elemente principale
Contractul din 2004	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 1	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 2	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 3	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 4	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 4bis	[...]	• [...]

Actul adițional nr. 5	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 6	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 7	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 8	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 9	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 10	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 11	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 12	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 13	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 14	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 15	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 16	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 17	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 18	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 19	[...]	• [...]

Sursă: autoritățile române

Contractul dintre Hidroelectrică și EURO-PEC

18. Contractul a fost semnat în 2004. Tabelul 7 de mai jos cuprinde principalele caracteristici ale fiecărei modificări contractuale.

Tabelul 7 – Contractul dintre Hidroelectrică și EURO-PEC

Modificări contractuale	Data semnării	Elemente principale
Contractul din 2004	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 1	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 2	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 3	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 4	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 5	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 6	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 7	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 8	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 9	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 10	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 11	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 12	[...]	• [...]

Sursă: autoritățile române

Contractul dintre Hidroelectrica și Luxten Lighting

19. Contractul a fost semnat în 2004. Tabelul 8 de mai jos cuprinde principalele caracteristici ale fiecărei modificări contractuale.

Tabelul 8 – Contractul dintre Hidroelectrica și Luxten Lighting

Modificări contractuale	Data semnării	Elemente principale
Contractul din 2004	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 1	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 2	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 3	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 4	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 5	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 6	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 7	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 8	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 9	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 10	[...]	• [...]
Actul adițional nr. 11	[...]	• [...]

Sursă: autoritățile române

2.3. Piața angro de energie electrică din România

20. Din septembrie 2000, piața angro de energie electrică din România este administrată de OPCOM S.A. ⁽¹⁾ în temeiul legislației secundare din România adoptate de autoritatea de reglementare din domeniul energetic ANRE ⁽²⁾ în aplicarea Directivei europene 96/92/CE. OPCOM este o societate pe acțiuni instituită în 15 august 2000 în temeiul Hotărârii de Guvern nr. 526/2000.
21. Conform descrierii proprii a domeniului de activitate, OPCOM administrează trei tipuri principale de tranzacții cu energie electrică:
- tranzacții „pentru ziua următoare”;
 - tranzacții intrazilnice (licitate la intervale de o oră) ⁽³⁾; și

⁽¹⁾ Mai multe informații privind organizarea și funcționarea OPCOM sunt disponibile la www.opcom.ro.

⁽²⁾ Mai multe informații privind autoritatea română de reglementare în domeniul energetic ANRE sunt disponibile la www.anre.ro.

⁽³⁾ Conform informațiilor disponibile pe site-ul OPCOM (www.opcom.ro), în această etapă nu este clar dacă acest tip de tranzacții diferă, în ceea ce privește conținutul, de tranzacțiile pentru ziua următoare în forma în care sunt derulate în prezent.

— contracte bilaterale licitate – care, la rândul lor, pot fi de două tipuri: mecanisme de licitație publică (PCCB) și mecanisme de negociere continuă (PCCB-CN).

Ordinul ministrului nr. 445/2009

22. În România, consumatorii industriali au posibilitatea de a achiziționa energie electrică pe piața OPCOM sau prin contracte negociate direct. Având în vedere că majoritatea producătorilor de energie electrică sunt deținuți de către stat, România urmărește să mărească volumul de energie electrică licitată pe platforma OPCOM, care este o modalitate de comercializare mai transparentă și mai favorabilă concurenței decât contractele bilaterale negociate direct.
23. În acest scop, în martie 2009, Ministerul Economiei, Comerțului și Mediului de Afaceri din România a emis Ordinul ministrului nr. 445/2009, care îi autorizează pe reprezentanții proprii din consiliile de administrație și din adunarea generală a acționarilor a companiilor publice de electricitate să se asigure că partea din producția de energie electrică destinată pieței angro este comercializată exclusiv pe platforma OPCOM.
24. Articolul 1 alineatul (1) din Ordinul ministrului nr. 445/2009 stipulează că adunarea generală și consiliile de administrație ale companiilor publice de electricitate trebuie să ia decizii în acest sens până la 31 martie 2009. Conform articolului 1 alineatul (2) din același ordin, contractele bilaterale în curs de executare sunt exceptate de la această regulă. Articolul 2 alineatul (1) din același ordin stipulează mai departe că ofertele care urmează să fie făcute pe platforma OPCOM în sistemul PCCB trebuie aprobate de consiliile de administrație ale companiilor publice de electricitate. Articolul 4 alineatul (2) din ordin prevede sancțiunile aplicabile reprezentanților Ministerului Economiei care nu își îndeplinesc obligațiile prevăzute în acest ordin.
25. În urma emiterii Ordinului ministrului nr. 445/2009, Hidroelectrica S.A. a încheiat numai două tranzacții pe platforma OPCOM, pe baza ofertelor CMBC „de achiziționare”, cu prețuri maxime. Hidroelectrica nu a achiziționat pe platforma OPCOM o ofertă CMBC „de vânzare” cu preț minim. În prezent, o mare parte din producția sa de energie electrică destinată pieței angro este vândută pe baza contractelor bilaterale, pe termen lung, negociate direct.

3. OBSERVAȚII DIN PARTEA ROMÂNIEI

26. România consideră că contractele încheiate de Hidroelectrica cu comercianții de energie electrică, care fac obiectul prezentei decizii, nu implică în mod necesar ajutor de stat în sensul articolului 107 alineatul (1) din TFUE. Argumentația sa se bazează pe următoarele trei elemente principale: în primul rând, în deciziile sale de a încheia contractele, Hidroelectrica a acționat în conformitate cu principiile pieței; în al doilea rând, în ceea ce privește prețul OPCOM-PCCB de 166,4 RON/MWh, pe care autorul plângerii îl folosește ca referință pentru a compara prețurile negociate în contractele cu comercianții de energie electrică, acesta nu este o referință corectă pentru prețul pieței; și, în al treilea rând, rolul autorităților române în managementul societății Hidroelectrica este limitat și deciziile societății nu pot fi imputate statului român.

Hidroelectrică a acționat în conformitate cu principiile pieței

27. România susține că Hidroelectrică nu acționează pe baza unei liste predeterminate a prețurilor, întrucât societatea este activă atât pe piața reglementată, cât și pe cea concurențială. Pe piața reglementată, prețurile sunt stabilite de Autoritatea Națională de Reglementare în domeniul Energiei (denumită în continuare „ANRE”) și Hidroelectrică trebuie să le aplice. Pe piața concurențială, Hidroelectrică negociază contracte în mod bilateral atât cu cumpărătorii, cât și cu vânzătorii și, în general, renevoiește contractele o dată pe an, adaptându-le la evoluțiile pieței și la propriile condiții de performanță.
28. România a explicat că, în relația sa cu comercianții de energie electrică, Hidroelectrică acționează ca un furnizor autorizat, și nu ca un producător. Acest lucru presupune că își formează un portofoliu de cantități care urmează a fi vândute, folosind resurse proprii și resurse de pe piață pentru a respecta cererea negociată în conformitate cu politica sa comercială.
29. De asemenea, autoritățile române subliniază că este necesar să se examineze circumstanțele reale în care Hidroelectrică a negociat și a încheiat contractele. În special, se menționează că o mare parte a contractelor au fost încheiate în perioada în care piața de electricitate din România nu era încă liberalizată și ANRE încuraja un sistem de înțelegeri comerciale pe termen lung pentru a permite dezvoltarea competențelor manageriale într-o piață de electricitate prosperă. România menționează că acordurile comerciale încheiate bilateral de Hidroelectrică prevedeau un preț mai mare decât prețul de pe piața reglementată la momentul semnării.
30. Autoritățile române explică, totodată, că acțiunile societății Hidroelectrică erau conforme cu documentul oficial al României „Foaia de parcurs din domeniul energetic din România”, care făcea parte din cadrul legal adoptat în procesul de aderare la UE ⁽¹⁾. Foaia de parcurs permitea coexistența unei piețe reglementate cu o piață concurențială. Pe piața concurențială se puteau negocia contracte bilaterale și contracte încheiate pe piața „pentru ziua următoare”.
31. Potrivit României, contractele semnate de Hidroelectrică în 2010 au fost negociate ținându-se seama de mai multe aspecte, în special de prețul prevăzut în contract pentru anul anterior, de prețul reglementat pentru 2010, de prețul mediu de furnizare pe piața reglementată pentru consumatorii captivi pentru 2010, de costurile medii de furnizare per MWh, incluzând producția proprie și achizițiile externe, și de prețul minim de furnizare de energie electrică pe piața concurențială.
32. Autoritățile române menționează că Hidroelectrică nu folosește piața OPCOM-PCCB din trei motive. În primul rând, piața centralizată împiedică modificarea contractelor după încheierea acestora, inclusiv folosirea prețurilor indexate care ar ține seama de schimbările în nivelul

prețurilor generale, de costuri sau de orice alt eveniment care ar putea influența funcționarea societății. Prin urmare, încheierea de contracte pe o durată mai lungă de un an ar implica asumarea unor riscuri substanțiale de către societate, în timp ce folosirea de contracte pe termen mai lung care pot fi negociate în mod liber, dar și ajustate periodic oferă societății Hidroelectrică un grad mai mare de flexibilitate. În al doilea rând, încheierea de contracte pe un an ar avea repercusiuni, pe de altă parte, asupra capacității societății Hidroelectrică de a accesa instrumente de creditare, întrucât, potrivit autorităților române, multe dintre acestea impun garanții, cum ar fi contracte de furnizare. În al treilea rând, contractele pe termen lung oferă societății Hidroelectrică posibilitatea de a face mai ușor prognoze în legătură cu performanțele viitoare, de exemplu în ceea ce privește nevoile bugetare.

Absența unui element de comparație

33. România consideră că prețul mediu OPCOM-PCCB furnizat de autorul plângerii nu reprezintă referința corectă pentru a analiza dacă prețurile din contractele semnate de Hidroelectrică cu comercianții de energie electrică erau nejustificat de mici.
34. În primul rând, autoritățile române sugerează că nu există în realitate un preț al pieței pe piața energiei electrice din România. Prețurile pot fi folosite doar ca o referință în cadrul negocierilor. De asemenea, prețurile utilizate de autorul plângerii pentru a calcula prețul mediu OPCOM sunt preluate din secțiunea „negocieri în curs” a OPCOM-PCCB, unde au loc relativ puține tranzacții, și, prin urmare, nu pot fi considerate reprezentative pentru ansamblul pieței.
35. În al doilea rând, România susține că fiecare tranzacție aparține unei categorii proprii și, prin urmare, nu este corectă comparația dintre acestea. Media ponderată a celor 21 de tranzacții care s-au încheiat pe platforma OPCOM-PCCB este de 149,96 RON/MWh dacă se include componenta de transport, și de 140,00 RON/MWh fără aceasta, potrivit autorităților române. Volumul total tranzacționat în 2010 a fost de 3 874 480 MWh, în care intră și o tranzacție relativ mare dintre Hidroelectrică și ArcelorMittal Galați, cu un nivel de 1 752 000 MWh.

Statului nu i se pot imputa deciziile societății Hidroelectrică

36. România susține că contractele dintre Hidroelectrică și comercianții de energie electrică nu sunt imputabile statului. Potrivit autorităților române, Ministerul Economiei, Comerțului și Mediului de Afaceri, care deține o participație de 80,06 % în cadrul societății, nu are nicio implicație în politica decizională a Hidroelectrică. Rolul statului român se limitează la participarea la adunările acționarilor, în calitate de acționar, în conformitate cu articolul 13 din statutul societății Hidroelectrică.

4. OBSERVAȚII DIN PARTEA TERȚILOR

37. Comisia a primit două contribuții nesolicitate de la reprezentanții a trei comercianți de energie electrică - Alpiq RomIndustries, Alpiq RomEnergie și Energy Holding.

⁽¹⁾ Hotărârea nr. 890 din 29 iulie 2003 a Guvernului României, Monitorul Oficial nr. 581 din 14 august 2003.

38. Alpiq RomIndustries și Alpiq RomEnergie au comentat natura neobișnuită a acestui caz, având în vedere că autorul plângerii este acționar al societății despre care susține că a fost folosită ca mijloc pentru acordarea de ajutoare de stat și că, în principiu, dreptul UE nu ar trebui folosit pentru a proteja interesele financiare ale unui acționar minoritar. Aceste două societăți menționează că acordurile cu Hidroelectrica au fost rezultatul unor decizii manageriale luate din considerente comerciale și că, în niciun caz, aceste contracte nu conferă un avantaj nelegal celor două societăți, testul relevant fiind acela dacă Hidroelectrica a acționat la semnarea contractelor ca un vânzător pe piața privată⁽¹⁾. Cei doi comercianți susțin, de asemenea, că, în ipoteza în care contractele ar implica ajutor de stat, acesta s-ar încadra fără probleme în categoria ajutoarelor existente și nu ar face obiectul obligației de standstill în temeiul articolului 108 alineatul (3) din TFUE.
39. Energy Holding susține că contractul său cu Hidroelectrica nu constituie ajutor de stat din două motive principale. În primul rând, autoritățile române nu au fost niciodată implicate și nu au exercitat nicio influență asupra deciziilor societății Hidroelectrica în legătură cu aceste contracte. În al doilea rând, Hidroelectrica a acționat cu fiecare ocazie în interes comercial propriu, ca investitor privat. Mai exact, atunci când a semnat un contract, s-a așteptat să obțină un profit și a asigurat un randament sporit și un risc diminuat în comparație cu următoarea alternativă.
40. Energy Holding a prezentat un raport întocmit de firma de consultanță [...] pentru a analiza dacă prețul mediu OPCOM-PCCB utilizat de autorul plângerii este un element de referință rezonabil pentru a aprecia existența ajutorului de stat și pentru a efectua ceea ce descrie ca fiind evaluarea contractului și a condițiilor în care acesta a fost încheiat, necesară pentru aplicarea corectă a principiului investitorului privat într-o economie de piață.
41. Energy Holding sugerează, de asemenea, că nu există precedente relevante care să poată fi utilizate pentru a se evalua existența ajutorului de stat, având în vedere faptul că, în cazurile precedente în care Comisia a analizat contracte de energie electrică încheiate pe termen lung, a existat un element clar identificabil de ajutor de stat prevăzut în contract.
42. În legătură cu aplicarea principiului investitorului privat într-o economie de piață, Energy Holding efectuează o analiză în două etape. Mai întâi, vizează să demonstreze că Hidroelectrica era îndreptățită, la momentul semnării contractului, să aștepte un randament normal al contractului într-o perioadă rezonabilă de timp. În al doilea rând, analizează caracteristicile acordului contractual, luate individual, pentru a stabili dacă ar putea fi considerate raționale din punct de vedere economic.
43. În cadrul primei etape a analizei, [...] a calculat valoarea actualizată netă (denumită în continuare „VAN”) a contractului folosind două metodologii diferite: analiza rentabilității marginale și cea a rentabilității costurilor complet alocate. În cazul ambelor metodologii, analiza ține seama de costurile, prețul și volumele cunoscute la momentul semnării contractului. În cazul analizei profitabilității/rentabilității marginale s-a avut în vedere doar o parte din costurile marginale de producție ale societății Hidroelectrica, toate celelalte investiții fiind considerate nerecuperabile. În cazul analizei rentabilității costurilor complet alocate s-a luat în calcul o parte din costurile totale de producție ale societății, presupunându-se că investițiile în active sunt nerecuperabile, dar că este nevoie de efectuarea unor investiții pentru a menține societatea în stare de funcționare. Rata de actualizare folosită în calcularea VAN reprezintă costurile de capital ale societății Hidroelectrica, în special costul mediu ponderat al capitalului (denumit în continuare „CMPC”) și a fost calculată a fi [...] pentru perioada 2003-2013 și [...] pentru perioada 2010-2018.
44. [...] estimează că VAN previzionată a contractului dintre Hidroelectrica și Energy Holding este cea menționată în tabelul 9 de mai jos.

Tabelul 9 – VAN estimată a contractelor dintre Hidroelectrica și Energy Holding (în milioane de RON)

Metodologie	2004-2013	2010-2018
Analiza rentabilității marginale	[...]	[...]
Analiza rentabilității costurilor complet alocate	[...]	[...]

Sursă: observațiile depuse la Comisie de Energy Holding

45. De asemenea, [...] a estimat profitabilitatea/rentabilitatea contractului în funcție de rata internă de rentabilitate (denumită în continuare „RIR”) și în special de RIR trunchiată. Această metodologie ține seama de valoarea activelor în diferite momente și calculează rata rentabilității în intervalele de timp specificate. [...] estimează că RIR trunchiată a acordului contractual dintre hidroelectrica și Energy Holding este de [...].
46. În cadrul celei de-a doua etape a analizei, Energy Holding susține că durata mai mare a contractului cu Hidroelectrica era esențială pentru a garanta reducerea riscului comercial și că a facilitat finanțarea operațiunilor societății. Contractul oferea și un prag minim al prețului pentru serviciile Hidroelectrica, ceea ce însemna siguranța unor fluxuri de lichidități. În final, clauzele privind plata în avans incluse în contract asigurau faptul că Hidroelectrica făcea de fapt economii în materie de costuri de capital circulant și de costuri potențiale de colectare.
47. [...] a estimat că beneficiile suplimentare descrise în paragraful anterior corespundeau volumurilor de venit subliniate în tabelul 10 de mai jos.

⁽¹⁾ A se vedea cauza C 482/99, Stardust Marine, 16 mai 2002.

Tabelul 10 – Beneficii suplimentare estimate care decurg din contractul dintre Hidroelectrică și Energy Holding (mii de RON)

Metodologie	2004-2013	2010-2018
Risc comercial redus	[...]	[...]
Protecție în caz de scădere a prețurilor	[...]	[...]
Clauze privind plata în avans	[...]	[...]

Sursă: observațiile depuse la Comisie de Energy Holding

48. Energy Holding este de părere, de asemenea, că nivelul costurilor de renunțare la căutarea altor oportunități pe piață este scăzut. Raționamentul se întemeiază pe caracteristicile opțiunilor aflate la dispoziția societății Hidroelectrică în momentul încheierii contractului cu Energy Holding. Pe piața reglementată, Hidroelectrică nu ar fi putut vinde cantitățile pe care le-a vândut societății Energy Holding, iar prețul ar fi fost mai mic. Pe de altă parte, piața OCCPOM-PCCB nu era disponibilă atunci când Hidroelectrică a semnat contractul, iar în momentul când această piață a fost disponibilă, începând din decembrie 2005, Hidroelectrică ar fi fost nevoită să vândă cantități mai mici, la prețuri reduse și să își asume riscuri mai mari din cauza naturii relativ inflexibile a contractelor de pe acea piață. În special, după cum subliniază autoritățile române, ofertele depuse pe piața OPCOM-PCCB nu pot fi modificate și trebuie să includă clauze standard, inclusiv clauze privind furnizarea și cantități fixe, care nu pot fi negociate ulterior.
49. Energy Holding susține că piața „pentru ziua următoare”, o piață de tranzacționare unde se negociază vânzarea și cumpărarea de servicii standardizate pentru următoarea zi calendaristică, nu reprezintă o alternativă adecvată la încheierea de contracte bilaterale pe termen lung, întrucât se folosește în principal pentru tranzacționarea capacităților excedentare pe termen scurt și, prin urmare, presupune un grad ridicat de volatilitate pentru vânzători. De asemenea, nu s-a considerat fezabilă exportarea acestor volume de energie electrică, din cauza capacității de interconectare limitate a infrastructurii energetice a României.
50. Comparând valoarea estimată totală a contractului, pe baza calculelor VAN și a beneficiilor suplimentare descrise anterior, cu valoarea estimată a oportunităților de pe piețele alternative în cadrul unor combinații de trei piețe potențiale, în special comparând vânzările pe piața reglementată cu vânzările pe piața OPCO-PCCB, Energy Holding concluzionează că alegerea oportunităților de pe piețele alternative ar fi avut drept rezultat o pierdere a veniturilor totale între [...] RON și [...] RON în perioada 2004-2013 și între [...] RON și [...] RON în perioada 2010-2018.
51. Pe baza acestei analize, Energy Holding concluzionează că Hidroelectrică a acționat în conformitate cu principiul investitorului privat într-o economie de piață atunci când a încheiat contractul cu furnizorul de energie electrică.

5. EVALUARE

52. În urma examinării informațiilor și argumentelor furnizate până în prezent de autoritățile române și de potențialii beneficiari ai ajutorului, Comisia nu poate disipa îndoielile serioase pe care le are cu privire la faptul că în cazul contractelor încheiate cu comercianții de energie electrică poate fi vorba de un ajutor de stat în sensul articolului 107 alineatul (1) din TFUE. Întrucât acordarea ajutorului determină reducerea unor cheltuieli de exploatare, care ar fi trebuit să fie suportate în întregime de beneficiari, fără să se urmărească atingerea vreunui obiectiv specific de interes comun, Comisia are îndoieli în legătură cu compatibilitatea unui astfel de ajutor cu tratatul.

53. Indiciile privind existența ajutorului de stat în cele opt contracte și îndoielile cu privire la compatibilitatea acestui potențial ajutor cu piața internă sunt explicate în cele ce urmează.

5.1. Competența de revizuire a contractelor încheiate înainte de 1 ianuarie 2007 și a modificărilor succesive aduse acestora

54. O chestiune preliminară care trebuie abordată este dacă Comisia are competența de a revizui ajutoarele implicate de contractele încheiate înainte de 1 ianuarie 2007, data aderării României la UE. În argumentația prezentată până acum, România nu a contestat direct competența de revizuire a Comisiei, însă Alpiq RomEnergie și Alpiq RomIndustries au susținut că, dacă se constată că există, ajutorul ar trebui considerat ajutor existent.

55. Întrebarea care se pune este, așadar, dacă contractele încheiate înainte de 1 ianuarie 2007 (inclusiv modificările succesive aduse acestora) ar trebui clasificate drept „ajutoare existente” sau „ajutoare noi”, astfel cum se prevede la articolul 108 din TFUE și în regulamentul de procedură ⁽¹⁾.

56. Anexa V la Actul de aderare a Bulgariei și României din 2005 ⁽²⁾, întemeiată pe articolul 22 din același act de aderare, cuprinde dispoziții speciale care derogă de la articolul 1 din regulamentul de procedură. La punctul 2.1. din Anexa V, în special, se prevede după cum urmează (excepție făcând sectorul transporturilor și activitățile legate de producție, prelucrare sau comercializare a produselor menționate în Anexa I la Tratatul CE):

„Următoarele scheme de ajutor și ajutorul individual implementate într-un nou stat membru înainte de data aderării și aplicabile și după această dată se consideră după aderare ca ajutor existent în înțelesul articolului 88 alineatul (1) din Tratatul CE:

(a) măsuri de ajutor implementate înainte de 10 decembrie 1994;

(b) măsuri de ajutor enumerate în apendicele la prezenta anexă;

⁽¹⁾ Regulamentul (CE) nr. 659/1999 al Consiliului din 22 martie 1999 de stabilire a normelor de aplicare a articolului 93 din Tratatul CE, JO L 83 din 27.3.1999, p. 1.

⁽²⁾ JO L 157 din 21.6.2005, p. 268.

(c) măsuri de ajutor care, înainte de data aderării, au fost evaluate de autoritatea de control al ajutorului de stat din noul stat membru și considerate compatibile cu acquis-ul și față de care Comisia nu a ridicat nici o obiecție în temeiul unor rezerve serioase privind compatibilitatea măsurii cu piața comună, în conformitate cu procedura stabilită la alineatul (2).

Toate măsurile aplicabile și după data aderării care constituie ajutor de stat și care nu îndeplinesc condițiile stabilite mai sus sunt considerate drept un ajutor nou după aderare în scopul aplicării articolului 88 alineatul (3) din Tratatul CE.

57. Astfel, dispozițiile speciale susmenționate vizează măsurile de ajutor, indiferent dacă intră în categoria schemelor de ajutor sau în cea a ajutoarelor individuale, care au fost puse în aplicare înainte de data aderării (1 ianuarie 2007) și sunt încă aplicabile după această dată. Prin urmare, domeniul de aplicare al acestei dispoziții se determină prin efectuarea unui test dublu condiționat: pentru a intra sub incidența acestei dispoziții, măsurile puse în practică înainte de aderare trebuie, în primul rând, să implice ajutoare de stat și, în al doilea rând, să fie aplicabile după aderare. Noțiunea de „aplicabil după data aderării” este prin urmare crucială în acest test dublu condiționat: pentru a intra sub incidența dispozițiilor punctului 2.1. al doilea paragraf din Anexa V, măsurile de ajutor trebuie să implice ajutoare de stat și nu numai să fi fost puse în practică (adoptate) înainte de data aderării, ci și să fie „aplicabile după data aderării”.
58. Într-o serie de decizii recente privind ajutorul acordat înainte de aderare în noile state membre, Comisia a inclus în interpretarea noțiunii de „aplicabil după data aderării” atât schemele de ajutor, cât și ajutoarele individuale care fie nu sunt limitate în timp, fie nu specifică gradul de răspundere la care este expus statul⁽¹⁾. Mai precis, au fost considerate „aplicabile după aderare” formulele de indicare a factorilor ce trebuie luați în considerare în viitoarele calcule, care fie au determinat o dependență a sumelor de comportamentul beneficiarului, fie au condus la suportarea de către statul membru a tuturor riscurilor economice⁽²⁾.
59. Ținând seama de faptul că contractele - și versiunile modificate ale acestora - continuă să se aplice și după aderarea României la UE, Comisia este de părere că măsurile care fac obiectul analizei îndeplinesc condiția legată de „aplicabilitate după aderare” a testului prin care se identifică măsurile care implică ajutoare noi.
60. A doua condiție a testului presupune analizarea măsurii pentru a se determina dacă implică ajutor de stat, întrucât punctul 2.1. al doilea paragraf din Anexa V vizează în special acele măsuri care s-au încadrat în categoria

ajutoarelor de stat înainte de aderare dar care nu au îndeplinit criteriile menționate anterior pentru a se încadra în categoria „ajutoarelor existente”.

61. După cum se explică în secțiunea 4.2 de mai jos, Comisia consideră că contractele (și versiunile modificate ale acestora) încheiate de Hidroelectrică cu comercianții de energie electrică implică ajutoare de stat în sensul articolului 107 alineatul (1) din TFUE. O întrebare conexă este dacă contractele și modificările succesive aduse acestora pot fi considerate făcând parte din același acord dintre Hidroelectrică și fiecare comerciant de energie electrică sau dacă fiecare modificare succesivă trebuie interpretată ca reprezentând un contract separat, ceea ce ar implica o modificare de fond a contractului și ar conduce la reanalizarea contractului în cauză din perspectiva unui „ajutor nou”.
62. Contractele inițiale încheiate cu fiecare comerciant erau similare ca natură și formă și permiteau părților să negocieze în mod periodic și să modifice elemente ale acordului. Prin urmare, chiar și elementele cele mai importante ale contractelor, respectiv prețul și cantitățile, puteau fi, și chiar au fost, modificate în mod periodic. De asemenea, deși se convenea asupra unei cantități pentru un anumit an și un anumit comerciant, plata corespundea, de fapt, cantităților livrate efectiv producătorului industrial, conform uzanțelor specifice contractelor de prestări de servicii. Prețurile și cantitățile erau fixate separat, în ceea ce părțile au numit „anexe” la contractul inițial.
63. Opinia preliminară a Comisiei este aceea că fiecare contract cu comercianții de energie electrică, împreună cu modificările succesive aduse acestuia, reprezintă un acord unic, căruia nu i s-au adus modificări de fond, având în vedere că contractul inițial poate fi interpretat ca un „contract-cadru”, pe baza căruia au avut loc mai multe negocieri ulterioare pentru a stabili și/sau a detalia diferitele elemente definite în contract.
64. Ținând seama de cele de mai sus, Comisia emite opinia preliminară că ajutoarele acordate pe baza contractelor (și a modificărilor succesive aduse acestora) analizate în prezenta decizie, încheiate înainte de 1 ianuarie 2007, și care nu îndeplinesc condițiile de la punctul 2.1 al doilea paragraf din Anexa V ar trebui considerate „ajutoare noi” de la data aderării României la UE, și anume de la 1 ianuarie 2007. În ceea ce privește contractele cu Alpiq RomEnergie și Electrica, fiind încheiate în 2008, respectiv în 2010, trebuie să se considere că acestea au implicat un potențial ajutor nou prin definiție. Se remarcă faptul că ajutorul a fost acordat prin încălcarea obligațiilor de notificare și a clauzelor de standstill care derivă din articolul 108 alineatul (3) din TFUE.
65. Judiciozitatea acestei abordări pare să fie confirmată de hotărârea pronunțată recent de Tribunal cu privire la ajutorul de stat în contractele de achiziționare a energiei electrice încheiate pe termen lung în Ungaria⁽³⁾. Hotărârea

⁽¹⁾ A se vedea, de exemplu, Decizia Comisiei din 24.4.2007 în cazul E 12/2005, Garanție nelimitată pentru Poczta Polska, JO C 284, 27.11.2007, p. 2 și Decizia Comisiei din 18.7.2007 în cazul C 27/2004, Agrobanka, JO L 67, 11.3.2008, p. 3.

⁽²⁾ A se vedea, de exemplu, Decizia Comisiei din 28.1.2004 în cazul CZ 14/2003, Česka Spofitelna, a.s., JO C 195, 31.7.2004, p. 2 și Decizia Comisiei din 3.3.2004 în cazul CZ 58/2003 Evrobanka, a.s., JO C 115, 30.4.2004, p. 40.

⁽³⁾ Decizia Comisiei din 4.6.2008 în cazul C 41/2005, Ungaria, ajutor de stat acordat prin intermediul unor contracte de achiziționare a energiei electrice. Hotărârea Tribunalului a fost pronunțată în cauzele conexe T-80/06 și T-182/09 la 13 februarie 2012.

Tribunalului susmenționată indică necesitatea efectuării de către Comisia a două analize distincte, dar legate între ele: în primul rând, stabilirea comportamentului corect de referință al operatorilor de piață în contextul specific care face obiectul investigației; în al doilea rând, analizarea perioadei de timp care, pentru România, ar trebui să înceapă din momentul aderării sale, indiferent dacă ajutorul a fost pus în aplicare înainte de această dată.

66. Cu toate acestea, în acest stadiu, nu se poate exclude ipoteza ca, pe baza unei analize și a unor probe suplimentare, Comisia să ajungă la concluzia că fiecare modificare a contractelor constituie o „modificare de fond” și, prin urmare, implică „ajutor nou”, de la data modificării sau de la 1 ianuarie 2007 în cazul în care modificarea este anterioară acestei date (și să antreneze obligația de notificare) în conformitate cu Regulamentul de procedură ⁽¹⁾.

5.2. Existența ajutorului

67. Pentru a stabili dacă o anumită măsură implică un ajutor de stat în sensul articolului 107 alineatul (1) din TFUE, ar trebui să se stabilească dacă sunt îndeplinite cele patru criterii cumulative prevăzute în această dispoziție a tratatului pentru identificarea existenței unui ajutor de stat, și anume transferul resurselor de stat, avantajul selectiv, posibila denaturare a concurenței și efectele asupra comerțului intracomunitar. Aceste criterii sunt examinate pe rând în cele ce urmează.

5.2.1. Resursele de stat

68. Unul dintre criteriile prin care se poate stabili dacă o anumită măsură implică un ajutor este recurgerea la resursele de stat. Criteriul „resurselor de stat” include nu numai acordarea de resurse de către autoritățile publice, ci și venitul la care statul renunță.
69. Pe baza informațiilor pe care le deține până în prezent Comisia, prin încheierea contractelor cu comercianții de energie electrică, Hidroelectrica a vândut clienților săi energie electrică la prețuri mai mici decât cele care ar fi putut fi obținute pe piață.
70. Prin urmare, se pare că Hidroelectrica a pierdut o parte din profitul pe care l-ar fi putut obține din aceste contracte. Dacă profitul unei întreprinderi este o resursă pentru proprietarii săi, pierderea unui profit suplimentar și realist este o pierdere de resurse pentru aceștia. Întrucât Hidroelectrica este deținută în proporție de până la

80,06 % de către statul român, prin Ministerul Economiei, Comerțului și Mediului de Afaceri, măsurile în cauză par să implice o pierdere de venituri pentru stat.

71. Mai mult, conform unei jurisprudențe constante, resursele întreprinderilor publice sau private asupra cărora autoritățile publice pot exercita, direct sau indirect, o influență de control, intră de asemenea în categoria „resurselor de stat”, în măsura în care aceste resurse „rămân în permanență sub controlul public și deci la dispoziția autorităților naționale competente” ⁽²⁾. În conformitate cu această jurisprudență, întrucât statul se pare că exercită un control asupra întreprinderii Hidroelectrica S.A., totalitatea veniturilor potențiale la care statul român a renunțat intră în categoria resurselor de stat.
72. Faptul că acționarii minoritari privați ai societăților controlate de stat precum Hidroelectrica ar putea, la rândul lor, să sufere pierderi de venit ca urmare a unor acțiuni sau contracte dezavantajoase nu are nicio legătură cu evaluarea ajutorului de stat. Contrar celor prezentate Comisiei de către întreprinderile grupului Alpiq, scopul investigației nu este acela de a proteja interesul sau dividendele unui acționar minoritar.

5.2.2. Imputabilitatea statului

73. Un aspect separat care trebuie cercetat în contextul analizării criteriului resurselor de stat este dacă pierderea de venituri survenită ca urmare a unui contract dezavantajos este de asemenea atribuibilă statului, adică dacă deciziile pe baza cărora s-au înregistrat pierderile respective sunt imputabile statului. După cum reiese din hotărârea Curții pronunțată în cauza Stardust Marine ⁽³⁾, pentru a stabili dacă o anumită măsură este imputabilă statului se pot utiliza fie indicatori „organici” sau „structurali”, fie indicii că statul a fost implicat în procesul decizional care a condus la adoptarea măsurii concrete sau că este improbabil să nu fi participat la acest proces. În aceeași hotărâre ⁽⁴⁾, Curtea a stabilit un set neexhaustiv de posibili indicatori ai imputabilității statului, precum:

- faptul că întreprinderea prin intermediul căreia a fost acordat ajutorul a trebuit să țină seama de directivele emise de organele guvernamentale;
- integrarea întreprinderii publice în structurile administrației publice;
- natura activităților întreprinderii și desfășurarea acestora pe piață în condiții normale de concurență, cu operatori privați;
- statutul juridic al întreprinderii (drept public sau dreptul comun al societăților comerciale);
- intensitatea supravegherii exercitate de autoritățile publice asupra conducerii întreprinderii; și

⁽¹⁾ În acest sens a se vedea concluziile avocatului general Jääskinen, prezentate la 23 septembrie 2010, în cauza C-194/09 P Alcoa Trasformazioni Srl, în special punctele 48-51. Efectul economic al modificării în cauză este cel care ar trebui să fie decisiv. Aplicând acest criteriu, se poate face distincția între modificări de fond și modificări de formă, precum și între modificări care schimbă măsura în sine și modificări care pot fi separate de măsura în cauză întrucât nu îi alterează fondul, și, prin urmare, constituie măsuri separate/suplimentare (în ceea ce privește această din urmă distincție a se vedea, de exemplu, cauzele conexe T-195/01 și T-207/01 Government of Gibraltar/Comisia, Rec., 2002, p. II-02309). Din această perspectivă, modificările care afectează elementele esențiale ale contractului, în special cele privind prețul, ar trebui, în principiu, să fie considerate modificări de fond ale contractului atât timp cât conferă un avantaj suplimentar beneficiarului.

⁽²⁾ A se vedea de exemplu cauza C-278/00, Grecia/Comisia, Rec., 2004, p. I-3997, punctul 50, cauza C-482/99, Franța/Comisia, Rec., 2002, p. I-4397 și cauzele conexe C-328/99 și C-399/00, Italia și SIM 2 Multimedia/Comisia, Rec., 2003, p. I-4035, punctul 33.

⁽³⁾ Cauza C-482/99, Franța/Comisia, Rec., 2002, p. I-4397.

⁽⁴⁾ Idem, la punctul 55.

- orice alt indiciu care să evidențieze, în cazul concret, o implicare a autorităților publice sau improbabilitatea neimplicării acestora în adoptarea unei măsuri, având în vedere, de asemenea, amploarea acestei măsuri, conținutul său ori condițiile pe care le presupune.
74. În opinia Comisiei, există indicii că contractele încheiate cu comercianții de energie electrică și modificările succesive aduse acestora sunt imputabile statului și că Hidroelectrică nu a încheiat aceste contracte numai din considerente de optimizare a profitului.
75. Statul român deține, prin intermediul Ministerului Economiei, Comerțului și Mediului de Afaceri, un pachet majoritar de 80,06 % în cadrul societății Hidroelectrică. În dreptul european, această cotă ridicată de participare constituie în sine un indiciu că autoritățile publice exercită o influență dominantă asupra societății. Conform articolului 2 din Directiva privind transparența ⁽¹⁾, se presupune că există o influență dominantă a autorităților publice atunci când acestea dețin majoritatea capitalului subscris al întreprinderii respective, controlează majoritatea voturilor aferente acțiunilor emise de întreprindere sau pot numi mai mult de jumătate din membrii organului de administrație, de conducere sau de supraveghere al întreprinderii. Criteriile prevăzute la articolul 2 din Directiva privind transparența nu sunt cumulative. În cazul societății Hidroelectrică, se pare totuși că sunt îndeplinite cel puțin primele două dintre aceste criterii non-cumulative de presupunere a unei influențe dominante a statului, iar în această fază nu se poate exclude posibilitatea ca și cel de al treilea criteriu să fie îndeplinit, deși acest aspect trebuie examinat în continuare în cadrul unei proceduri oficiale de investigare.
76. Într-adevăr, dată fiind cota sa ridicată de participare la capitalul societății (80,06 %), statul deține, de asemenea, o majoritate confortabilă de voturi în Adunarea generală. Conform articolului 11 alineatul (1) din statutul societății, fiecare acțiune nominală dă dreptul la un vot în Adunarea generală a acționarilor. La articolul 13 alineatul (1) din același statut se prevede că statul este reprezentat în Adunarea generală de către reprezentanții Ministerului Economiei, Comerțului și Mediului de Afaceri, care sunt numiți și revocați prin ordin al ministrului.
77. Din statutul societății nu reiese modul în care sunt numiți cei 7 membri ai Consiliului de administrație al întreprinderii Hidroelectrică [articolul 18 alineatul (1) din statut], însă, conform practicilor uzuale în mediul de afaceri, aceștia ar trebui numiți astfel încât să reprezinte în mod proporțional participațiile acționarilor majoritari și minoritari. Această interpretare este susținută și de faptul că în Ordinul ministrului nr. 445/2009 se vorbește de „reprezentanți ai Ministerului Economiei, Comerțului și Mediului de Afaceri” în consiliile de administrație. Deciziile Consiliului de administrație sunt luate cu majoritatea simplă a voturilor celor prezenți [articolul 18 alineatul (10) din statut] și sunt valabile dacă sunt prezenți cel puțin 2/3 dintre membrii consiliului. Dacă membrii Consiliului de administrație reprezintă proporțional participația statului la societate, majoritatea necesară pentru votarea deciziilor nu ar trebui să fie dificil de întrunit. În plus, președintele Consiliului de administrație are un vot decisiv în cazul egalității de voturi. Președintele Consiliului de administrație este desemnat de Adunarea generală a acționarilor, în care Ministerul Economiei, Comerțului și Mediului de Afaceri deține o majoritate confortabilă de voturi.
78. România susține că contractele nu sunt imputabile statului deoarece, conform statutului societății, încheierea de contracte este atribuită exclusivă a directorului general, Consiliul de administrație neavând atribuții în acest sens. Cu toate acestea, dispozițiile statutare menționate mai sus par să indice cel puțin că este improbabil ca Ministerul Economiei, Comerțului și Mediului de Afaceri să nu fi fost implicat în procesul decizional al societății în ce privește încheierea de contracte între Hidroelectrică și comercianții de energie electrică și modificările succesive aduse contractelor respective.
79. Ar mai trebui adăugat că, prin Ordinul ministrului nr. 445/2009, reprezentanții Ministerului Economiei din consiliile de administrație ale societăților publice de electricitate din România, printre care se numără și Hidroelectrică, sunt însărcinați să se asigure că, începând cu 31 martie 2010, partea de energie electrică destinată pieței angro este tranzacționată exclusiv pe platforma OPCOM. Dacă, conform Ordinului ministrului nr. 445/2009, reprezentanții Ministerului Economiei din Consiliul de administrație al întreprinderii Hidroelectrică au competența de a asigura respectarea acestei obligații, se poate deduce că aceștia dețin într-adevăr controlul asupra practicilor de contractare ale societății. Acest lucru înseamnă că statul trebuie considerat ca având influență asupra procesului decizional al societății Hidroelectrică și ca fiind implicat în deciziile luate de societate.
80. Având în vedere considerentele de mai sus, Comisia este de părere, în această fază, că decizia întreprinderii Hidroelectrică de a încheia contractele în cauză cu comercianții de energie electrică și de a aduce modificări succesive acestor contracte este imputabilă statului.

5.2.3. Avantajul economic selectiv

81. Prin argumentele prezentate de autoritățile române, Alpiq Group și Energy Holding în legătură cu avantajul economic pe care Hidroelectrică se pare că l-a oferit comercianților de energie electrică prin încheierea unor contracte ale căror condiții au fost pentru aceștia mai avantajoase decât s-ar fi putut prevedea în mod rezonabil, se intenționează, în principal, să se demonstreze că la încheierea respectivelor contracte și a modificărilor succesive aduse acestora au fost respectate condițiile pieței valabile în momentul semnării și că acestea au fost profitabile pentru Hidroelectrică. Potrivit acestor argumente, comercianții de energie electrică, Alpiq Group și Energy Holding, în special, nu au obținut, așadar, niciun avantaj necuvenit din contractele respective.

⁽¹⁾ Directiva 2006/111/CE a Comisiei din 16 noiembrie 2006 privind transparența relațiilor financiare dintre statele membre și întreprinderile publice, precum și transparența relațiilor financiare din cadrul anumitor întreprinderi, JO L 318, 17.11.2006, p. 17.

82. Ca o remarcă generală preliminară, obținerea de profituri pentru Hidroelectrica nu este testul juridic adecvat prin care să se stabilească dacă comercianții de energie electrică au obținut un avantaj necuvenit din contractele în chestiune și din modificările succesive aduse acestora. Conform jurisprudenței, testul prin care se stabilește dacă o anumită tranzacție ar putea implica un avantaj necuvenit pentru una dintre părți este să se demonstreze dacă tranzacția ar fi fost încheiată pe piață în condiții similare din perspectiva părții respective (testul investitorului privat)⁽¹⁾. În cazul dat, întrebarea relevantă este, prin urmare, dacă o întreprindere aflată în poziția societății Hidroelectrica ar fi încheiat aceleași contracte în condiții similare. Efectul pe care contractele și modificările succesive aduse acestora îl au asupra rentabilității societății Hidroelectrica nu este relevant, deoarece o societate privată ar alege și optimizarea profitului, nu doar asigurarea unui nivel minim al acestuia. În orice caz, simplul fapt că Hidroelectrica a realizat un profit nu este concludent pentru a stabili că comercianții de energie electrică nu au obținut niciun avantaj necuvenit în legătură cu aceleași tranzacții.
83. Referitor la analiza efectuată de Energy Holding asupra câștigurilor totale pe care Hidroelectrica le-ar fi obținut din contractul semnat cu comerciantul de energie electrică, Comisia observă că, după calculele efectuate chiar de Energy Holding, rezultatul evaluării comparative a valorilor contractuale pe baza VAN a contractului, a valorii estimate a beneficiilor suplimentare și a valorii strategiilor alternative de vânzare depinde într-o măsură relativ mare de valoarea estimată a beneficiilor suplimentare. Dificil de tradus în termeni monetari și, prin definiție, bazate pe ipoteze sunt, în special, valoarea riscului comercial redus, valoarea protecției în caz de scădere a prețurilor și valoarea clauzelor privind plata în avans. De asemenea, modificarea acestor ipoteze poate determina diferențe relativ mari în rezultatul final.
84. Deși nu intenționează, în această etapă, să pună în dubiu detaliile ipotezelor, Comisia observă că unele dintre acestea ar putea da naștere unor îndoieli. Mai precis, referința utilizată pentru calcularea valorii riscului comercial redus a fost valoarea de piață a costului mediu ponderat al capitalului („CMPC de piață”), și nu valoarea contractuală a acestui cost („CMPC contractual”). Energy Holding este de părere că diferența de [...] dintre cele două valori reprezintă riscul suplimentar pe care Hidroelectrica l-ar fi suportat dacă nu ar fi semnat contractul cu comerciantul de energie electrică. Cu toate acestea, la calcularea „WACC de piață” s-a ținut seama, printre altele, de o ofertă de creditare făcută în 2005 de o bancă comercială. Comisiei nu îi este clar dacă această tranzacție din 2005 este relevantă pentru determinarea condițiilor de piață valabile în momentul semnării contractului dintre Hidroelectrica și Energy Holding în 2004.
85. De asemenea, în cadrul metodologiei utilizate pentru estimarea protecției în cazul scăderii prețurilor se pornește de la premisa că nu s-ar fi ivit alte oportunități de vânzare la prețuri identice sau mai mari. De fapt, ar părea rezonabil să se presupună că prețul de vânzare a energiei electrice stabilite de Hidroelectrica urmează condițiile pieței, deci că are ca referință prețul la energia electrică vândută de concurenții întreprinderii Hidroelectrica. Această energie electrică este produsă deseori prin intermediul tehnologiilor alternative, care în cele mai multe cazuri depind de materii prime mai scumpe, materii al căror preț poate prezenta o tendință ascendentă. Nu este deloc clar, așadar, dacă Hidroelectrica s-a confruntat vreodată cu riscul material al scăderii prețurilor, fie în cadrul contractului semnat, fie în alte scenarii. În consecință, nu pare logic să se cuantifice și să se ia în considerare un profit rezultat din caracteristici contractuale menite, pe cât se pare, să protejeze împotriva unui risc care nici măcar nu este clar dacă a existat vreodată.
86. În fine, valoarea clauzelor contractuale privind plata în avans este estimată pe baza ipotezei că Hidroelectrica a obținut un avantaj din plățile în avans efectuate de comercianții de energie electrică. Deși este limpede că încasarea în avans poate prezenta un avantaj față de încasarea la o dată ulterioară, nu este întru totul clar că acest avantaj este echivalent cu costurile evitate ale unui împrumut pe termen scurt. Nevoile financiare ale societății Hidroelectrica și, în special, capitalul său circulant sunt determinate în primul rând de profilul veniturilor, și nu de profilul cheltuielilor sale. Nu este evident că Hidroelectrica avea, de fapt, nevoie de un împrumut pe termen scurt, oricare ar fi fost perioada, pe durata contractului, ceea ce pare să sugereze că valoarea estimată ar putea reprezenta o exagerare a profitului real pe care l-ar fi obținut Hidroelectrica.
87. Comisia constată că, chiar și fără a examina ipotezele care stau la baza calculării VAN, dacă se elimină estimările referitoare la valoarea beneficiilor suplimentare aferente contractului cu Hidroelectrica, valoarea totală a contractului poate deveni mai mică decât valoarea nișelor alternative de piață într-unul din mixurile de marketing luate în considerare și numai într-o măsură marginală mai mare într-un alt mix, după cum reiese din calculele efectuate chiar de Energy Holding pentru perioada 2004-2013. Acest lucru pare cu greu să sugereze că contractul a fost avantajos pentru Hidroelectrica în condițiile declarate și în afara oricărei îndoieli rezonabile.
88. Din informațiile disponibile, cu excepția celor furnizate de Energy Holding, nu reiese clar avantajul economic necuvenit care se pare că a fost obținut de către comercianții de energie electrică din contractele încheiate cu Hidroelectrica. Comisia observă însă că, dacă se urmează raționamentul autorului plângerii, se pare că există diferențe semnificative între prețurile pe care comercianții de energie electrică au fost în măsură să le plătească pentru a cumpăra energie de la Hidroelectrica și prețurile (mari) la energia electrică predominante pe piața OPCOM-PCCB.
89. Pe baza informațiilor furnizate de autoritățile române, Comisia înțelege că diferențele dintre prețurile stabilite în contractele între Hidroelectrica și comercianții de

⁽¹⁾ A se vedea cauza T-296/97, Alitalia – Linie aeree italiene SpA/Comisia, Rec., 2000, p. II-3871, punctul 81.

energie electrică, pe de o parte, și prețul predominant pe piața OPCOM-PCCB, pe de altă parte, au fost cele prezentate în tabelul 11 de mai jos, atât cât avea cunoștință Comisia în momentul redactării.

90. Comisia recunoaște că asigurarea unei acuratețe depline a datelor prezentate în tabel este îngreunată de natura complexă a contractului, de caracterul incomplet al informațiilor disponibile pentru câteva dintre contracte, precum și faptul că este neclar în ce moment au fost introduse anumite modificări de preț în actele adiționale aferente contractelor. De exemplu, pe câteva

dintre modificările succesive aduse contractelor nu este trecută data la care au fost semnate.

91. Lipsa datei de semnare poate indica o problemă cu părțile contractante respective sau o problemă de mai mare anvergură, legată de practicile de afaceri de pe piața energiei electrice din România, la începutul procesului de liberalizare. Este clar însă că natura imprecisă a procedurilor interne de raportare nu ajută prea mult la disiparea îndoielilor pe care Comisia le are cu privire la motivele exacte din spatele argumentelor și la logica de piață a acestora.

Tabelul 11 – Diferențele dintre prețurile stabilite în contractele dintre Hidroelectrică și comercianții de energie electrică și prețurile medii pe platforma OPCOM-PCCB, exprimate în EUR și RON ⁽¹⁾

	Contract with	Price		Diff. vs. OPCOM Price		Proportion of OPCOM Price
		RON/MWh	EUR/MWh	RON	EUR	%
2010	Alpiq RomEnergie	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
	Alpiq RomIndustries	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
Average OPCOM-PCCB Price (EUR) 35.05	EFT	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
	Electrica	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
	Electromagnetica	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
	Energy Holding	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
Average OPCOM-PCCB Price (RON) 149.88	EURO-PEC	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
	Luxten Lighting	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
		[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
2009	Alpiq RomEnergie	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
	Alpiq RomIndustries	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
Average OPCOM-PCCB Price (EUR) 37.55	EFT	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
	Electrica	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
	Electromagnetica	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
	Energy Holding	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
Average OPCOM-PCCB Price (RON) 159.20	EURO-PEC	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
	Luxten Lighting	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
		[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
2008	Alpiq RomEnergie	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
	Alpiq RomIndustries	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]

⁽¹⁾ Prețul mediu pe platforma OPCOM-PCCB a fost calculat prin împărțirea valorii totale a contractelor semnate într-un an la volumele totale tranzacționate în cursul anului respectiv, pe baza cifrelor furnizate în Raportul anual OPCOM. Ratele de schimb au fost definite pe baza ratei de schimb oficiale a BCE pentru fiecare perioadă. Rata de schimb între RON și EUR este media ratelor de schimb lunare pentru fiecare an luat în considerare, care pot fi consultate la următoarea adresă:

http://sdw.ecb.europa.eu/quickview.do?SERIES_KEY=120.EXR.A.ROM.EUR.SP00.A.

Rata de schimb între EUR și USD este rata de referință a BCE și poate fi consultată la următoarea adresă:

http://sdw.ecb.europa.eu/quickview.do?SERIES_KEY=120.EXR.A.ROM.EUR.SP00.A.

Pentru fiecare an și pentru fiecare comerciant de energie electrică s-a folosit prețul relevant specificat în contract sau într-unul dintre actele adiționale ale contractului respectiv. În situațiile în care prețul pentru un anumit an nu era precizat, s-a folosit prețul implicit din perioada precedentă. Pentru situația în care un preț a fost modificat în cursul unui anumit an, s-a calculat media ponderată a celor două prețuri, folosindu-se ca ponderi numărul de luni de valabilitate a fiecăruia dintre prețuri. Se presupune că prețurile se achită lunar și fără reduceri în cazul plății anticipate.

	Contract with	Price		Diff. vs. OPCOM Price		Proportion of OPCOM Price
		RON/MWh	EUR/MWh	RON	EUR	%
Average OPCOM-PCCB Price (EUR) 52.43	EFT	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
	Electrica	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
	Electromagnetica	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
Average OPCOM-PCCB Price (RON) 193.15	Energy Holding	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
	EURO-PEC	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
	Luxten Lighting	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
2007	Alpiq RomEnergie	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
	Alpiq RomIndustries	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
Average OPCOM-PCCB Price (EUR) 52.51	EFT	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
	Electrica	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
	Electromagnetica	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
Average OPCOM-PCCB Price (RON) 175.26	Energy Holding	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
	EURO-PEC	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
	Luxten Lighting	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]

Sursă: autoritățile române; Raportul OPCOM pentru anul 2010; BCE.

92. Din tabelul 11 rezultă că prețurile pe care le-a convenit Hidroelectrica în contractele cu cei opt comercianți de energie electrică și în modificările succesive aduse acestora erau cu între 20 % și 60 % mai mici decât prețurile predominante de pe bursa OPCOM-PCCB.

93. Tarifele preferențiale analizate pentru energia electrică au o natură selectivă, deoarece s-au aplicat numai anumitor întreprinderi. Într-adevăr, ajutorul potențial rezultă din clauzele privind prețul ale relațiilor contractuale dintre Hidroelectrica și comercianții de energie electrică, care este posibil să fi fost avantajoase pentru aceștia din urmă, în măsura în care acestora li s-a furnizat energie electrică la tarife preferențiale începând din 1 ianuarie 2007.

94. Pe baza considerațiilor de mai sus și a informațiilor furnizate de autoritățile române, Comisiei îi este greu să înțeleagă logica diferențelor importante dintre prețurile stabilite în contractele încheiate între Hidroelectrica și comercianții de energie electrică, pe de o parte, și prețul predominant pe piața OPCOM-PCCB pentru aceleași perioade, pe de altă parte. În opinia preliminară pe care Comisia se vede, așadar, nevoită să o adopte, comercianții de energie electrică s-au bucurat de un avantaj sub forma unor prețuri reduse la energia electrică, stabilite în contractele încheiate cu Hidroelectrica și în modificările succesive aduse acestora.

95. Comisia invită România să furnizeze lămuriri suplimentare cu privire la motivele care se află în spatele contractelor sau al alegerilor făcute de părțile acestor contracte, ținând seama de contextul predominant al pieței.

5.2.4. Denaturarea concurenței

96. Pentru ca măsura respectivă să constituie ajutor de stat, în sensul articolului 107 alineatul (1) din TFUE, aceasta trebuie să denatureze concurența sau să constituie o amenințare în acest sens.

97. Întrucât comercianții de energie electrică au obținut un avantaj necuvenit sub forma unui preț preferențial (mai mic) pentru furnizarea de energie electrică de către Hidroelectrica, efectele denaturante asupra concurenței ar trebui să fie notabile. În special, comercianții de energie electrică s-ar fi putut afla în poziția de a obține un beneficiu necuvenit din prețurile reduse, întrucât ar fi putut fi să practice prețuri de revânzare mai mici și, deci, să câștige cote de piață, fie să își sporească profitul datorită costurilor mai reduse ale factorilor de producție.

5.2.5. Efectele asupra schimburilor comerciale intra-UE

98. Instanțele UE au susținut în mod constant că, atunci când ajutorul consolidează poziția unei întreprinderi față de alte întreprinderi cu care se află în concurență pe piața intra-UE, trebuie să se considere că acestea din urmă sunt afectate de ajutorul respectiv⁽¹⁾. Mai mult, un ajutor poate fi de așa natură încât să afecteze comerțul dintre statele membre și să denatureze concurența chiar dacă întreprinderea beneficiară, care se află în concurență cu întreprinderi din alte state membre, nu participă ea însăși la activități transfrontaliere. Atunci când un stat

⁽¹⁾ A se vedea, de exemplu, cauzele C-310/99, Republica Italiană/Comisia, Rec., 2002, p. I-2289, punctul 84 și T-55/99, Confederația Española de Transporte de Mercancías (CETM), Rec., 2000, p. II-03207, punctul 86.

membru acordă un ajutor unei întreprinderi, oferta internă poate fi menținută sau sporită, consecința fiind că șansele întreprinderilor stabilite în alte state membre de a-și oferi serviciile pe piața aceluși stat membru sunt diminuate ⁽¹⁾.

99. Întrucât o serie de societăți din UE ar fi putut fi interesate în furnizarea de energie către comercianții de energie electrică, contractele sunt de natură a afecta și schimburile comerciale intra-UE. De asemenea, dată fiind natura supra-națională a pieței UE de energie electrică, denaturarea concurenței cauzată de acordarea de ajutoare de stat ilegale este susceptibilă să aibă un impact asupra schimburilor comerciale din UE.
100. Având în vedere cele de mai sus, Comisia concluzionează că ajutoarele de stat în sensul articolului 107 alineatul (1) din TFUE aferente măsurilor în cauză sunt de natură să aibă un impact asupra schimburilor comerciale intra-UE.

5.3. Potențialii beneficiari ai măsurii

101. După cum s-a precizat mai sus și pe baza informațiilor disponibile până în prezent, se pare că potențialii beneficiari ai ajutoarelor acordate începând cu 1 ianuarie 2007 în virtutea contractelor semnate cu Hidroelectrica și a modificărilor succesive aduse acestora sunt comercianții de energie electrică prezentați la secțiunea 2.2 de mai sus.

5.4. Ajutoare ilegale

102. În cazul de față, tarifele preferențiale pentru energia electrică analizate au fost acordate prin încălcarea obligațiilor de notificare și a clauzelor de standstill prevăzute la articolul 108 alineatul (3) din TFUE, care sunt aplicabile măsurilor care se încadrează în categoria „ajutoarelor noi” în temeiul punctului 2.1. al doilea paragraf din Anexa V la Tratatul de aderare.
103. Astfel, Comisia consideră, în această fază, că potențialele ajutoare de stat acordate comercianților de energie electrică descriși mai sus, la secțiunea 2.2, după 1 ianuarie 2007 sub forma unor tarife preferențiale pentru energia electrică, se încadrează în categoria ajutoarelor de stat ilegale.

5.5. Compatibilitatea cu piața internă

104. Comisia este în prezent de părere că, întrucât diminuează cheltuielile pe care beneficiarii ar trebui să le suporte în mod normal din bugetul propriu, măsurile ar constitui un ajutor de exploatare care nu poate fi considerat compatibil cu tratatul.
105. Ajutorul potențial nu pare să urmărească obținerea vreunui obiectiv specific în afară de diminuarea cheltuielilor pe care beneficiarii ar trebui să le suporte în mod

normal din buget. Comisia este de părere, în această fază, că niciunul dintre obiectivele urmărite de celelalte norme privind ajutoarele de stat, de exemplu, Orientările comunitare privind ajutorul de stat pentru protecția mediului ⁽²⁾ sau Cadrul comunitar pentru ajutorul de stat pentru cercetare, dezvoltare și inovare ⁽³⁾, nu este aplicabil măsurilor în cauză.

106. În final, Comisia reamintește faptul că, potrivit jurisprudenței instanțelor Uniunii, ajutorul de exploatare, cu alte cuvinte, ajutorul menit să scutească o întreprindere de cheltuielile pe care în mod normal ar fi trebuit să le suporte în gestionarea curentă sau în cadrul activităților obișnuite, nu intră, în principiu, sub incidența articolului 107 alineatul (3) din TFUE, întrucât efectul acestui ajutor este, în principiu, acela de a denatura concurența în sectoarele în care este acordat, fără a fi totuși capabil, prin însăși natura sa, să atingă vreunul dintre obiectivele stabilite în dispozițiilor derogatorii ale articolului 107 alineatul (3) din TFUE ⁽⁴⁾.
107. Ca atare, este improbabil ca ajutoarele potențiale să fie considerate a fi conforme cu tratatul în temeiul oricărui set de norme specifice aplicabile diferitelor tipuri de ajutoare din UE.

6. CONCLUZIE

108. Pe baza informațiilor disponibile în această etapă, Comisia are îndoieli serioase cu privire la contractele încheiate între Hidroelectrica și comercianții de energie electrică și analizate în prezenta decizie, concluzia sa preliminară fiind că tarifele preferențiale pentru energie electrică acordate acestor comercianți după 1 ianuarie 2007 constituie ajutoare de stat ilegale, care nu par să îndeplinească niciuna dintre condițiile necesare pentru a fi declarate compatibile cu piața internă.

Având în vedere considerentele de mai sus, Comisia, acționând în conformitate cu procedura prevăzută la articolul 108 alineatul (2) din Tratatul privind funcționarea Uniunii Europene, solicită României să își transmită observațiile și să furnizeze toate informațiile care ar putea fi de ajutor pentru evaluarea măsurilor, în termen de o lună de la data primirii acestei scrisori. Comisia le solicită autorităților din țara dumneavoastră să trimită fără întârziere o copie a acestei scrisori potențialilor beneficiari ai ajutorului.

Comisia dorește să îi reamintească României că articolul 108 alineatul (3) din Tratatul privind funcționarea Uniunii Europene are un efect suspensiv și atrage atenția asupra articolului 14 din Regulamentul (CE) nr. 659/1999 al Consiliului, care prevede că toate ajutoarele ilegale pot fi recuperate de la beneficiar.»

⁽¹⁾ Cauza C-303/88, Republica Italiană/Comisia, Rec., 1991, p. I-1433, punctul 27.

⁽²⁾ JO C 82, 1.4.2008, p. 1.

⁽³⁾ JO C 323, 30.12.2006, p. 1.

⁽⁴⁾ Cauza C-156/98, Germania/Comisia, Rec., 2000, p. I-6857, punctul 30; cauza T-459/93, Siemens SA/Comisia, Rec., 1995, p. II-1675, punctul 48; cauza T-396/08, Freistaat Sachsen und Land Sachsen-Anhalt/Comisia, Rep., 2010, p. II-0000, punctele 46-48.

AIDES D'ÉTAT — PORTUGAL

Aide d'état n° SA.34764 (2012/C) (ex 2012/N) — PT — Aide en faveur d'Europac Kraft Viana SA

Invitation à présenter des observations en application de l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2012/C 395/07)

Par lettre du 3 octobre 2012, reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié au Portugal sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 108, paragraphe 2, du TFUE concernant l'aide susmentionnée.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations sur l'aide à l'égard de laquelle la Commission ouvre la procédure dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Greffes des aides d'État
1049 Bruxelles
BELGIQUE

Télécopieur: +32 22961242

Ces observations seront communiquées au Portugal. Le traitement confidentiel de l'identité de la partie intéressée qui présente les observations peut être demandé par écrit, en spécifiant les motifs de la demande.

TEXTE DU RÉSUMÉ

Présentation de la mesure et du projet d'investissement

Les autorités portugaises ont notifié la mesure conformément aux lignes directrices communautaires concernant les aides d'État à finalité régionale pour la période 2007-2013 (ci-après les «lignes directrices»). La mesure vise à promouvoir le développement régional dans la sous-région de Minho-Lima (région Nord), qui est une région assistée au sens de l'article 107, paragraphe 3, point a), du TFUE.

L'aide accordée à Europac Kraft Viana, S.A. est une aide ad hoc qui ne relève d'aucun régime existant. Le projet notifié a pour but d'optimiser la capacité de production actuelle de l'usine de Viana, d'améliorer les propriétés d'un produit existant (Portoliner) et de rendre possible la fabrication de deux nouveaux produits: le papier léger Krafliner et le papier Vianaliner, ce qui permettra à la société de répondre aux nouvelles demandes du marché. Le bénéficiaire de l'aide appartient au groupe Europac, Papeles y Cartones de Europa S.A (groupe Europac), qui exerce ses activités dans le secteur du papier, du carton et du conditionnement et qui emploie 1 955 salariés sur 30 sites d'exploitation situés en Espagne, en France et au Portugal.

Le projet d'investissement représente des coûts d'investissement éligibles de 87 979 889 EUR et devrait bénéficier d'une aide de 6 977 155,78 EUR, soit une intensité d'aide de 7,93 %, ce qui est en deçà du plafond d'intensité d'aide applicable dans cette région. Les travaux liés aux investissements ont commencé le 20 mai 2007 et pris fin le 31 décembre 2010. L'usine a commencé à fonctionner pleinement en 2011.

Appréciation de la compatibilité de la mesure d'aide

Compte tenu des informations disponibles à ce stade de l'appréciation, la Commission émet les doutes suivants quant à la compatibilité de la mesure avec les lignes directrices:

Premièrement, la Commission doute que les investissements réalisés pour optimiser la capacité de production existante constituent un investissement initial sous la forme d'un changement fondamental du processus de production, étant donné que l'optimisation et le changement fondamental semblent s'exclure mutuellement. Il semble également peu probable que les investissements destinés à améliorer les caractéristiques du produit Krafliner déjà fabriqué dans l'usine (Portoliner) puissent être considérés comme un investissement initial, étant donné qu'ils n'amènent pas un établissement existant à diversifier son activité afin de fabriquer un nouveau produit supplémentaire. Les aides régionales à l'investissement ne peuvent être approuvées que pour un projet d'investissement initial, tel que défini au point 34 des lignes directrices.

Deuxièmement, la Commission doute que les exigences concernant l'effet incitatif de l'aide, telles qu'énoncées au point 38 des lignes directrices, soient remplies. Il s'avère que les travaux sur le projet ont débuté avant la publication de la lettre d'intention par les autorités octroyant l'aide.

À ce stade, la Commission émet des doutes sérieux quant au fait 1) que l'ensemble du projet constitue un projet d'investissement initial et 2) qu'il réponde aux exigences pertinentes concernant l'effet incitatif. La Commission a donc exprimé des doutes quant à la possibilité de considérer la mesure concernée comme compatible avec les lignes directrices et avec le marché intérieur.

Les parties intéressées sont invitées à présenter leurs observations sur la mesure d'aide notifiée.

TEXTE DE LA LETTRE

«A Comissão deseja informar Portugal de que, após ter examinado as informações fornecidas pelas suas autoridades sobre o auxílio acima referido, decidiu dar início ao procedimento previsto no artigo 108.º, n.º 2, do Tratado sobre o Funcionamento da União Europeia (a seguir designado «TFUE»).

1. PROCEDIMENTO

- (1) Por notificação eletrónica registada em 9 de maio de 2012 na Comissão (SANI 6998), as autoridades portuguesas notificaram a sua intenção de conceder um auxílio ad hoc com finalidade regional à Europac Kraft Viana S.A. (Europac) no âmbito das Orientações relativas aos auxílios estatais com finalidade regional para o período 2007-2013 (a seguir designadas «OAR») ⁽¹⁾ para um projeto de investimento na região do Minho-Lima. Uma reunião de pré-notificação teve lugar em abril de 2010.
- (2) Por cartas de 26 de junho (2012/065100) e de 27 de julho de 2012 (2012/078002), a Comissão solicitou informações complementares sobre a medida acima referida, que as autoridades portuguesas apresentaram por cartas de 28 de junho (2012/070170) e de 10 de agosto de 2012 (2012/086232).

2. DESCRIÇÃO DO AUXÍLIO**2.1. Objetivo**

- (3) Portugal pretende promover o desenvolvimento e o emprego regionais fornecendo auxílios com finalidade regional à Europac, para a ampliação e modernização da sua fábrica de papel existente em Viana do Castelo, para melhorar a capacidade de produção atual e permitir a produção de dois novos produtos de papel.

2.2. Região

- (4) Viana do Castelo situa-se na região Minho-Lima, de Portugal, que é uma região assistida nos termos do artigo 107.º, n.º 3, alínea a), do TFUE com um limite máximo normal para auxílios com finalidade regional a favor de grandes empresas de 30 % em termos de equivalente-subvenção bruto (ESB), de acordo com o mapa português dos auxílios com finalidade regional para o período 2007-2013 ⁽²⁾.

2.3. O beneficiário

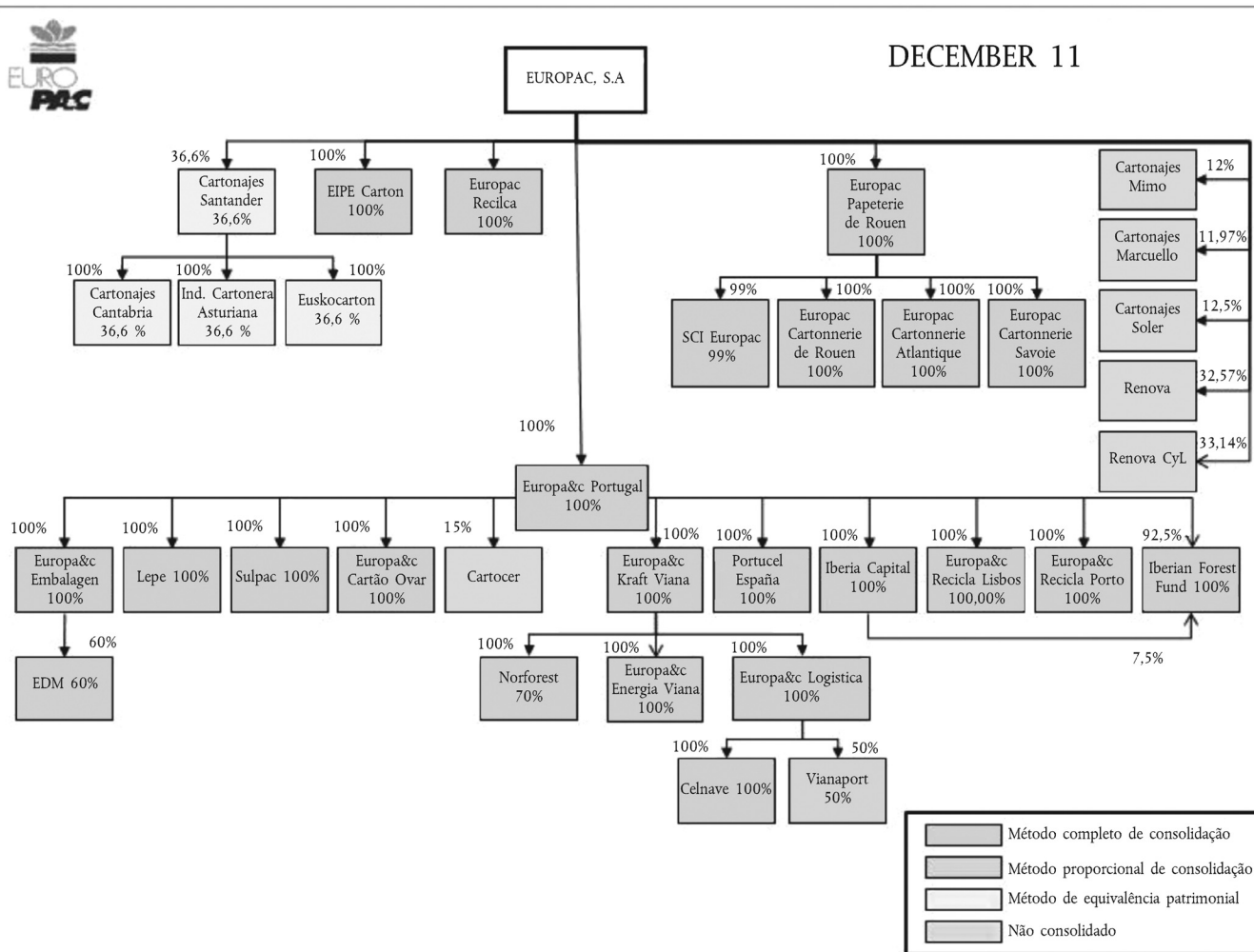
- (5) O beneficiário do auxílio, Europac Kraft Viana, S.A. (anteriormente Portucel Viana - Empresa Produtora de Papéis Industriais SA), é uma filial a 100 % da Europac Portugal SGPS, S.A., que também é totalmente detida pela Europac, Papeles y Cartones de Europa S.A. (a seguir designado Grupo Europac), que é cotada na Bolsa de Valores de Madrid. O Grupo Europac está ativo na indústria do papel, cartão e embalagens e emprega 1 955 trabalhadores em 30 instalações de produção localizadas em Espanha, França e Portugal ⁽³⁾.

- (6) O quadro a seguir apresenta a configuração do Grupo Europac.

⁽¹⁾ JO C 54 de 4.3.2006, p. 13.

⁽²⁾ Decisão da Comissão, de 7 de fevereiro de 2007, auxílio estatal N 727/2006 – Portugal – Mapa dos auxílios com finalidade regional para o período 2007-2013 (JO C 68 de 24.6.2007, p. 26).

⁽³⁾ Fonte: sítio Web da Europac: (<http://www.europac.es>).



- (7) Portugal confirmou que a Europac não é uma empresa em dificuldade na aceção das Orientações comunitárias relativas aos auxílios estatais de emergência e à reestruturação a empresas em dificuldade (1).

2.4. O projeto de investimento

- (8) O projeto visa melhorar a capacidade de produção atual da fábrica em Viana e introduzir a possibilidade de produzir dois novos produtos: papel leve portoliner (2) e papel vianaliner (ambos são tipos de papel kraftliner), o que permitirá à empresa atender às novas procuras do mercado (3). O projeto permitirá, por um lado, melhorar as características do kraftliner atualmente produzido (portoliner) e, por outro lado, responde a uma tendência significativa de procura de pesos inferiores (à qual se dará resposta com a produção de portoliner leve, um novo produto) e permitirá, também, que a unidade produza um novo papel de embalagem com características diferentes (vianaliner).

(1) JO C 244 de 1.10.2004, p. 2.

(2) Como explicado pelas autoridades portuguesas, as caixas de cartão são feitas de cartão canelado. O cartão canelado é feito geralmente de três tipos de papel colados com uma cola de amido. As duas camadas exteriores (*liners*) permanecem inalteradas; no entanto, a camada intermédia de papel é ondulada (conhecida como *fluting*). Estas três (ou mais) camadas de papel são montadas de maneira a formar uma série de arcos conectados capazes de suportar pesos fortes. Esta estrutura confere ao cartão canelado rigidez e resistência consideráveis. Dependendo da utilização final da caixa e solicitações, podem ser produzidos muitos tipos de cartão canelado, cada um com diferentes *liners* e diversos tamanhos de *flute* e perfis, que oferecem muitas combinações projetadas para criar embalagens com prestações e características diferentes.

Existem dois tipos principais de *linerboard*:

kraftliner – papel de embalagem de elevado desempenho, que se baseia principalmente em fibra virgem (madeira fresca) e

testliner – papel de embalagem comum, totalmente produzido a partir de fibras recicladas (papel usado)

(3) O projeto envolve a produção de papel leve portoliner e papel vianaliner, cujos códigos Prodcom são: 48.04.11.11 para gramagem inferior a 150 g/m²; 48.04.11.15 para gramagem igual ou superior a 150 g/m² e inferior a 175 g/m²; 48.01.11.19 para gramagem igual ou superior a 175 g/m².

- (9) O quadro a seguir apresenta a evolução da capacidade de produção e a gama de tipos de papel:

Produto	Antes do projeto		Após o projeto	
	Capacidade (t/ano)	%	Capacidade (t/ano)	%
Portoliner	[...]	(*)	[...]	[...]
Portoliner light	[...]	[...]	[...]	[...]
Vianaliner	[...]	[...]	[...]	[...]
Total	295 000	100	350 000	100

(*) Segredos comerciais

- (10) O investimento previsto é composto por despesas elegíveis na compra de novas máquinas ([...], equipamentos e outros [...]).

2.5. Custos do projeto de investimento

- (11) O projeto de investimento representa custos de investimento elegíveis de 87 979 889 EUR e deve receber um auxílio de 6 977 155,78 EUR, o que resulta numa intensidade de auxílio de 7,93 %.

- (12) No quadro abaixo é apresentada uma repartição por categoria:

Elemento de investimento	Objetivo	Valor (k€)
[...]	[...]	[...]
[...]	[...]	[...]
[...]	[...]	[...]
[...]	[...]	[...]
[...]	[...]	[...]
[...]	[...]	[...]
[...]	[...]	[...]
Investimento total		87 979,9

Fonte: Notificação

2.6 Financiamento do projeto

- (13) A Europac prevê financiar o projeto utilizando recursos próprios, além dos auxílios a que se candidatou. Não estão previstas outras fontes de financiamento público.

2.7 Contribuição para o desenvolvimento regional

- (14) Na notificação, as autoridades portuguesas declararam que o projeto envolve a criação de aproximadamente de 10 postos de trabalho diretos e a manutenção de 305 postos de trabalho indiretos, na região.

- (15) De acordo com as autoridades portuguesas, a Europac é o centro de um polo (*cluster*) regional muito importante e o aumento da sua capacidade tem efeito direto em muitas atividades a jusante e a montante na região, tais como atividades florestais, preparação de madeira como matéria-prima, recuperação de papel usado, produção de produtos químicos associados e exportação e importação de operações no Porto de Viana do Castelo.

2.8 Montante do auxílio

- (16) As autoridades portuguesas tencionam conceder um auxílio com finalidade regional no montante de 6 757 608,68 EUR em termos de ESB que deve ser pago em 2012 e 2013 (através de deduções a efetuar nas declarações de IRC para os exercícios fiscais de 2011 e 2012). O quadro abaixo, fornecido pelas autoridades portuguesas, pormenoriza o programa previsto o pagamento do auxílio:

Ano Fiscal	Auxílio Fiscal ESB
2011	2 906 249,56
2012 -	3 851 359,12
Total	6 757 608,68

Fonte: Notificação

- (17) Portugal comprometeu-se a garantir que o montante máximo de auxílio e a correspondente intensidade máxima em termos de ESB (7,93 %) não serão ultrapassados, mesmo que os custos totais elegíveis indicados dos projetos de investimento viessem a ser superiores ou inferiores ao previsto.

- (18) As autoridades portuguesas confirmaram que o auxílio ao projeto de investimento não pode ser cumulado com auxílios recebidos de outras fontes locais, regionais, nacionais ou da União Europeia para cobrir os mesmos custos elegíveis.

2.9 Forma do auxílio

- (19) O auxílio será concedido à Europac sob a forma dos seguintes benefícios fiscais:

i) Crédito de imposto relativamente ao Imposto sobre o Rendimento das Pessoas Coletivas (IRC). O auxílio será concedido sob a forma de um crédito de imposto a deduzir de futuros pagamentos do Imposto sobre o Rendimento das Pessoas Coletivas. O montante deste crédito será calculado pelas autoridades portuguesas como uma percentagem do investimento elegível. O crédito de imposto poderá ser unicamente utilizado para os impostos relacionados com o projeto.

ii) Isenção do imposto de selo relativo a todos os atos ou contratos necessários para concluir o projeto.

- (20) Portugal confirmou que um mecanismo de controlo garante que a acumulação dos dois tipos de auxílio fiscal nunca poderá exceder os montantes máximos de auxílio

conforme definidos nos contratos de investimento e de auxílio relevantes. Portanto, no total, a Europac pode receber auxílio fiscal até 6 757 608,68 EUR (ESB).

2.10 Outros aspetos

- (21) A medida de auxílio ad hoc notificada prevê a concessão do crédito de imposto associado ao investimento. Permite a dedução, do montante estabelecido em conformidade com o Código Fiscal português relativamente ao Imposto sobre o Rendimento das Pessoas Coletivas (artigo 83.º, n.º 1, alínea a) do Código IRC), do montante decorrente da aplicação da percentagem de intensidade máxima de auxílio até ao valor do investimento feito a partir de 2007 até 31 de dezembro de 2010. A concessão deste benefício está sujeita à aprovação formal da Comissão Europeia.
- (22) Esta dedução fiscal deve ser disponibilizada ao beneficiário aquando do pagamento do IRC relativo ao exercício financeiro em que foi feita a dedução relevante para o incentivo fiscal, ou no caso em que o montante não possa ser totalmente deduzido, qualquer montante pendente pode ainda ser deduzido, nas mesmas condições, aquando da liquidação relativa aos exercícios financeiros seguintes, até ao vencimento do contrato, ou seja, 31 de dezembro de 2016.
- (23) Além disso, o auxílio é concedido na condição de o beneficiário manter os investimentos na região assistida por um período mínimo de cinco anos após a conclusão do projeto de investimento.
- (24) As autoridades portuguesas confirmaram que a concessão do auxílio está sujeita à aprovação da Comissão, nomeadamente que o contrato de auxílio final só será assinado após esta aprovação.
- (25) As obras relativas ao projeto tiveram início em 20 de maio de 2007 e terminaram em 31 de dezembro de 2010. O funcionamento pleno foi iniciado em 2011. O beneficiário candidatou-se a incentivos fiscais em 15 de maio de 2007.
- (26) As autoridades portuguesas (AICEP) ⁽¹⁾ tinham conhecimento informal do projeto e da intenção da empresa de solicitar a assistência desde 2006, quando foram realizadas discussões informais sobre um potencial pacote de incentivos (sob os regimes de incentivos financeiros ⁽²⁾ e fiscais ⁽³⁾). Neste contexto, não tinham sido apresentadas quaisquer candidaturas a auxílios por parte da Europac.
- (27) Em dezembro de 2006, a AICEP indicou por mensagem de correio eletrónico enviada à Europac que, devido a restrições orçamentais, não poderia ser concedido qualquer

auxílio no âmbito do regime de incentivos financeiros. De acordo com as autoridades portuguesas, a AICEP sugeriu à Europac que deveria ser apresentada uma candidatura a incentivos fiscais e indicou que apoiaria a sua preparação ⁽⁴⁾.

- (28) Em 1 de março de 2007, realizou-se uma reunião entre o Presidente da AICEP e representantes da Europac. De acordo com a prova documental produzida pela AICEP, e apresentada pelas autoridades portuguesas, a Europac foi informada de que deveria ser apresentada uma candidatura a incentivos fiscais. No entanto, não se registou qualquer confirmação de que o auxílio seria concedido na prova documental da reunião realizada ⁽⁵⁾.
- (29) Em 5 de março de 2007, o Conselho de Administração da Europac reuniu-se e decidiu investir no projeto, com base no facto de as autoridades portuguesas terem confirmado que um incentivo fiscal no montante de 8 % dos custos elegíveis totais seria concedido. De acordo com as atas da reunião do Conselho de Administração: o presidente da AICEP teria «confirmado a aprovação pelo Governo português de uma subvenção a ser concedida por meio de um benefício fiscal». [...] «o auxílio atingiria 8 % do orçamento de investimento (cerca de 90 milhões de EUR)» [...] «Foi decidido aprovar esse investimento e avançar a fim de tomar todas as medidas necessárias para a sua execução».
- (30) Não se enviou qualquer carta de intenções de que seria concedido o auxílio, desde que autorizado pela Comissão, antes do início das obras.
- (31) As autoridades portuguesas não assumiram qualquer outro compromisso face à Europac no que se refere à concessão de auxílios adicionais.

2.11 Disposições gerais

- (32) As autoridades portuguesas comprometeram-se a apresentar à Comissão:
- no prazo de dois meses a contar da data de concessão do auxílio, uma cópia do contrato de auxílio assinado entre a autoridade concessionária e o beneficiário;
 - com uma periodicidade quinquenal, com início a partir da aprovação do auxílio pela Comissão, um relatório intercalar (que inclua informações sobre os montantes de auxílio pagos, a execução do contrato de concessão de auxílio e quaisquer outros projetos de investimento iniciados no mesmo estabelecimento/unidade de produção);
 - no prazo de seis meses a contar da data de pagamento da última fração do auxílio, com base no calendário de pagamento notificado, um relatório final pormenorizado.

⁽¹⁾ A AICEP é a entidade responsável pela promoção do investimento e pela negociação de pacotes de incentivos para projetos de investimento grandes, em nome do Governo português (Decreto-Lei n.º 203/2003)

⁽²⁾ Processo N 667/1999, Medida 1.2 do Programa Operacional da Economia, Decisão de 26.7.2000; este regime foi aprovado até ao final de 2006.

⁽³⁾ Processo N 97/1999, Regime de auxílios fiscais ao investimento, Decisão de 6.10.1999; este regime terminou no final de 2006, devido às medidas adequadas propostas pela Comissão (em março de 2006, no âmbito da adoção das Orientações relativas aos auxílios estatais com finalidade regional para o período 2007-13), e aceites por Portugal, de eliminar progressivamente todos os regimes de auxílios com finalidade regional até essa data.

⁽⁴⁾ «Também em linha com o que já foi transmitido ficaremos disponíveis para que, logo se conclua o processo em curso, apoiemos a preparação de uma candidatura a Benefícios Fiscais para o projeto em causa.» (Mensagem eletrónica de 13 de dezembro de 2006 do [...] (AICEP) para [...] (Europac).

⁽⁵⁾ «Reunião com [...]: 1) Análise efetuada sobre cumprimento das obrigações da empresa relativamente ao disposto no DL 19/2003: assunto está para Despacho não SEAIL. 2) Podem ir avançando com a Candidatura de um BF. 3) Podem avançar com Projeto PIN.»

3. AVALIAÇÃO DAS MEDIDAS

(33) Em conformidade com o artigo 6.º, n.º 1, do Regulamento (CE) n.º 659/1999 do Conselho, de 22 de março de 1999, que estabelece normas pormenorizadas para a aplicação do artigo 93.º do Tratado da CE ⁽¹⁾, a decisão de dar início a um procedimento resumirá os elementos pertinentes em matéria de facto e de direito, incluirá uma apreciação preliminar da Comissão quanto à natureza de auxílio da medida proposta e indicará os elementos que suscitam dúvidas quanto à sua compatibilidade com o mercado comum.

3.1. Existência do auxílio

(34) O artigo 107.º, n.º 1, do TFUE é aplicável aos auxílios concedidos pelos Estados ou provenientes de recursos estatais, independentemente da forma que assumam, que falseiem ou ameacem falsear a concorrência, favorecendo certas empresas ou certas produções, na medida em que afetem as trocas comerciais entre os Estados-Membros.

(35) As medidas em causa conferem à Europac uma vantagem económica em relação a outras empresas que não recebem esse auxílio, sendo, por conseguinte seletiva. Esta vantagem ameaça falsear a concorrência. Dado que o Estado não recebe impostos que não normalmente cobraria, o auxílio é concedido através de recursos estatais. Por último, e considerando que a medida diz respeito a uma empresa envolvida no comércio entre os Estados-Membros, existe um risco de que o auxílio possa afetar esse comércio. Por conseguinte, o auxílio a favor deste projeto constitui um auxílio estatal na aceção do artigo 107.º, n.º 1, do TFUE.

3.2. Legalidade do auxílio

(36) Através da notificação do auxílio ad hoc antes de ser executado, as autoridades portuguesas respeitaram as suas obrigações nos termos do artigo 108.º, n.º 3, do TFUE.

3.3. Compatibilidade

(37) Como as autoridades portuguesas afirmam que o auxílio visa promover o desenvolvimento regional, o auxílio deve ser apreciado em conformidade com as Orientações relativas aos auxílios estatais com finalidade regional para o período 2007-2013 ⁽²⁾ (a seguir designadas «OAR»).

(38) A apreciação da medida relativamente ao cumprimento das diversas disposições das OAR levou a Comissão aos seguintes resultados:

- i) A área de Viana do Castelo, na região Minho-Lima, onde o projeto é realizado, é inteiramente elegível nos termos do artigo 107.º, n.º 3, alínea a), do TFUE, com um limite máximo normal para auxílios com finalidade regional de 30 % em termos de ESB.
- ii) A intensidade máxima de auxílio ajustada em conformidade com o disposto no ponto 67 das OAR para um projeto de investimento com despesas elegíveis no

montante de 87 milhões de EUR ao valor atual é de 23, 60 % ESB. A intensidade notificada de 7, 93 % ESB é inferior ao limite máximo referido.

- iii) O projeto contribui para o desenvolvimento regional, criando aproximadamente 10 novos postos de trabalho.
- iv) As autoridades portuguesas confirmaram que o auxílio não será cumulado com qualquer outro auxílio concedido para os mesmos custos elegíveis.
- v) O beneficiário do auxílio fornece uma contribuição financeira de, pelo menos, 25 % dos custos elegíveis que não inclui qualquer apoio estatal (tal como requerido no ponto 39 das OAR).
- vi) Tal como exigido no ponto 9 das OAR, a Europac não é uma empresa em dificuldade na aceção das Orientações relativas aos auxílios de emergência e à reestruturação. Além disso, esta empresa financia 92,7 % do projeto com recursos próprios.
- vii) O auxílio é subordinado à obrigação de manter o investimento na região assistida em causa por um período mínimo de 5 anos após a sua finalização (tal como requerido no ponto 40 das OAR).

3.3.1. Aspetos que requerem investigação complementar

(39) Com base nas informações disponíveis nesta fase da apreciação, a Comissão tem as seguintes dúvidas quanto à compatibilidade da medida com o disposto nas OAR:

Investimento inicial

(40) Em conformidade com as OAR, o auxílio ao investimento com finalidade regional só pode ser concedido para investimentos iniciais. O investimento inicial é definido no ponto 34 das OAR como o investimento em ativos corpóreos e incorpóreos para: a criação de um novo estabelecimento; a extensão de um estabelecimento existente; a diversificação da produção de um estabelecimento para novos produtos adicionais; uma alteração fundamental do processo global de produção de um estabelecimento existente. O investimento de substituição está explicitamente excluído do âmbito de definição do investimento inicial.

(41) As medidas de auxílio notificadas dizem respeito a investimentos para a introdução de uma nova linha de produção de dois novos produtos, a otimização da capacidade de produção existente de *kraftliner*, reduzindo estrangulamentos, etc., e investimentos que introduzam novas características no produto *kraftliner* existente. A nova linha de produção dos dois novos produtos *kraftliner* (*portoliner light*, *vianaliner*) qualifica-se como um investimento inicial, que consiste na diversificação da produção de um estabelecimento existente através da introdução de uma nova linha de produção de novos produtos adicionais. O facto de os

⁽¹⁾ JO L 83 de 27.3.1999, p. 1.

⁽²⁾ Orientações relativas aos auxílios estatais com finalidade regional para o período 2007-2013, JO C 54 de 4.3.2006, p. 13.

investimentos para a otimização da capacidade de produção existente constituírem um investimento inicial sob a forma de uma alteração fundamental do processo de produção suscita dúvidas, pois a otimização e a alteração fundamental parecem ser mutuamente exclusivas. Parece igualmente duvidoso que os investimentos para melhorar as características do produto *kraftliner* que já é produzido na instalação (*portoliner*) possam ser considerados como constituindo um investimento inicial, pois não conduzem a uma diversificação da atividade de um estabelecimento existente para um novo produto adicional. A Comissão considera, nesta fase, que pequenas alterações às características de um produto existente não se qualificam como um novo produto.

- (42) Pelas razões acima expostas, nesta fase, a Comissão tem dúvidas sobre se todas as despesas elegíveis do projeto notificado podem ser consideradas como estando relacionadas com um investimento inicial, na aceção do ponto 34 das OAR.

Efeito de incentivo

- (43) Nos termos do disposto no ponto 38 das OAR: «É fundamental garantir que os auxílios regionais produzem um verdadeiro efeito de incentivo à realização de investimentos que de outra forma não seriam realizados nas regiões assistidas. [...] No caso de auxílios ad hoc, a autoridade competente deve emitir, antes do início dos trabalhos do projeto uma carta em que expressa a intenção de conceder o auxílio, que fica subordinada à aprovação da medida por parte da Comissão. Se os trabalhos tiverem início antes de se encontrarem preenchidas as condições previstas no presente ponto, o projeto não será elegível, na sua totalidade, para beneficiar de auxílio».
- (44) As autoridades portuguesas argumentam que a condição relativamente ao efeito de incentivo do auxílio é satisfeita na medida em que: i) as obras no projeto tiveram início em 20 de maio de 2007, após o presidente da AICEP ter confirmado verbalmente, em 1 de março de 2007, que seria concedido um incentivo fiscal de 8 % do custo total do projeto de investimento, e que ii) foi apresentada, em 15 de maio de 2007, antes do início das obras, uma candidatura a um incentivo fiscal.
- (45) As autoridades portuguesas reconhecem que as disposições das OAR que se aplicam ao auxílio ad hoc exigem que «a autoridade competente deve emitir, antes do início dos trabalhos do projeto uma carta em que expressa a intenção de conceder o auxílio», e que não existe essa carta de intenções. No entanto, as autoridades portuguesas consideram que, na substância, a Europac se encontra numa situação semelhante a como se tivesse recebido uma carta de intenções, pois recebeu uma confirmação verbal do presidente da AICEP de que seria concedido auxílio fiscal ao projeto de investimento. Portanto, as autoridades portuguesas consideram que foram criadas expectativas legítimas de que o investimento poderia ter início imediatamente após a apresentação de uma candidatura formal a esse auxílio.
- (46) Nesta fase, a Comissão tem sérias dúvidas de que o requisito do «efeito de incentivo» das OAR, que impõe uma

confirmação formal da intenção da autoridade nacional competente, tenha sido cumprido no caso em apreço.

- (47) Mesmo que as autoridades portuguesas tenham manifestado vontade de apoiar este investimento, uma declaração verbal não pode ser considerada equivalente ao requisito formal de uma carta de intenção (por escrito), e substituí-la, visto que a última pressupõe que a apreciação do projeto de auxílio e a apreciação da sua contribuição para o desenvolvimento regional passaram pelo devido processo administrativo interno.
- (48) Além disso, as provas apresentadas por Portugal relativas à reunião com a Europac não registam, ao contrário do que consta na ata da reunião do Conselho de Administração da Europac, a confirmação da concessão do benefício fiscal. Portanto, a Comissão tem dúvidas sobre se a confirmação verbal, que na opinião das autoridades portuguesas substitui a carta de intenções, foi alguma vez dada. As atas preparadas por um beneficiário do auxílio não podem substituir uma carta de intenções. Além disso, também não há nenhuma indicação de que a confirmação verbal tenha sido, em qualquer outra fase anterior ao início dos trabalhos, confirmada por escrito à Europac, por exemplo, por transmissão das atas da reunião realizada em 1 de março de 2007, com o presidente da AICEP.
- (49) De igual forma, não há indicação de que qualquer intenção de conceder o auxílio ad hoc prontamente tenha sido feita sob condição da sua autorização prévia pela Comissão, conforme exigido pelas OAR para um auxílio ad hoc.
- (50) Por último, também existem dúvidas devido ao facto de a sequência de eventos normal prevista nas OAR (primeiro, candidatura ao auxílio, em seguida, carta de intenções) não ter ocorrido no presente caso. No entanto, a apresentação de uma candidatura de auxílio formal pelo beneficiário do auxílio antes da emissão de uma carta de intenções pela autoridade competente é um requisito essencial das regras. Parece duvidoso que um procedimento através do qual a decisão de conceder um auxílio é tomada e transmitida ao beneficiário antes da apresentação de uma candidatura formal ao auxílio possa ser considerada em conformidade com os requisitos em matéria de efeito de incentivo previstos nas OAR.
- (51) Além disso, a Comissão levanta a questão de saber se o presidente da AICEP pode, e em que condições, emitir uma carta de intenções. De acordo com as informações fornecidas por Portugal, o presidente da AICEP, embora uma parte importante no processo de concessão do auxílio, não tem o poder de conceder incentivos fiscais. Esse poder excepcional compete, nos termos da lei portuguesa, ao Conselho de Ministros que adota, por proposta do ministro das Finanças, uma resolução que aprova os incentivos e os termos do contrato de investimento e do auxílio a ser assinado com o beneficiário do auxílio. A função do presidente da AICEP é limitada à apresentação de propostas a um comité interministerial que aconselha o ministro das Finanças (que tem competência para conceder os incentivos fiscais).

(52) A Comissão considera, nesta fase do procedimento, que o projeto não cumpre as condições formais das OAR em matéria de efeito de incentivo do auxílio.

(53) Assim, a Comissão convida as autoridades portuguesas e terceiros a apresentar as suas observações e a fornecer todas as informações necessárias para apreciação do projeto de investimento na sua totalidade como um projeto de investimento inicial e para apreciar o efeito de incentivo do auxílio, tendo em conta as disposições aplicáveis das OAR.

4. CONCLUSÕES

(54) Face ao exposto, a Comissão, após uma primeira apreciação preliminar das medidas de auxílio, tem dúvidas se (1) o projeto na sua totalidade se qualifica como projeto de investimento inicial, e se (2) cumpre os requisitos relevantes em matéria de efeito de incentivo, e se pode ser considerado compatível com as OAR e o mercado interno.

(55) A Comissão não pode formar uma opinião *prima facie* sobre a compatibilidade parcial ou integral da medida em questão e é de opinião que é necessária uma análise mais aprofundada da medida de auxílio. A Comissão tem o dever de realizar todas as consultas necessárias e, portanto, dar início ao procedimento previsto no artigo 108.º, n.º 2, do TFUE, se a investigação preliminar não permitir que a Comissão supere todas as dificuldades envolvidas na determinação se o auxílio é compatível, ou não, com o mercado interno. Tal facto dará a oportunidade a terceiros, cujo interesse possa ser afetado pela concessão do auxílio, para apresentar observações sobre as medidas notificadas.

Tendo em conta as informações comunicadas pelo Estado-Membro em causa e por terceiros, a Comissão deve avaliar a medida e deve tomar a sua decisão final.

5. DECISÃO

(56) Tendo em conta as considerações precedentes, a Comissão, nos termos do procedimento previsto no artigo 108.º, n.º 2, do TFUE, solicita a Portugal que apresente as suas observações e que forneça todas as informações que possam ajudar a apreciar a medida de auxílio, no prazo de um mês a contar da data de receção da presente carta. A Comissão solicita às autoridades que encaminhem imediatamente uma cópia desta carta para o potencial beneficiário do auxílio.

(57) A Comissão deseja lembrar a Portugal que o artigo 108.º, n.º 3, do TFUE tem efeito suspensivo e gostaria de chamar a sua atenção para o artigo 14.º do Regulamento (CE) n.º 659/1999 do Conselho, que prevê que todos os auxílios ilegais podem ser recuperados do beneficiário.

(58) A Comissão adverte Portugal de que informará as partes interessadas através da publicação desta carta e de um resumo da mesma no Jornal Oficial da União Europeia. A Comissão também informará as partes interessadas dos países da EFTA que sejam signatários do Acordo EEE, através da publicação de um anúncio no suplemento EEE do Jornal Oficial da União Europeia e informará o Órgão de Fiscalização da EFTA enviando uma cópia desta carta. Todas as partes interessadas serão convidadas a apresentar as suas observações no prazo de um mês a contar da data dessa publicação.»

Prix d'abonnement 2012 (hors TVA, frais de port pour expédition normale inclus)

Journal officiel de l'UE, séries L + C, édition papier uniquement	22 langues officielles de l'UE	1 200 EUR par an
Journal officiel de l'UE, séries L + C, papier + DVD annuel	22 langues officielles de l'UE	1 310 EUR par an
Journal officiel de l'UE, série L, édition papier uniquement	22 langues officielles de l'UE	840 EUR par an
Journal officiel de l'UE, séries L + C, DVD mensuel (cumulatif)	22 langues officielles de l'UE	100 EUR par an
Supplément au Journal officiel (série S — Marchés publics et adjudications), DVD, une édition par semaine	Multilingue: 23 langues officielles de l'UE	200 EUR par an
Journal officiel de l'UE, série C — Concours	Langues selon concours	50 EUR par an

L'abonnement au *Journal officiel de l'Union européenne*, qui paraît dans les langues officielles de l'Union européenne, est disponible dans 22 versions linguistiques. Il comprend les séries L (Législation) et C (Communications et informations).

Chaque version linguistique fait l'objet d'un abonnement séparé.

Conformément au règlement (CE) n° 920/2005 du Conseil, publié au Journal officiel L 156 du 18 juin 2005, stipulant que les institutions de l'Union européenne ne sont temporairement pas liées par l'obligation de rédiger tous les actes en irlandais et de les publier dans cette langue, les Journaux officiels publiés en langue irlandaise sont commercialisés à part.

L'abonnement au Supplément au Journal officiel (série S — Marchés publics et adjudications) regroupe la totalité des 23 versions linguistiques officielles en un DVD multilingue unique.

Sur simple demande, l'abonnement au *Journal officiel de l'Union européenne* donne droit à la réception des diverses annexes du Journal officiel. Les abonnés sont avertis de la parution des annexes grâce à un «Avis au lecteur» inséré dans le *Journal officiel de l'Union européenne*.

Ventes et abonnements

Les abonnements aux diverses publications payantes, comme l'abonnement au *Journal officiel de l'Union européenne*, sont disponibles auprès de nos bureaux de vente. La liste des bureaux de vente est disponible à l'adresse suivante:

http://publications.europa.eu/others/agents/index_fr.htm

EUR-Lex (<http://eur-lex.europa.eu>) offre un accès direct et gratuit au droit de l'Union européenne. Ce site permet de consulter le *Journal officiel de l'Union européenne* et inclut également les traités, la législation, la jurisprudence et les actes préparatoires de la législation.

Pour en savoir plus sur l'Union européenne, consultez: <http://europa.eu>

